



Toute une banque pour vous

Rapport financier trimestriel

**RÉSULTATS**  
4<sup>ème</sup> trimestre et  
résultats annuels **2017**

## Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le quatrième trimestre et pour l'année 2017 est constituée de ce rapport financier trimestriel et de la présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

Ce rapport peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

## Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de douze mois close au 31 décembre 2017 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Les procédures d'audit menées par les commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés sont en cours.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document de Référence 2016 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Contrairement aux publications jusqu'au quatrième trimestre 2016 inclus mais comme au trois premiers trimestres 2017, les tableaux de comptes de résultat de ce rapport font apparaître les intérêts minoritaires (« participations ne donnant pas le contrôle » dans les états financiers) avec un signe négatif, de sorte que la ligne « résultat net part du Groupe » s'obtient en additionnant algébriquement la ligne « résultat net » et la ligne « intérêts minoritaires ».

Depuis le 1er janvier 2017, la société Calit a été transférée du pôle Services financiers spécialisés (Crédit Agricole Leasing & Factoring) vers le pôle Banque de proximité en Italie. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 3 juillet 2017, la société Pioneer Investments a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale d'Amundi. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 21 décembre 2017, Cassa di Risparmio (CR) di Cesena, CR di Rimini et CR di Miniato ont été intégrées dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiales de Crédit Agricole Italie. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 26 septembre 2017, Banque Saudi Fransi est sortie du périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole après la cession de la majorité de la participation (16,2% sur les 31,1% détenus avant la cession). Cette filiale était consolidée par mise en équivalence. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Les charges d'intégration de Pioneer Investments des premier et deuxième trimestres 2017 ont été reclassées en éléments spécifiques, contrairement au traitement adopté initialement lors de ces deux publications. Le résultat net part du Groupe sous-jacent pour ces deux trimestres a donc été ajusté.

# Sommaire

Avertissement .....	2
Normes applicables et comparabilité .....	2
<b>Résultats du quatrième trimestre et de l'année 2017 .....</b>	<b>5</b>
T4 et année 2017 : très bon niveau de résultats malgré la surcharge fiscale .....	5
Groupe Crédit Agricole.....	6
Crédit Agricole S.A.....	12
Versement d'une mesure compensatoire aux actionnaires ayants droit au dividende majoré .....	20
Responsabilité Sociale de l'Entreprise .....	21
Environnement économique et financier .....	22
Bilan de l'année 2017 : regain d'optimisme .....	22
Tendances récentes et perspectives (Scénario 2018).....	23
<b>Crédit Agricole S.A. ....</b>	<b>25</b>
Résultats consolidés .....	25
Résultat par métier – Crédit Agricole S.A.....	29
Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) .....	30
Assurances (CA Assurances) .....	32
Gestion d'actifs (Amundi).....	36
Gestion de fortune (CA Indosuez Wealth) .....	38
Banque de proximité en France (LCL) .....	40
Banque de proximité à l'international (BPI).....	45
Banque de proximité en Italie (BPI Italie).....	46
Banque de proximité à l'international (Autres BPI).....	49
Services financiers spécialisés (SFS) .....	51
Crédit à la consommation (CACF) .....	52
Leasing & factoring (CAL&F).....	54
Grandes clientèles (CACIB et CACEIS).....	56
Banque de financement et d'investissement (BFI) .....	57
Services financiers aux institutionnels (CACEIS) .....	61
Activités hors métiers (AHM).....	62
<b>Groupe Crédit Agricole .....</b>	<b>64</b>
Résultats consolidés .....	64
Résultat par métier – Groupe Crédit Agricole .....	66
Caisses régionales.....	67
<b>Structure financière.....</b>	<b>70</b>
Solvabilité.....	70
Crédit Agricole S.A. ....	70
Groupe Crédit Agricole .....	71
Liquidité et Refinancement.....	74
Bilan.....	80
<b>Crédit Agricole S.A. ....</b>	<b>81</b>
Répartition du capital .....	81
Données par action .....	81
Dividende et taux de distribution .....	82
Emplois pondérés, allocation de capital et rentabilité des métiers .....	82
<b>Annexes .....</b>	<b>83</b>
Annexe 1 – Eléments spécifiques .....	83
Groupe Crédit Agricole.....	83
Crédit Agricole S.A. ....	84
Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent .....	85
Annexe 3 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle .....	86
Annexe 4 – Crédit Agricole S.A. : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent .....	88
Annexe 5 – Crédit Agricole S.A. : résultats par pôle .....	89
Annexe 6 – Par métier : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent .....	91
Annexe 7 – Evolution des encours de risque de crédit .....	97
Annexe 8– Détail des capitaux propres et dettes subordonnées .....	99
<b>Evolution des risques juridiques .....</b>	<b>100</b>
<b>Autres informations récentes.....</b>	<b>101</b>
Communiqués de presse .....	101
Notations.....	102
<b>Glossaire.....</b>	<b>103</b>

<b>Evolution des instances de Gouvernance .....</b>	<b>105</b>
<b>Agenda financier &amp; Contacts.....</b>	<b>106</b>
Agenda financier .....	106
Contacts.....	106

# Résultats du quatrième trimestre et de l'année 2017

T4 et année 2017 : très bon niveau de résultats malgré la surcharge fiscale

## Groupe Crédit Agricole\*

RNPG publié

**T4 : 922 m€**

+37,4% T4/T4

**2017 : 6 536 m€**

+35,5% 2017/2016

PNB publié

**T4 : 8 045 m€**

+1,8% T4/T4

**2017 : 32 108 m€**

+5,5% 2017/2016

Ratio CET1 non phasé

**14,9%**

540 pb au-dessus du P2R<sup>1</sup>

- Poursuite du **développement organique dans tous les métiers**
- **Finalisation d'acquisitions ciblées au T4** : trois banques italiennes, activités de banque privée en Asie
- **Réalisation du Plan Ambitions 2020** : synergies en avance, innovations et efforts d'efficacité opérationnelle
- **RNPG sous-jacent<sup>2</sup> T4 : 1 692 m€, -7,5% T4/T4 (2017 sous-jacent<sup>2</sup> : 7 123 m€, +8,9% 2017/2016)**
- Baisse du coût du risque de crédit à 17 pb<sup>3</sup> par rapport à 28 pb<sup>3</sup> au T4-16

\* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%.

## Crédit Agricole S.A.

RNPG publié

**T4 : 387 m€**

+32,9% T4/T4

**2017 : 3 649 m€**

+3,1% 2017/2016

PNB publié

**T4 : 4 651 m€**

+1,6% T4/T4

**2017 : 18 634 m€**

+10,6% 2017/2016

Ratio CET1 non phasé

**11,7%**

(cible de 11% dans le PMT)

- Résultats T4 pénalisés par la **surcharge fiscale** : -336 m€ de surtaxe, -134 m€ d'ajustement d'IDA/IDP, -384 m€ en RNPG<sup>4</sup>
- Décision de neutraliser cette surcharge dans le **dividende** proposé à l'AG : **0,63 € par action**
- **RNPG publié 2017** supérieur à 2016 qui comprenait 1,27 Md€ de plus-value Eurêka, malgré la surcharge fiscale, amélioration de la rentabilité des métiers
- **RNPG sous-jacent<sup>2</sup> T4 : 878 m€, -8,4% T4/T4 (2017<sup>2</sup> : 3 925 m€, +23,0% 2017/2016), BPA<sup>2</sup> : 1,22€**
- **PNB sous-jacent<sup>2</sup> +5,4% T4/T4 (2017<sup>2</sup> : +7,2%)**, intégration de Pioneer et croissance organique
- **Charges sous-jacentes<sup>2</sup> toujours maîtrisées : +7,5% T4/T4, +2,8% à périmètre constant<sup>5</sup>**, amélioration >2 pp du coefficient d'exploitation<sup>2</sup>, poursuite des investissements de développement
- **Simplification du groupe** : acquisition des 15% résiduels dans CACEIS, suppression du dividende majoré
- **ROTE sous-jacent<sup>2</sup> : 11,1%**

<sup>1</sup> Exigences P2R proforma 2019 confirmées en décembre 2017 par la BCE

<sup>2</sup> Dans l'ensemble de ce communiqué, le terme de « sous-jacent » fait référence à des soldes intermédiaires de gestion ajustés des éléments spécifiques détaillés en p. 19 et suivantes

<sup>3</sup> Moyenne des quatre derniers trimestres glissants, annualisé

<sup>4</sup> Impact après minoritaires, net du remboursement de la taxe de 3% sur les dividendes ; IDA/IDP = impôts différés actifs/passifs

<sup>5</sup> En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016

## Groupe Crédit Agricole

En 2017, le résultat net part du Groupe du Groupe Crédit Agricole s'élève à 6,5 milliards d'euros, en progression de +35,5% par rapport à 2016. L'exercice 2017 a été pénalisé au quatrième trimestre par une surcharge fiscale, qui représente un impact net de -671 millions d'euros, enregistré comme un élément spécifique. Ajusté de cette charge et des autres éléments spécifiques de 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à 7,1 milliards d'euros, en hausse de +8,9% par rapport à l'exercice 2016. Il intègre six mois de contribution de Pioneer, mais également la perte de consolidation d'Eurazeo et de BSF depuis leur cession (partielle pour BSF) et leur déconsolidation. Hors ces effets de périmètre, il reflète un haut niveau d'activité dans les différentes composantes du Groupe – banques de proximité, métiers spécialisés ainsi que le pôle Grandes clientèles – et une bonne maîtrise des charges, qui autorise des investissements de développement dans de nouvelles activités. Le coefficient d'exploitation sous-jacent ressort à 63,4%. L'année 2017 est une nouvelle étape importante dans la réalisation des objectifs de son Plan à Moyen Terme « Ambitions 2020 » : les synergies de revenus ont atteint 8,2 milliards d'euros, en progression de 5%, et le Groupe a lancé ou déployé des innovations qui améliorent l'expérience digitale de ses clients ainsi que sa gamme de produits et services. Outre les changements de périmètre déjà évoqués, il a également finalisé au quatrième trimestre des opérations de croissance externe qui viennent renforcer ses métiers de manière profitable, notamment trois banques italiennes, la participation résiduelle de 15% de Natixis dans CACEIS et les activités de banque privée en Asie de CM-CIC, en attendant la finalisation de l'acquisition de Banca Leonardo au premier semestre 2018. Ces acquisitions ont été autofinancées, et la situation financière reste très solide : le ratio Common Equity Tier 1 non phasé atteint à fin décembre 14,9%, aux meilleurs niveaux du secteur et plus de 5 points au-dessus de l'exigence réglementaire.

Dans la ligne du Plan à moyen terme (PMT) « Ambition Stratégique 2020 », le modèle économique stable, diversifié et rentable du Groupe Crédit Agricole favorise une bonne croissance organique dans tous ses métiers, notamment grâce aux synergies entre les métiers spécialisés et les réseaux de distribution, et permet de maintenir un haut niveau d'efficacité opérationnelle tout en dégagant des marges de manœuvre pour les investissements de développement.

Le quatrième trimestre a vu la concrétisation de plusieurs axes du Plan « Ambition Stratégique 2020 » :

- Cariparma a finalisé, le 21 décembre, l'acquisition de 95% du capital de **trois caisses d'épargne en Italie**, Cassa di Risparmio (CR) di Cesena, CR Rimini et CR San Miniato, situées dans des régions limitrophes du réseau d'agences du Groupe en Italie ; cette opération a augmenté d'environ 20% (220 agences) sa capacité de distribution dans le pays ;
- Crédit Agricole S.A. a acquis auprès de Natixis la **participation résiduelle de 15% de ce dernier dans CACEIS**, la filiale de services financiers aux institutionnels ; cette opération donne au Groupe le plein contrôle d'un métier en forte croissance, qui améliore sa rentabilité ;

Il convient de rappeler que ces réalisations ne font que compléter une année 2017 déjà riche de nombreuses avancées dans le cadre du Plan « Ambitions 2020 » :

- l'acquisition de **Pioneer Investments**, finalisée le 3 juillet, a porté le Groupe Amundi-Pioneer au neuvième rang des gestionnaires d'actifs mondiaux et au premier en Europe, avec des positions de premiers rangs en France, Italie, Autriche et Allemagne ;
- Indosuez Wealth Management a signé le 31 octobre un accord en vue de l'acquisition de 67,67% dans **Banca Leonardo** ; cette société offre des services de gestion de fortune, avec des encours de 5 milliards d'euros ;
- la reprise par Crédit Agricole Assurances des **affaires nouvelles en assurance emprunteur** pour le réseau des Caisses régionales a commencé depuis septembre et sera finalisée au premier semestre 2018 ; CNP Assurances continue de co-assurer le portefeuille de contrats à hauteur de 50% jusqu'à son extinction ; le métier a également poursuivi le déploiement de son offre d'assurances collectives ;

- le **recentrage sur les métiers cœur** s'est poursuivi, avec la cession d'une partie de la participation (16,2% sur 31,1%) dans Banque Saudi Fransi (BSF), finalisé le 26 septembre, et celle de la totalité de la participation de 15,4% dans Eurazeo, finalisée le 6 juin ; ces opérations ont réduit la dépendance du Groupe aux contributions des sociétés mises en équivalence, avantageusement remplacées par les acquisitions d'activités contrôlés majoritairement, au cœur du métier du Groupe ;
- Les **ventes croisées** ont connu une nouvelle accélération, avec de nouvelles collaborations entre entités du Groupe dans les domaines du crédit à la consommation, le crédit-bail, les assurances collectives, la protection et la sécurité du foyer, l'épargne et la retraite collective des salariés, l'offre aux fonds de *private equity*, etc. ;
- le Crédit Agricole est selon D-Rating<sup>6</sup> en avance sur les autres réseaux bancaires et la plupart des banques seulement à distance en matière de « **performance digitale** », notamment en termes d'empreinte digitale et de capacité de transformation, cela reflète une forte augmentation des usages et de la part des transactions en ligne ou complètement dématérialisées : 15% de l'activité des Caisses régionales en crédit immobiliers, 27% en assurance dommages, pour LCL 20% ou plus de vente en ligne en assurance et épargne ;
- de **nombreuses innovations** ont été lancées avec succès ou sont en cours de lancement : une nouvelle offre d'accès au compte avec EKO par les Caisses régionales, une offre d'affacturage 100% digitale par CA Leasing & Factoring (Cash in Time), un outil d'aide à la souscription d'assurance dommages pour les agriculteurs par CA Assurances (GEOPLAN), un programme d'avantages liés à la carte bancaire par LCL (Avantages+, 615 000 clients, x2,2 en un an), une nouvelle version de l'application mobile de Cariparma (Conto Adesso), etc. ;
- le Groupe a aussi amplifié ses **initiatives d'incubation** comme Villages by CA, lancé de nouveaux fonds d'investissement dans l'innovation (100 millions d'euros de dotation totale) et développer de nouveaux laboratoires internes d'innovation, notamment « La Fabrique by CA » (un *startup studio* interne) et CA [CACD2] (une « ruche digitale ») ;
- enfin, les **projets d'amélioration de l'efficacité opérationnelle** du Groupe, comme Save (optimisation des achats, 210 millions d'euros d'économies visées), Transformons ensemble (économies transversales dans les fonctions support de Crédit Agricole S.A. entité sociale, 300 millions d'euros d'économies visées) ou la création d'une maison de production informatique commune pour l'ensemble du Groupe Crédit Agricole (185 millions d'euros d'économies visées dans cinq ans).

**Au quatrième trimestre 2017, le résultat net part du Groupe publié** du Groupe Crédit Agricole ressort à **922 millions d'euros**, contre 671 millions d'euros au quatrième trimestre 2016.

Ce résultat est pénalisé par une surcharge fiscale, qui représente un impact net de -671 millions d'euros. Cet impact net résulte de quatre éléments enregistrés comme spécifiques :

- les **contributions exceptionnelle et additionnelle d'impôt sur les sociétés instaurées fin 2017** et mises à la charge des grandes entreprises ont eu pour effet d'augmenter de 10 points le taux de l'impôt sur les sociétés pour le Groupe Crédit Agricole ; l'impact financier s'est élevé à **-343 millions d'euros** à ce titre ;
- par ailleurs, Crédit Agricole CIB est potentiellement tenu de **réallouer aux clients les économies d'impôt sur les sociétés réalisées** au niveau de l'intégration fiscale du Groupe Crédit Agricole du fait de la prise en compte des déficits des véhicules de financement en crédit-bail des investissements de clients ; l'impact de la hausse exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés pour 2017 sur cette réallocation est estimée à **39,9 millions d'euros**, portant l'**effet total de la « surtaxe » à -383 millions d'euros** ;
- pour rappel, ces contributions ont pour objectif de pallier les conséquences budgétaires du remboursement de la taxe de 3% sur les dividendes, qui était acquittée depuis 2012 par les entreprises sur leur distribution de bénéfices, et a été jugée inconstitutionnelle en octobre 2017, en conséquence de

<sup>6</sup> Source Les Echos article du 25/01/18 sur l'étude D-rating portant sur la performance digitale des banques de détail

quoi le Groupe est éligible à un remboursement de +90 millions d'euros (**+79 millions d'euros** en RNPG) au titre des distributions de dividende de Crédit Agricole SA, Amundi et CACEIS entre 2012 et 2017 ;

- enfin, les baisses de taux d'impôt sur les sociétés prévues par les lois de finance votées en France<sup>7</sup> et aux Etats-Unis entraînent l'**ajustement des actifs et passifs d'impôt différé**, selon leurs dates prévisionnelles d'échéance ; cet ajustement a eu un impact négatif de **-407 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe ; il est à noter que cette baisse des taux aura un effet favorable sur les charges d'impôt annuelles futures acquittées par le Groupe, au moins en France.

Le solde de ces quatre éléments est négatif de -671 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Compte tenu de leur caractère non récurrent, tous ces impacts ont été inclus en éléments spécifiques pour une meilleure appréciation de la rentabilité sous-jacente du Groupe.

Les **éléments spécifiques**<sup>8</sup> ce trimestre ont un effet négatif de **-770 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié, notamment les éléments fiscaux mentionnés ci-dessus. Le reste comprend essentiellement l'amende Echanges Images Chèques pour -98 millions d'euros, des coûts d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes pour -57 millions d'euros, le spread émetteur pour -62 millions d'euros, la dépréciation de la survaleur sur les entités polonaises (-222 millions d'euros) et en contrepartie le badwill sur les trois banques italiennes pour +353 millions d'euros, et enfin d'autres éléments moins matériels pour -13 millions d'euros.

Pour rappel, **au quatrième trimestre 2016**, les éléments spécifiques avaient eu un effet négatif de **-1 159 millions d'euros**, à savoir la dépréciation de la survaleur de LCL (-540 millions d'euros), l'ajustement des impôts différés actifs et passifs au nouveau taux de l'impôt sur les sociétés en France prévu par la nouvelle loi de finance pour 2020 (28%), soit -453 millions d'euros, le plan d'adaptation de Cariparma pour -30 millions d'euros, et enfin les éléments de volatilité comptables récurrents (notamment le spread émetteur pour +52 millions d'euros, le DVA – *debt valuation adjustment* – 2 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts (-1 millions d'euros) dans le pôle Grandes clientèle et l'épargne logement, -182 millions d'euros.)

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint **1 692 millions d'euros**, en **baisse de -7,5%** par rapport à la même période en 2016.

Le **produit net bancaire sous-jacent** progresse de **+1,6%** par rapport au quatrième trimestre 2016, à 8 235 millions d'euros, malgré l'effet positif de l'intégration de Pioneer, qui a été plus que compensé par la baisse des revenus des Caisses régionales. A périmètre constant<sup>9</sup>; les revenus baissent de -1,0% par rapport au quatrième trimestre 2016.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes** progressent de **+4,0%** par rapport au quatrième trimestre 2016, sous l'effet de l'intégration de Pioneer et des investissements en ligne avec les projets du PMT, notamment pour les Caisses régionales. A périmètre constant, les charges sous-jacentes progressent de +1,3%<sup>9</sup>. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'établit à **64,9%**.

Le coût du risque baisse de -7,6% par rapport à la même période de 2016, à 423 millions d'euros, Le coût du risque sur encours<sup>10</sup> s'améliore fortement, à 17 points de base contre 28 points de base au quatrième trimestre 2016. Il est sensiblement inférieur à l'hypothèse du Plan à moyen terme (35 points de base).

<sup>7</sup> Baisse du taux normal d'impôt sur les sociétés, hors contribution sociale de 3,3% s'appliquant au taux normal, de 33,33% en 2017 et 2018 à 31% en 2019, 28% en 2020, 26,5% en 2021 et 25% en 2022 ; à noter que la loi de finance 2016 prévoyait déjà une baisse du taux à 28% à partir de 2020.

<sup>8</sup> Voir le détail des éléments spécifiques pour le Groupe Crédit Agricole en p. 19 et le passage du résultat publié au sous-jacent p. 24.

<sup>9</sup> En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016

<sup>10</sup> Moyenne des quatre derniers trimestres glissants, annualisé

**Table 1. Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4-17 et au T4-16**

En m€	T4-17 publié	T4-16 publié	T4/T4 publié	T4-17 sous- jacent	T4-16 sous- jacent	T4/T4 sous- jacent
Produit net bancaire	8 045	7 904	+1,8%	8 235	8 109	+1,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 459)	(5 187)	+5,2%	(5 342)	(5 136)	+4,0%
FRU	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 586</b>	<b>2 716</b>	<b>(4,8%)</b>	<b>2 893</b>	<b>2 972</b>	<b>(2,7%)</b>
Coût du risque de crédit	(423)	(457)	(7,6%)	(423)	(457)	(7,6%)
Coût du risque juridique	-	-	ns	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	49	111	(55,7%)	68	111	(38,4%)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	(6)	ns	8	(6)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	(540)	ns	0	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 404</b>	<b>1 824</b>	<b>+31,8%</b>	<b>2 547</b>	<b>2 620</b>	<b>(2,8%)</b>
Impôts	(1 294)	(1 091)	+18,7%	(704)	(724)	(2,9%)
Résultat net des activités abandonnées	(23)	20	ns	(23)	20	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 087</b>	<b>753</b>	<b>+44,4%</b>	<b>1 821</b>	<b>1 915</b>	<b>(4,9%)</b>
Intérêts minoritaires	(165)	(82)	x 2	(129)	(85)	+51,5%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>922</b>	<b>671</b>	<b>+37,4%</b>	<b>1 692</b>	<b>1 830</b>	<b>(7,5%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>67,9%</b>	<b>65,6%</b>	<b>+2,2 pp</b>	<b>64,9%</b>	<b>63,3%</b>	<b>+1,5 pp</b>

Sur l'exercice 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent<sup>11</sup> progresse de +8,9% par rapport à 2016 grâce à la bonne performance qui avait été enregistrée au premier semestre (résultat net part du Groupe sous-jacent en hausse de +27% par rapport au premier semestre 2016).

**Table 2. Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole pour 2017 et 2016**

En m€	2017 publié	2016 publié	2017/2016 publié	2017 sous- jacent	2016 sous- jacent	2017/2016 sous- jacent
Produit net bancaire	32 108	30 428	+5,5%	32 315	31 600	+2,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(20 626)	(19 944)	+3,4%	(20 450)	(19 852)	+3,0%
FRU	(285)	(282)	+1,2%	(285)	(282)	+1,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>11 197</b>	<b>10 201</b>	<b>+9,8%</b>	<b>11 580</b>	<b>11 465</b>	<b>+1,0%</b>
Coût du risque de crédit	(1 536)	(2 312)	(33,6%)	(1 536)	(2 312)	(33,6%)
Coût du risque juridique	(115)	(100)	+15,0%	(115)	(100)	+15,0%
Sociétés mises en équivalence	732	499	+46,8%	527	499	+5,7%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	(25)	ns	16	(25)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	(540)	ns	0	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>10 470</b>	<b>7 723</b>	<b>+35,6%</b>	<b>10 472</b>	<b>9 527</b>	<b>+9,9%</b>
Impôts	(3 479)	(2 582)	+34,8%	(2 912)	(2 662)	+9,4%
Résultat net des activités abandonnées	20	31	ns	20	31	ns
<b>Résultat net</b>	<b>7 010</b>	<b>5 172</b>	<b>+35,5%</b>	<b>7 580</b>	<b>6 896</b>	<b>+9,9%</b>
Intérêts minoritaires	(474)	(347)	+36,7%	(457)	(355)	+28,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>6 536</b>	<b>4 825</b>	<b>+35,5%</b>	<b>7 123</b>	<b>6 541</b>	<b>+8,9%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>64,2%</b>	<b>65,5%</b>	<b>-1,3 pp</b>	<b>63,3%</b>	<b>62,8%</b>	<b>+0,5 pp</b>

<sup>11</sup> Voir le détail des éléments spécifiques pour le Groupe Crédit Agricole en p. 84 et le passage du résultat publié au sous-jacent p. 86.

Le **produit net bancaire sous-jacent** est en **hausse de +2,3%**, mais il est stable à périmètre constant<sup>12</sup>. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +3,0% (+1,6% à périmètre constant) et le coût du risque de crédit baisse de -33,6%, hors provision juridique non allouée de 115 millions d'euros dotée aux premier – 40 millions d'euros – et troisième – 75 millions d'euros – trimestres 2017 contre 100 millions d'euros dotés aux deuxième et troisième trimestres 2016 – 50 millions d'euros chacun.

**Au quatrième trimestre 2017** les **Caisses régionales** ont connu une activité soutenue. Les encours de crédit progressent de +6,3% par rapport au 31 décembre 2016, dont +8,1% pour les crédits immobiliers et +9,0% pour le crédit à la consommation (dont +15,6% pour les encours gérés avec CACF, qui représentent désormais 59% du total des crédits à la consommation portés au bilan des Caisses régionales). Les encours de collecte sont en hausse de +4,2% sur un an, tirés par les dépôts à vue (+13,4%). Les encours d'assurance vie progressent de +2,2%, mais la part des unités de compte dans la collecte augmente de +7 points sur an, à 25,1% au quatrième trimestre 2017. Enfin, le nombre de contrats en assurance de biens et personnes progresse de +6,7% par rapport au 31 décembre 2016, dont +8,1% en multirisques habitation.

Ce développement commercial participe de façon significative à la croissance des métiers de Crédit Agricole S.A., dont les Caisses régionales distribuent les produits en tant que premier réseau de distribution du Groupe et premier réseau de banque de proximité en France.

La contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe sous-jacent du Groupe Crédit Agricole s'élève à **764 millions d'euros**, en baisse de -15,2% par rapport au quatrième trimestre 2016. Le produit net bancaire sous-jacent, qui s'affiche en baisse de -2,9% par rapport au quatrième trimestre 2016, à 3 364 millions d'euros. Les revenus de commissions sont stables sur un an, à un niveau élevé. En revanche, les taux bas sur le quatrième trimestre viennent peser sur la marge d'intérêt qui reste en retrait. Les charges sous-jacentes hors contribution au Fonds de résolution unique (FRU) sont quasi-stables, -0,3% à 2 153 millions d'euros, malgré les investissements informatiques – besoins réglementaires et transformation digitale – ainsi qu'au programme de rénovation d'agences prévus dans le PMT.

Contrairement aux trimestres précédents, le coût du risque augmente par rapport à une base très faible au quatrième trimestre 2016, en restant cependant à un niveau faible à 86 millions d'euros. Cette hausse sur le trimestre ne reflète pas la baisse du coût du risque global sur l'année qui s'établit à 18 points de base.

**Sur l'exercice 2017**, la contribution des Caisses régionales atteint **3 075 millions d'euros**, en baisse de -4,6% notamment du fait des charges et pertes de revenus liées aux opérations de simplification du Groupe, qui n'avaient pas encore les résultats jusqu'au 3 août 2016, date de leur réalisation. Le produit net bancaire sous-jacent est donc en baisse de -3,7%, à 13 313 millions d'euros, et les charges sous-jacentes hors FRU augmentent sous l'effet des investissements informatiques prévus dans le PMT. En revanche, le coût du risque baisse fortement, de -64,8% à 218 millions d'euros, soit 5 points de base sur le second semestre annualisé.

*La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.*

Sur le trimestre, le Groupe Crédit Agricole a maintenu un haut niveau de solidité financière, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) non phasé de 14,9%**, stable par rapport à fin septembre 2017, malgré les acquisitions des trois banques italiennes et des activités de banque privée en Asie de CM-CIC. Le ratio présente un coussin substantiel (540 points de base) par rapport au seuil de restriction de distribution applicable au Groupe Crédit Agricole au 1<sup>er</sup> janvier 2019, confirmé en décembre 2017 par la BCE à 9,5%.

Le ratio TLAC s'établit à 20,6% au 31 décembre 2017, hors dette senior préférée éligible. Il est inchangé par rapport au 30 septembre 2017 et à comparer à 20,3% à fin décembre 2016, hors dette senior préférée éligible. Il est supérieur à l'exigence minimale de 19,5% à partir de 2019, pouvant inclure jusqu'à 2,5% de dette senior préférée éligible. En 2017, le Groupe a émis 6,2 milliards d'euros équivalents de dette senior non préférée. L'objectif d'un ratio TLAC de 22% d'ici 2019, hors dettes senior préférées éligibles, est confirmé. Pour atteindre

<sup>12</sup> En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016

cet objectif dans un contexte de forte croissance des crédits en France en 2016 et 2017, et qui pourrait se prolonger jusqu'en 2019, il est prévu un **ajustement potentiel du programme d'émission de dettes TLAC de 2 à 3 milliards d'euros en cumulé sur les deux années 2018 et 2019.**

Le ratio de levier phasé ressort à 5,6%, stable par rapport à fin septembre 2017.

La situation de liquidité du Groupe Crédit Agricole est solide. Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 148 milliards d'euros au 31 décembre 2017, fait apparaître un excédent de ressources stables par rapport aux emplois stables de 122 milliards d'euros, en hausse de +1 milliard d'euros par rapport à fin septembre 2017 et de +11 milliards d'euros sur un an. Cet excédent est supérieur à l'objectif du PMT de plus de 100 milliards d'euros. L'excédent de ressources stables finance le portefeuille de titres HQLA (*High Quality Liquid Assets*) généré par l'exigence LCR (*Liquidity Coverage Ratio*) des activités clientèle ou liées à la clientèle. Les réserves de liquidité, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 248 milliards d'euros au 31 décembre 2017. L'endettement court terme net des dépôts Banques Centrales (24 milliards d'euros) est couvert à plus de quatre fois par les titres HQLA (113 milliards d'euros). Le ratio LCR moyen sur douze mois du Groupe s'élève à 133% à fin décembre 2017, soit à un niveau supérieur à l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus de 110%.

Les émetteurs du Groupe Crédit Agricole ont émis sur le marché l'équivalent de 36,1 milliards d'euros de dette à moyen long terme au cours de l'année 2017, dont 46% par Crédit Agricole S.A. (16,6 milliards d'euros équivalents), contre 33,1 milliards d'euros équivalents sur l'ensemble de 2016. Par ailleurs, le Groupe Crédit Agricole a également placé 3,4 milliards d'euros dans les réseaux de ses banques de proximité (Caisses régionales, LCL et CA Italia).

En ce qui concerne l'adoption de la norme comptable **IFRS9** à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'impact négatif de -30 points de base pour le ratio CET1 non-phasé de Crédit Agricole SA, publié en mars 2016 avec le Plan à Moyen Terme, est confirmé, correspondant à un impact de première application (*First Time Application-FTA*) d'environ -1.2 milliard d'euros au 1<sup>er</sup> janvier 2018. L'impact pour le Groupe Crédit Agricole sera similaire, à environs -30 points de base ou -1.4 milliard d'euros en FTA. L'impact sur le ratio TLAC est de -24 points de base. CA Assurances (métiers d'assurance du Groupe) adoptera IFRS9 dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, et appliquera la méthode de l'“Overlay” pour aligner l'impact en résultat sur la norme comptable actuelle IAS39, afin d'assurer une meilleure comparaison avec ses pairs assureurs. Tous les états financiers seront publiés en IFRS9 avec les résultats du premier trimestre 2018, les détails sur l'impact FTA le seront avec les résultats du deuxième trimestre.

\* \*  
\*

Commentant ces résultats et l'activité du Groupe sur l'année 2017, Dominique Lefebvre, Président de SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., a indiqué : « *Le Groupe Crédit Agricole , avec la qualité de ses résultats, démontre une nouvelle fois la pertinence de son modèle économique qui sait tirer avantage de son unité mais aussi de la diversité de ses compétences au service de ses clients et du financement de l'économie dont il est le leader en France* ».

# Crédit Agricole S.A.

## Résultats du T4 pénalisés par la surtaxation des bénéficiaires en France

- Taux d'IS exceptionnel en France : 44,43% au lieu de 34,43%, soit un supplément d'IS de -336 millions d'euros
- RNPG publié en progression de +32,9% T4/T4, RNPG sous-jacent<sup>13</sup> en baisse (-8,4% T4/T4) mais en hausse de +3,8% avant impôts
- Poursuite de la bonne dynamique d'activité, coût du risque de crédit très bas, maîtrise des coûts
- 2017 : très bons résultats tirés par une forte croissance de l'activité : RNPG sous-jacent 3 925 millions d'euros, en hausse de +23,0% 2017/2016
- Amélioration du ROTE sous-jacent : 11,1% en 2017, +2,3 points 2017/2016, et du coefficient d'exploitation sous-jacent : 62,8%, -2,1 points 2017/2016

## Dividende proposé à l'AG de 0,63 euro par action : décision de neutraliser l'impact de la surcharge fiscale

- Soit un effet positif de 0,05 euro par action par rapport au calcul sans retraitement<sup>14</sup>
- Taux de distribution de 56%<sup>15</sup> (rappel : 56% sur le BPA publié en 2016, objectif PMT 50%)

## Finalisation d'opérations de croissance externe ciblées et poursuite de la simplification du Groupe au T4

- Finalisation de l'acquisition et première contribution de 95% du capital de trois banques Italiennes : impact CET1 de -10 points de base
- Acquisition des 15% résiduels dans CACEIS : impact CET1 de -9 points de base
- Suppression du dividende majoré à partir des résultats 2018<sup>16</sup>

## Nouvelle amélioration de la solidité financière

- Ratio CET1 non phasé : 11,7%, effet des acquisitions (-20 points de base)
- Confirmation par la BCE des SREP<sup>17</sup> CET1 du Groupe CA : 9,5% et de Crédit Agricole S.A. : 8,5%, objectif du PMT de 11% pour Crédit Agricole SA confirmé

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 13 février 2018, a examiné les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2017.

**Au quatrième trimestre 2017, le résultat net part du Groupe publié atteint 387 millions d'euros, contre 291 millions d'euros au quatrième trimestre 2016.** Les résultats du quatrième trimestre 2017 sont pénalisés par une lourde charge fiscale, notamment en rapport avec des changements de règles fiscales en France et dans une moindre mesure aux Etats Unis (voir *supra* la partie sur le Groupe Crédit Agricole) qui ont pesé à hauteur de -384 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Les effets de ces changements ont été inclus en éléments spécifiques qui sont particulièrement importants ce trimestre, comme d'ailleurs, dans une moindre mesure, pour la même période en 2016.

<sup>13</sup> Dans l'ensemble de ce communiqué, le terme de « sous-jacent » fait référence à des soldes intermédiaires de gestion ajustés des éléments spécifiques détaillés en p. 19 et suivantes

<sup>14</sup> Avant application éventuelle du plancher

<sup>15</sup> Calculé sur le résultat net attribuable publié

<sup>16</sup> Sous réserve de l'approbation de l'assemblée spéciale des porteurs convoquée pour le 4 avril 2018 et de l'assemblée générale extraordinaire convoquée pour le 16 mai 2018, détails en p. 17

<sup>17</sup> Objectifs SREP au 1/1/2019 tels que notifiés par la BCE et 7,875% au 1/1/18

Les **éléments spécifiques**<sup>18</sup> du quatrième trimestre ont eu un effet net de **-490 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe, dont -384 millions d'euros au titre des ajustements fiscaux : -326 millions d'euros venant de la surtaxe exceptionnelle en France, -128 millions d'euros de l'ajustement des taux d'impôt futurs en France et aux Etats-Unis et en contrepartie +69 millions d'euros de remboursement de taxe à 3% sur les dividendes. Le trimestre a aussi été marqué par la comptabilisation du badwill lié à la consolidation des trois banques italiennes, pour +312 millions d'euros (408 millions d'euros avant minoritaires) et en contrepartie la dépréciation de l'intégralité des survaleurs sur les entités polonaises, traduisant la rentabilisation plus lente qu'attendue du déploiement du modèle de banque de proximité, due à une forte concurrence dans un marché attractif, et à un durcissement de l'environnement réglementaire et de taux récemment, pour -222 millions d'euros. Les autres éléments spécifiques du trimestre comprennent les coûts d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes, pour un total de -54 millions d'euros en résultat net part du Groupe, l'effet des variations du spread émetteur pour -62 millions d'euros, l'amende Echanges Images Chèques pour -58 millions d'euros, la variation des provisions épargne logement pour +3 millions d'euros et un solde d'autres éléments pour -25 millions d'euros. **Au quatrième trimestre 2016**, les éléments spécifiques avaient affecté le résultat net part du Groupe à hauteur de **-667 millions d'euros**, notamment la dépréciation de la survaleur sur LCL (-491 millions d'euros).

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2017 atteint **878 millions d'euros**, en **baisse de -8,4% par rapport au quatrième trimestre 2016**. Comme au troisième trimestre, cette baisse s'explique principalement par la normalisation du taux d'impôt apparent, qui passe de 25,2% au quatrième trimestre 2016 à 28,9% au quatrième trimestre 2017 (hors effet des éléments spécifiques mentionnés plus haut). La hausse de la charge d'impôt qui en résulte (+24,4% par rapport au quatrième trimestre 2016) a plus que compensé la baisse des provisions pour risque de crédit (-15,1% par rapport au quatrième trimestre 2016) et la légère hausse du résultat brut d'exploitation (+1,6%). A noter que la contribution des sociétés mises en équivalence est en baisse sensible à cause de la cession de la participation de 15,4% dans d'Eurazeo (en juin 2017) et la déconsolidation de BSF consécutive à la vente de 16,2% de la participation (en septembre 2017).

**Table 3. Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T4-17 et au T4-16**

En m€	T4-17 publié	T4-16 publié	T4/T4 publié	T4-17 sous- jacent	T4-16 sous- jacent	T4/T4 sous- jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>4 651</b>	<b>4 579</b>	+1,6%	<b>4 810</b>	<b>4 563</b>	+5,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 268)	(2 981)	+9,6%	(3 150)	(2 930)	+7,5%
FRU	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 384</b>	<b>1 598</b>	<b>(13,4%)</b>	<b>1 659</b>	<b>1 633</b>	<b>+1,6%</b>
Coût du risque de crédit	(335)	(395)	(15,1%)	(335)	(395)	(15,1%)
Coût du risque juridique	-	-	ns	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	50	125	(59,9%)	69	125	(44,6%)
Gains ou pertes sur autres actifs	13	(6)	ns	16	(6)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	(491)	ns	0	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 299</b>	<b>832</b>	<b>+56,2%</b>	<b>1 410</b>	<b>1 358</b>	<b>+3,8%</b>
Impôt	(703)	(461)	+52,4%	(387)	(311)	+24,4%
Rés. net des activités arrêtées ou en cours de cession	(23)	20	ns	(23)	20	ns
<b>Résultat net</b>	<b>573</b>	<b>390</b>	<b>+46,8%</b>	<b>1 000</b>	<b>1 066</b>	<b>(6,2%)</b>
Intérêts minoritaires	(186)	(99)	+87,6%	(123)	(108)	+13,2%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>387</b>	<b>291</b>	<b>+32,9%</b>	<b>878</b>	<b>958</b>	<b>(8,4%)</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>0,09</b>	<b>0,06</b>	<b>+62,2%</b>	<b>0,26</b>	<b>0,30</b>	<b>(12,0%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>70,2%</b>	<b>65,1%</b>	<b>+5,1 pp</b>	<b>65,5%</b>	<b>64,2%</b>	<b>+1,3 pp</b>

<sup>18</sup> Voir le détail des éléments spécifiques pour le Crédit Agricole S.A. en p. 19 et le passage du résultat publié au sous-jacent p. 21.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 0,26 euro par action**, en baisse de **-13,2%** par rapport au quatrième trimestre 2016, en ligne avec la baisse du résultat net part du Groupe attribuable (après déduction des coupons d'AT1, qui sont déduits directement des capitaux propres part du Groupe dans les comptes mais déduits pour le calcul du bénéfice par action, voir p.81 **Erreur ! Signet non défini.**).

La **dynamique commerciale reste forte dans tous les métiers et réseaux de distribution de Crédit Agricole S.A., ainsi que dans les Caisses régionales** qui distribuent les produits de ses métiers spécialisés. L'accélération de la reprise économique se traduit, dans les pays où le Groupe est actif, par une amélioration de la demande de crédit des entreprises et bons flux d'épargne, amplifiés par les ventes croisées propres au modèle de Banque universelle de proximité, au cœur du plan « Ambition Stratégique 2020 ».

**L'activité** du trimestre prolonge une bonne année dans tous les métiers :

- **l'Assurance** a atteint 12,7 millions de contrats en portefeuille **dommages**, soit +683 000 net de résiliation/+5,6% sur un an ; le chiffre d'affaires en dommages au quatrième trimestre progresse de +4,8% par rapport au quatrième trimestre 2016 ; **en assurance vie** la collecte nette a atteint +1,1 milliard d'euros au quatrième trimestre 2017, dont 1,0 milliard d'euros pour la collecte en unités de compte : les UC représentent 21,4% des encours Epargne/retraite, en hausse de +1,9 point sur un an ;
- **la Gestion d'actifs (Amundi)** porte ses encours sous gestion à 1 426 milliards d'euros, en hausse de +31,7% par rapport à fin 2016, +7,3% à périmètre constant<sup>19</sup>, grâce à un effet marché positif et surtout une forte collecte nette, de +73,1 milliards d'euros sur l'année dont Pioneer sur six mois (+70,6 milliards d'euros en approche combinée), +13,1 milliards d'euros au quatrième trimestre), tirée par le segment *Retail* (+50,3 milliards d'euros sur l'année, +14,2 milliards d'euros au quatrième trimestre) et les actifs moyen-long terme (36,2 milliards d'euros sur l'année, +10,4 milliards d'euros au quatrième trimestre) ;
- **les Banques de proximité**, notamment en France et en Italie, affiche un fort dynamisme en crédit et collecte, le trimestre étant marqué par un ralentissement du crédit immobilier, relayé par le crédit entreprises et une production élevée en crédit à la consommation : les encours de crédits de **LCL** augmentent de +8,4% sur un an, dont +7,4% pour les crédits à l'habitat, +11,7% pour les crédits aux professionnels et entreprises ; le nombre de contrats d'assurance dommages a augmenté de +7% en un an, le taux d'équipement en assurance non vie a progressé de +2 points en deux ans ; la **Banque de Proximité en Italie** continue d'afficher une croissance en crédits à l'habitat supérieure au marché local (+9,4%<sup>20</sup> contre +2,2%), alors que les encours de collecte hors-bilan progressent de +5,7%<sup>20</sup> sur un an ;
- **les Services financiers spécialisés** voient leurs encours gérés augmenter de +6,9% par rapport au 31 décembre 2016 en Crédit à la consommation (production de +10,5 milliards d'euros au quatrième trimestre, notamment tirée par les Caisses régionales en décembre), de +4,4%<sup>21</sup> en crédit-bail, grâce à une forte production en Pologne et sur les énergies renouvelables au quatrième trimestre, et un chiffre d'affaires factoré en hausse de +9,0% par rapport au quatrième trimestre 2016 ;
- **le pôle Grandes clientèles** poursuit sa politique de sélectivité accrue sur les financements, dans un contexte de début de tension sur les conditions d'octroi au profit des emprunteurs ; en revanche, le pôle poursuit son développement sur les marchés du crédit : Crédit Agricole CIB reste à la première place mondiale toutes devises confondues en obligations vertes (*green bonds*<sup>22</sup>) et la deuxième sur les obligations émises par les agences publiques en euro<sup>23</sup> en 2017 ; la **Banque de Financement** est deuxième mondial des crédits syndiqués en Europe-Moyen Orient-Afrique en 2017<sup>24</sup> ; enfin, illustrant sa politique de distribution de risque *Distribute to Originate*, Crédit Agricole CIB a enregistré un taux de syndication primaire moyen sur les douze mois précédant la fin décembre 2017 de 39%, soit +4 points

<sup>19</sup> En intégrant les encours de Pioneer à fin 2016

<sup>20</sup> Hors intégration des trois banques italiennes

<sup>21</sup> Hors transfert de Calit en Banque de Proximité Italie au 1<sup>er</sup> janvier 2017

<sup>22</sup> Teneur de livres toutes devises confondues (Source Thomson Financial 30/09/2017)

<sup>23</sup> Teneur de livres (Source Thomson Financial 30/09/2017)

<sup>24</sup> Teneur de livres mandaté (Source Thomson Financial 30/09/2017)

par rapport au douze mois se finissant au 31 décembre 2016 et +12 points par rapport à 2013, année de démarrage de cette politique. Les **Services financiers aux institutionnels (CACEIS)** ont vu leurs encours conservés progresser de +5,3% et les encours administrés de +12,4% par rapport à fin décembre 2016.

Grâce à cette activité dynamique et à l'intégration de Pioneer, le **produit net bancaire sous-jacent progresse de +5,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016, **+0,7%/+34 millions d'euros à périmètre constant**<sup>25</sup>. La croissance est affectée ce trimestre par trois éléments qui pèsent sur la comparaison : la première consolidation en Activités hors métiers d'une filiale déficitaire<sup>26</sup> dans le passé, qui a un effet non récurrent de -23 millions d'euros sur le produit net bancaire (mais un effet nul en résultat net part du Groupe) sur le trimestre, la forte baisse (-30 millions d'euros) des commissions de renégociations et de remboursements anticipés pour LCL et la décision de ne pas compenser la charge liée aux impôts différés en produit net bancaire de l'assurance, contrairement au quatrième trimestre 2016 (la charge était de 80 millions d'euros, le produit net bancaire de l'assurance baisse de -23 millions d'euros entre les deux périodes). Les revenus sous-jacents progressent en revanche sensiblement en Gestion d'actifs (+12,0% à périmètre constant<sup>25</sup> par rapport au quatrième trimestre 2016), grâce à la progression des encours et à un haut niveau de commissions de surperformance et de résultat financier, et en Grandes clientèles +4,9%, grâce à la forte croissance des Services financiers aux institutionnels (+14%) et à la reprise de l'activité en Banque commerciale (+11%, malgré la faible volatilité sur les marchés taux/change (hausse de seulement +1% sur la Banque de marché).

Les **charges d'exploitation sous-jacentes**, progressent de **+7,5%** par rapport au quatrième trimestre 2016, mais de **+2,8%/+85 millions d'euros à périmètre constant**<sup>25</sup>. Cette hausse en sous-jacent, donc hors les charges d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes, s'explique par des amortissements informatiques exceptionnels dans le métier Assurances (32 millions d'euros), et des investissements pour le développement et le digital dans les différents métiers. Une large part de ces investissements sont financés par des programmes d'économies de coûts, conformément au Plan « Ambitions 2020 ». De nombreux métiers présentent ainsi malgré ces investissements des coefficients d'exploitation sous-jacents parmi les meilleurs de leur secteur d'activité : Assurances 33,1%, Amundi 52,9%, SFS 51,2%, BFI 53,4%, Services financiers aux institutionnels 76,3%.

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **65,5%**.

Le **coût du risque** est en **baisse de -15,1%/-60 millions d'euros à 335 millions d'euros** contre 395 millions d'euros au quatrième trimestre 2016. Cette baisse provient exclusivement du métier de Financement du pôle Grandes clientèles (-66,5%/-59 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2016), les autres métiers étant globalement stables avec de faibles variations sauf pour le Crédit à la consommation, en baisse de -18,6%/-20 millions d'euros par rapport à la même période de 2016.

Le **coût du risque sur encours** représente **29 points de base**<sup>27</sup>, **en baisse continue à chaque trimestre depuis un an**, soit -12 points de base par rapport au même trimestre de l'an dernier (-2 points de base par rapport au trimestre précédent), et toujours inférieur à l'hypothèse de 50 points de base du Plan à moyen terme.

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence**, à 69 millions d'euros, est en baisse de -44,6%/-56 millions d'euros, reflétant la perte de la contribution d'Eurazeo, soit 33 millions d'euros au quatrième trimestre 2016, conséquence de la cession de cette participation au deuxième trimestre 2017, ainsi que la déconsolidation au troisième trimestre 2017 de la participation dans BSF après la cession d'une partie de cette participation (baisse de 31,1% à 14,9%), soit 29 millions d'euros au quatrième trimestre 2016. La contribution des autres sociétés mises en équivalence est en croissance, principalement les *joint-ventures* asiatiques d'Amundi et les partenariats en crédit consommation avec Fiat-Chrysler et le constructeur automobile chinois GAC.

<sup>25</sup> En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016

<sup>26</sup> La participation de Crédit Agricole S.A. dans Fireca avait été dépréciée, donc la première consolidation entraîne la consolidation à 100% des déficits cumulés depuis le début de la participation, en produit net bancaire, net de la dépréciation comptabilisée sur la quote-part, soit 50%, et donc l'affectation du solde des déficits aux minoritaires, pour un effet nul en résultat net part du Groupe.

<sup>27</sup> Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

Le **résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires est en hausse de +3,8%**, à 1 410 millions d'euros. Le taux d'impôt effectif sous-jacent ressort à 28,9% contre 25,2% au quatrième trimestre 2016, qui avait bénéficié du taux réduit d'imposition appliqué à plusieurs opérations du trimestre, notamment pour le Crédit à la consommation et les Services financiers aux institutionnels. Ce taux est sensiblement inférieur au taux d'impôt normal sur les sociétés en France à cause de la génération de résultats dans des pays à taux d'impôt inférieur ainsi qu'au crédit d'impôt lié aux instruments de dette *Additional Tier 1* (dont les coupons sont déduits directement des fonds propres, à hauteur de -136 millions d'euros pour le quatrième trimestre), soit un effet minorant de 2,5 points sur le taux d'impôt effectif sous-jacent. La **charge d'impôt sous-jacente** est donc en **hausse de +24,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016 à 387 millions d'euros.

La part de résultat net attribuée aux **intérêts minoritaires** est en hausse sensible, de +13,2% à 123 millions d'euros, à cause de la baisse de la participation du groupe dans Amundi, à 68,5% à partir du deuxième trimestre 2017 contre 74,1% au quatrième trimestre 2016 et jusqu'au premier trimestre 2017 inclus, mais également ce trimestre à cause de l'intégration de Pioneer Investments, qui a soutenu la hausse de +65,2% du résultat net à 100% d'Amundi. La part du résultat net d'Amundi attribuable aux intérêts minoritaires a augmenté de +39 millions d'euros. Hors Amundi, les intérêts minoritaires seraient en baisse à cause de la première consolidation en Activités hors métiers de Fireca, une filiale déficitaire détenue à 50% par Crédit Agricole SA<sup>28</sup>.

En conséquence, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** baisse de **-8,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016 à **878 millions d'euros**.

**Sur la totalité de l'exercice 2017, le résultat net part du Groupe publié** est de **3 649 millions d'euros**, contre 3 541 millions d'euros en 2016, soit une hausse de +3,1%, alors que la plus-value Eurêka de 1 272 millions d'euros avait été enregistrée en 2016. La bonne croissance organique des différents métiers et, dans une moindre mesure, l'intégration de Pioneer Investments, ont donc permis de compenser en un an la non-récurrence de cette plus-value dans le résultat net part du Groupe publié:

**Les éléments spécifiques**<sup>29</sup> ont eu en **2017 un effet négatif** sur le résultat net part du Groupe de **-276 millions d'euros**. En complément de ceux du quatrième trimestre mentionnés *supra*, les plus significatifs sont les plus-values sur la cession de participations dans Eurazeo (+103 millions d'euros) au deuxième trimestre et BSF au troisième (+99 millions d'euros). Les autres éléments spécifiques voient leurs effets se compenser par rapport au quatrième trimestre, notamment le spread émetteur (-131 millions d'euros en résultat net part du Groupe), le DVA (*Debt Value Adjustment*, -42 millions d'euros, les macro-couvertures de portefeuilles de prêts -36 millions d'euros)

Sur **l'exercice 2016**, les **éléments spécifiques** avaient affecté le résultat net part du Groupe à hauteur de **+351 millions d'euros**, notamment la plus-value Eurêka mentionnée ci-dessus (1 272 millions d'euros), la plus-value sur la cession de Visa Europe (+327 millions d'euros), les dividendes touchés des Caisses régionales avant la cession de la participation à leur capital dans le cadre d'Eurêka (+285 millions d'euros), et en contrepartie la dépréciation de survaleur de LCL (-491 millions d'euros), des soultes sur des opérations de remboursement de dette (-448 millions d'euros) et d'ajustement des macro-couvertures de LCL (-187 millions d'euros), des revalorisations d'impôts différés suite à la loi de finance en France (-160 millions d'euros) et d'autres éléments divers pour un total de -247 millions d'euros (voir tableau en annexe p. 84).

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent augmente lui de +23,0%** par rapport à l'exercice 2016, à **3 925 millions d'euros**.

Le **retour sur fonds propres tangible sous-jacent (ROTE)** atteint **11,1%, au-dessus de l'objectif de 11% fixé par le Plan à moyen terme pour 2019**.

<sup>28</sup> La participation de Crédit Agricole SA dans Fireca avait été dépréciée, donc la première consolidation entraîne la consolidation à 100% des déficits cumulés depuis le début de la participation, en produit net bancaire, net de la dépréciation comptabilisée sur la quote-part, soit 50%, et donc l'affectation du solde des déficits aux minoritaires, pour un effet nul en résultat net part du Groupe.

<sup>29</sup> Voir le détail des éléments spécifiques pour le Crédit Agricole S.A. en p.84 et le passage du résultat publié au sous-jacent p.89.

Le **bénéfice par action sous-jacent** atteint **1,22 euro par action**, en hausse de **+26,8%** par rapport à l'exercice 2016.

**Table 4. Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. en 2017 et 2016**

En m€	2017 publié	2016 publié	2017/2016 publié	2017 sous- jacent	2016 sous- jacent	2017/2016 sous- jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>18 634</b>	<b>16 855</b>	+10,6%	<b>18 772</b>	<b>17 506</b>	+7,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(11 961)	(11 454)	+4,4%	(11 785)	(11 362)	+3,7%
FRU	(242)	(241)	+0,5%	(242)	(241)	+0,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>6 431</b>	<b>5 160</b>	<b>+24,6%</b>	<b>6 745</b>	<b>5 904</b>	<b>+14,3%</b>
Coût du risque de crédit	(1 307)	(1 687)	(22,5%)	(1 307)	(1 687)	(22,5%)
Coût du risque juridique	(115)	(100)	+15,0%	(115)	(100)	+15,0%
Sociétés mises en équivalence	728	518	+40,4%	523	518	+0,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	6	(52)	ns	14	(52)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	(491)	ns	0	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>5 929</b>	<b>3 348</b>	<b>+77,1%</b>	<b>5 859</b>	<b>4 583</b>	<b>+27,9%</b>
Impôt	(1 733)	(695)	x 2,5	(1 433)	(989)	+44,8%
Rés. net des activités arrêtées ou en cours de cession	20	1 303	ns	20	31	ns
<b>Résultat net</b>	<b>4 216</b>	<b>3 956</b>	<b>+6,6%</b>	<b>4 447</b>	<b>3 624</b>	<b>+22,7%</b>
Intérêts minoritaires	(568)	(415)	+36,6%	(521)	(434)	+20,0%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>3 649</b>	<b>3 541</b>	<b>+3,1%</b>	<b>3 925</b>	<b>3 190</b>	<b>+23,0%</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>1,12</b>	<b>1,12</b>	<b>+0,3%</b>	<b>1,22</b>	<b>0,99</b>	<b>+23,0%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>64,2%</b>	<b>68,0%</b>	<b>-3,8 pp</b>	<b>62,8%</b>	<b>64,9%</b>	<b>-2,1 pp</b>

Les différents agrégats du compte de résultat sous-jacent illustrent les excellentes tendances d'activité, d'efficacité opérationnelle et de maîtrise des risques : hausse significative des revenus (+7,2% par rapport à 2016), bonne maîtrise des charges (+3,7% hors FRU), baisse significative du coût du risque de crédit (-22,5%), légèrement tempérée par un montant plus élevé de provisions juridiques (115 millions d'euros contre 100 millions d'euros en 2016) et un taux effectif d'impôt en progression, de 24,3% en 2016 à 26,8% en 2017. Comme au quatrième trimestre, le crédit d'impôt sur coupons AT1 baisse le taux d'impôt effectif de 3 points (4 points en 2016).

Le **produit net bancaire sous-jacent**, à 18 772 millions d'euros, progresse de +7,2% par rapport à 2016, +4,8% à périmètre constant<sup>30</sup>. La hausse provient de tous les pôles, sauf la Banque de proximité, qui continue d'être affectée par l'environnement de taux bas et les effets de la dévaluation de la livre égyptienne sur les revenus de la filiale locale. Gestion d'Épargne et Assurances, grâce à l'intégration de Pioneer Investments et à la croissance organique de la Gestion d'actifs, le pôle Grandes clientèles et les Activités Hors Métiers, grâce aux effets d'Eurêka et à la baisse des coûts de financement, se distinguent particulièrement.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes** sont en légère hausse à 11 785 millions d'euros, soit +3,7%, hors contribution au FRU, cette dernière charge restant stable (en fait +0,5% à 242 millions d'euros). A périmètre constant<sup>30</sup>, les charges d'exploitation hors FRU ne progressent plus que de +1,3%, montrant une très bonne maîtrise. Tous les métiers y ont contribué, les effets de ciseaux<sup>31</sup> les plus significatifs provenant de LCL (+2,5 points hors FRU), des Services financiers spécialisés (+1,2 point hors FRU), et du pôle Grandes clientèles (+1,6 point hors FRU), notamment le métier de Services financiers aux institutionnels (+4,2 points hors FRU).

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'améliore de 2,1 points à 62,8% par rapport à 2016.

Enfin, le **coût du risque de crédit, hors provisions juridiques non allouées**, baisse de -22,5% à 1 307 millions d'euros contre 1 687 millions d'euros en 2016 (soit -380 millions d'euros). Comme au quatrième

<sup>30</sup> En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer Investments et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016

<sup>31</sup> Différence entre l'évolution des revenus et celle des charges

trimestre, le premier contributeur à la baisse est le pôle Grandes clientèles (-55,5%, soit -254 millions d'euros), rejoint par les Services financiers spécialisés (-21,1%/-118 millions d'euros). Le coût du risque de crédit progresse chez LCL de +12,1% (+22 millions d'euros à 204 millions d'euros), principalement à cause de reprises non récurrentes au premier trimestre 2016 qui abaissent la base de comparaison et aux provisions du troisième trimestre 2017 en lien avec l'ouragan Irma, mais le coût du risque reste très bas pour ce métier. En Banque de Proximité (BPI) en Italie, les provisions progressent légèrement à cause du transfert dans ce métier de la contribution de Calit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et de pertes sur créances significatives dans cette filiale au troisième trimestre. Le taux de créances dépréciées de BPI Italie (hors Calit) baisse de -1,6 point à 11,5%<sup>32</sup> (contre 13,1% fin décembre 2016 et 12,4% à fin septembre 2017), grâce à l'amélioration du portefeuille et l'intégration des trois banques italiennes, dont le taux de créances dépréciées est inférieur à 10% après cession de 3 milliards d'euros de ces créances préalablement à l'acquisition. Le taux de couverture s'améliore également à 50,1%<sup>32</sup> (contre 46,5% fin décembre 2016 et 48% à fin septembre 2017).

A fin décembre 2017, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. reste solide, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) non phasé de 11,7%**, en baisse de -30 points de base par rapport au 30 septembre 2017 du fait de l'intégration des trois banques italiennes et des activités de banque privée de CM-CIC en Asie, pour un impact net de -18 points de base. Compte tenu de la décision de ne pas inclure la surcharge fiscale dans le calcul du dividende, le résultat net (hors badwill sur les trois banques italiennes, inclus dans l'impact de cette opération) mis en réserve net du dividende proposé à l'assemblée générale et des coupons de dette *Additional Tier 1* contribue négativement à l'évolution du ratio sur le quatrième trimestre (-5 points de base), les autres éléments ont, en revanche un effet négatif net de -9 points de base. Les emplois pondérés s'élèvent à 296 milliards d'euros à fin décembre 2017, contre 301 milliards d'euros à fin décembre 2016 et 293 milliards d'euros à fin septembre, la croissance du quatrième trimestre étant plus qu'expliquée par l'intégration des trois banques italiennes (+4,1 milliards d'euros).

Le **ratio de levier phasé** s'établit à **4,4%** à fin décembre 2017 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne.

Le **ratio LCR** moyen sur douze mois de Crédit Agricole S.A. s'élève à 137% à fin décembre 2017, soit à un niveau supérieur à l'objectif du Plan à Moyen Terme de plus de 110%. **A fin 2017**, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de **104% son programme de refinancement moyen long terme sur les marchés pour l'année de 16 milliards d'euros**, soit 16,6 milliards d'euros équivalents levés sur les marchés, dont 10,4 milliards d'euros équivalents de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée, ainsi que 6,2 milliards d'euros équivalents en dette senior non préférée. Le programme 2018 est prévu à 12 milliards d'euros, dont 4 à 5 milliards d'euros de dette éligible TLAC (Tier 2 ou senior non préférée). Il est réalisé à hauteur de 20% au 31/01/2018, notamment avec l'émission en janvier de 1,25 milliards de dollar US d'instrument Tier 2.

Grâce à cette solidité financière, le Conseil d'administration a décidé de ne pas tenir compte de la surcharge d'impôt qui a affecté le résultat du quatrième trimestre et d'immuniser les actionnaires contre cette charge en proposant à l'assemblée générale un dividende de 0,63 euro par action, soit un taux de distribution sur le résultat net part du Groupe attribuable publié de 56%, supérieur de façon exceptionnelle au taux de distribution cible de 50% fixé dans le cadre du Plan à Moyen Terme.

\* \*  
\*

<sup>32</sup> Hors crédit bail

Commentant ces résultats et l'activité du groupe Crédit Agricole S.A. au quatrième trimestre et sur l'année 2017, Philippe Brassac, Directeur Général, a déclaré : « *en 2017, Crédit Agricole SA a su faire preuve d'une vraie capacité d'innovation au service de ses clients, en investissant dans sa transformation digitale et le développement de ses métiers tout en maintenant un haut niveau d'efficacité opérationnelle : les revenus ont ainsi progressé ,à périmètre constant, à un rythme deux fois supérieur à celui attendu par le Plan Ambition Stratégique 2020, le coefficient d'exploitation s'est amélioré de plus de deux points, et le retour sur fonds propres tangible a dépassé les 11%. »*

## Versement d'une mesure compensatoire aux actionnaires ayants droit au dividende majoré

Le 20 décembre 2017, Crédit Agricole S.A. a annoncé qu'il proposerait à l'Assemblée générale des actionnaires prévue le 16 mai 2018, la suppression de la clause statutaire de majoration du dividende.

Le paiement d'un dividende majoré a en effet été considéré par l'Autorité Bancaire Européenne (EBA - *European Banking Authority*) comme une "distribution préférentielle" non conforme au règlement *Capital Requirements Regulation* (CRR). Cette analyse a été confirmée par la Banque centrale européenne (BCE).

En guise de mesure compensatoire, Crédit Agricole S.A. versera aux ayants droit une indemnité égale à une action ordinaire nouvelle pour 26 actions nominatives ouvrant droit au versement d'un dividende majoré au titre de l'exercice 2017\*. Compte tenu du cours moyen pondéré de l'action Crédit Agricole SA observé sur une période de 60 jours de bourse achevée le 12 février 2018 au soir (14,55€), la valeur de l'indemnité ressort à environ 56 cts par action.

Le montant de cette indemnité a été déterminée sur la base d'une expertise indépendante réalisée par le cabinet Ledouble. Ce cabinet a évalué l'indemnité destinée à compenser les ayants droit de la suppression du dividende majoré en fonction de trois facteurs principaux : la chronique des dividendes futurs, la durée de détention moyenne estimée des actions à dividende majoré et le taux d'actualisation des flux futurs. Le Conseil d'administration du 13 février a fixé le montant de l'indemnité à l'intérieur de la fourchette de prix estimée par le cabinet entre 0,45€ et 0,63€, soit une valorisation équilibrée entre les intérêts des ayants droit et celle des autres actionnaires.

La suppression de la clause statutaire de majoration du dividende ainsi que les modalités de l'indemnisation à verser aux ayants droit seront soumises à l'approbation de l'assemblée spéciale des ayants droit au dividende majoré qui se tiendra le 4 avril 2018 ainsi qu'au vote des actionnaires lors de l'AGE du 16 mai 2018.

*\* Il est précisé que ne sont éligibles à la majoration du dividende au titre de l'exercice 2017 que les actions Crédit Agricole S.A. inscrites au nominatif sans discontinuité depuis le 31 décembre 2015 et jusqu'au jour de paiement du dividende afférent à l'exercice 2017*

# Responsabilité Sociale de l'Entreprise

## Engagements climat

Deux ans après les Accords de Paris sur le climat, le Groupe décide d'amplifier les engagements pris en 2015 en marge de la COP21 : augmentation des financements verts, intégration de la dimension climat dans l'évaluation des risques, exclusion des hydrocarbures les plus impactant pour l'environnement et compensation de l'ensemble de son empreinte carbone directe jusqu'en 2040 :

- 100 milliards d'euros de financements verts arrangés d'ici 2020 dans le monde. Le Crédit Agricole amplifie l'engagement déjà pris à la COP21 à hauteur de 60 milliards d'euros de financements verts d'ici fin 2018.
- En France, avec les Caisses Régionales et LCL : financement d'un projet sur trois en énergie renouvelable et en efficacité énergétique d'ici à 2020. Par cette mesure, le Crédit Agricole entend doubler le niveau de financement des Énergies Renouvelables dans l'hexagone.
- Dès la fin de l'année 2017, prise en compte de la dimension climat pour évaluer les profils de risques de nos grands clients et de leurs projets. Cette disposition sera progressivement étendue à d'autres catégories de clientèles.
- Exclusion des hydrocarbures les moins performants sur un plan énergétique et les plus impactant pour l'environnement, incompatibles avec les objectifs de lutte contre le changement climatique et représentant un risque économique. Ce critère englobe notamment les projets et les entreprises majoritairement engagées dans :
  - Les sables bitumineux,
  - Les pétroles issus de la région Arctique (off-shore et on-shore),
  - Les gaz ou pétroles de schiste dont l'exploitation occasionne un torchage (« *flaring* ») ou évaporation (« *venting* ») excessifs,
  - Les infrastructures principalement dédiées à des projets concernés par les critères d'exclusion ci-dessus,
- Crédit Agricole S.A. s'engage à compenser l'ensemble de son empreinte carbone directe jusqu'en 2040 au travers du fonds carbone Livelihoods.

## FReD

Crédit Agricole S.A. publie les résultats de son « indice FReD », qui mesure les progrès réalisés sur une année par le groupe Crédit Agricole S.A. sur un large éventail d'actions RSE (environ 180). L'indice 2017 est de 1,7, validé par le cabinet PricewaterhouseCoopers pour un objectif de 1,5. Quinze entités sont engagées dans la démarche FReD, dont trois filiales de Banque de proximité à l'international.

En s'appuyant sur les portefeuilles d'actions FReD et l'ensemble des autres actions mises en place dans le cadre de sa politique RSE, Crédit Agricole S.A. consolide sa performance RSE globale. Son appartenance aux principaux indices internationaux socialement responsables a été confirmée en 2017 : NYSE Euronext Vigeo Eiris France 20, Europe 120, Eurozone 120 et Monde 120, FTSE4Good, ESG STOXX Leaders (banque la mieux notée par Sustainalytics), Oekom Prime. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. fait également partie des banques françaises les mieux notées en 2017 par le CDP (Carbon Disclosure Project) et dans le MSCI (Morgan Stanley Capital International) ESG Ratings.

## Charte Ethique

Le groupe Crédit Agricole a diffusé une Charte Ethique en mai 2017 à toutes les entités du groupe : Caisses régionales, Fédération Nationale du Crédit Agricole, Crédit Agricole S.A. et ses filiales. Cette Charte constitue un document de référence qui reprend les principes d'actions et de comportements à respecter dans notre quotidien vis-à-vis de nos clients, de nos dirigeants, de nos administrateurs, de nos collaborateurs, de nos fournisseurs, de la société et de l'ensemble de nos parties prenantes.

# Environnement économique et financier

## Bilan de l'année 2017 : regain d'optimisme

L'enclenchement des étapes successives de la reprise cyclique a été lent, conduisant à douter de la capacité des économies à véritablement s'extraire d'un environnement de croissance poussive. L'offre se reprenait mais les créations d'emplois étaient médiocres et les salaires ne se redressaient pas. L'investissement restait trop timide et les prix étaient trop sages. Puis, le cycle s'est enfin formellement repris et les enchaînements vertueux entre production, investissement, emplois, revenus et demande se sont mis en place (certes lentement). En 2017, la reprise a enfin véritablement gagné en puissance à la faveur d'une accélération de l'investissement productif qui s'est manifestée tardivement. La croissance a surpris à la hausse ; seule l'inflation ne se redresse toujours pas significativement et reste contenue.

En 2017, **aux Etats-Unis**, toujours soutenue par la consommation et, depuis peu, par l'investissement productif, la croissance réelle a atteint +2,3%. La bonne tenue de l'emploi a continué de nourrir la confiance et les dépenses des ménages. A 4,1%, le taux de chômage est passé en dessous de ce que la *Federal Reserve* estime être son « taux naturel » de 4,6%. L'inflation (2,1%) est cependant restée inférieure aux attentes et ne s'est que lentement rapprochée de la cible de la Banque centrale (2%). Quant à la **zone euro**, toutes les conditions propices aux enchaînements macro-économiques classiques d'une phase de croissance ont enfin été réunies. La reprise a progressivement gagné en vigueur jusqu'à atteindre un taux de croissance aujourd'hui probablement proche de son maximum (2,4% en 2017). Bien que l'environnement extérieur ait été très favorable, grâce à un cycle manufacturier mondial solide, la croissance est devenue de plus en plus autonome, portée par le dynamisme de la demande interne. En dépit d'une croissance soutenue, l'inflation (à +1,4% en décembre 2017) n'a pas accéléré significativement : l'inflation sous-jacente est encore faible (+1%). Enfin, en dépit des nombreuses incertitudes (en raison notamment de l'élection présidentielle), la France a bénéficié d'une croissance de +1,9% : une belle accélération après trois années consécutives durant lesquelles l'économie n'avait progressé qu'à un rythme annuel proche de +1%.

Quant aux marchés financiers, après avoir été portés par le *reflation trade* (hausse des taux d'intérêt et des marchés actions alimentées par des anticipations de croissance et d'inflation plus soutenues aux Etats-Unis) qu'avait suscité le discours économique offensif et revigorant de Donald Trump, ils ont été déçus en début d'année. Le président américain n'a été couronné de succès qu'en fin d'année avec le passage tardif d'une importante (et coûteuse) réforme fiscale. Les marchés ont ensuite redouté les élections en Europe et, tout particulièrement, en France. Ils ont à quelques brèves reprises été légèrement inquiets en raison de la mise en œuvre de politiques monétaires moins accommodantes. En dépit de courts épisodes de troubles, ils ont plutôt vécu une belle année. Les taux longs ne se sont pas redressés violemment (les taux à 10 ans allemands et américains se situaient à 0,43% et 2,48% fin décembre, soit des hausses respectives de 20 et 5 points de base). Les marchés obligataires ont donc bien « digéré » le resserrement monétaire américain. La *Federal Reserve* a procédé à trois relèvements de 25 points de base chacun de son taux directeur (le taux des *Fed Funds* se situe à 1,50% en décembre 2017) et s'est engagée dans un « resserrement quantitatif » (réduction progressive de son bilan). Quant à la Banque centrale Européenne (BCE), elle a prolongé en octobre son *Quantitative Easing* tout en réduisant le montant mensuel de ses achats de titres souverains (de 60 à 30 milliards d'euros de janvier 2018 à septembre 2018). Enfin, les bons résultats récents enregistrés en termes de croissance par la zone euro, couplés à la dissipation du risque politique, ont permis à la monnaie unique de retrouver progressivement ses « lettres de noblesse ». Porté par l'idée selon laquelle les Banques centrales asiatiques pourraient avoir un goût moins prononcé pour les actifs en dollar et diversifier leurs réserves au profit de l'euro, ce dernier, à 1,20 USD/EUR, s'est apprécié de +14% contre dollar en 2017.

## Tendances récentes et perspectives (Scénario 2018)

Le cycle étonne positivement par sa force et sa diffusion. Il ne s'accompagne pas encore des déséquilibres classiques que nourrit une croissance très soutenue (inflation et déséquilibres extérieurs notamment), déséquilibres qui en annoncent habituellement le retournement. Le mode de formation des prix (notamment le lien auparavant plus étroit entre la baisse du taux de chômage et la hausse des salaires) se transforme sous l'effet de facteurs structurels tels que concurrence internationale, délocalisations de production de biens à fort contenu en main-d'œuvre, tertiarisation et « *ubérisation* » du monde du travail dans les économies avancées. Cela contribue à la faiblesse de l'inflation. Mais il faut également chercher les ingrédients du cycle actuel du côté de la grande crise financière de 2008. La profondeur de celle-ci explique que la cicatrisation soit lente et que les déséquilibres réels ne se manifestent pas encore, notamment pas sous forme d'inflation. Évoluer à un rythme proche, voire excédant, le taux de croissance potentielle (+1,8% aux États-Unis et +1,5% en zone euro) ne signifie pas que l'écart à la production potentielle (*output gap*) soit comblé. Cet écart ne se referme que très lentement : s'il est nul en Allemagne dès 2014, il ne serait comblé aux États-Unis et en zone euro qu'en 2017 et 2018, respectivement. À l'exception notable donc des États-Unis et de l'Allemagne, la plupart des économies ne tournent pas encore à « plein régime » et il subsiste des capacités inutilisées.

Le cycle semble donc encore avoir quelques beaux trimestres devant lui et nous retenons un **scénario d'essoufflement naturel sans catastrophe**. Nous tablons sur une très modeste accélération aux **États-Unis** : après avoir atteint +2,3% en 2017, la croissance se situerait à +2,4% en 2018, sans même qu'il soit utile d'invoquer un quelconque soutien budgétaire. Plusieurs estimations suggèrent en effet que le surcroît de croissance lié aux mesures fiscales des Républicains sera modeste. Une croissance autonome et auto-entretenu se poursuivrait donc aux États-Unis, tout comme dans la **zone euro** où un ralentissement léger (vers +2,3%) se manifesterait en 2018. En **France**, les indicateurs conjoncturels avancés confirment l'enclenchement d'un cercle plus vertueux, avec notamment une reprise de l'investissement des entreprises, de l'immobilier et des créations d'emploi. En 2018 et en 2019, la croissance française se poursuivrait ainsi à un rythme soutenu, à respectivement +1,9% et +1,6%, sans accélération toutefois par rapport à 2017. Cette croissance reposerait essentiellement sur la consommation des ménages et l'investissement des entreprises, tandis que le commerce extérieur continuerait d'y contribuer négativement. Le **monde émergent**, enfin, a connu une accélération de sa croissance tirée par la demande mondiale. La consommation des ménages prend désormais le relais et permettrait aux économies émergentes de croître en 2018 au même rythme qu'en 2017 à +4,7%. Cette résistance autour d'un rythme confortable, sans être très élevé, tient notamment au scénario retenu pour l'économie chinoise : celui d'un ralentissement ordonné.

Les tensions inflationnistes ne semblent toujours pas menacer. Fin 2018, l'inflation atteindrait +2,2% et +1,4% aux États-Unis et en zone euro, respectivement. En France, l'inflation resterait également modérée et assez stable, proche de +1,1% sur la période 2018-2019 (après +1% en 2017) et ce malgré une lente remontée de l'inflation sous-jacente. Les Banques centrales (et notamment la BCE) ne sont donc pas en retard sur le cycle réel : il n'y a donc pas d'urgence monétaire. Le rythme des resserrements monétaires qui se sont mis ou vont se mettre en place sera graduel. La *Federal Reserve* va poursuivre la normalisation lente de ses taux directeurs et de son bilan. Les membres du *Federal Open Market Committee* anticipent trois hausses supplémentaires du taux des *Fed Funds* en 2018 (soit 2,25% en fin d'année). Quant à la BCE, après avoir acheté des actifs nets jusqu'en septembre 2018 au rythme de 30 milliards d'euros par mois, elle devrait étendre ses achats tout en diminuant leur montant. Elle s'engagerait ainsi vers une fin du *Quantitative Easing* (décembre 2018 au plus tôt) et stabiliserait son bilan avant de procéder, bien plus tard, à l'allègement de ce dernier. La remontée des taux directeurs ne devrait enfin pas survenir avant la fin 2019.

Les politiques monétaires, encore accommodantes malgré le resserrement tangible ou programmé, soutiendront donc encore la croissance alors que la résorption des déséquilibres publics sera facilitée par la faiblesse des taux d'intérêt obligataires des grandes zones monétaires, dollar et euro. Les **taux d'intérêt** à 10 ans américains et allemands se sont certes tendus de près de +35 et +30 points de base respectivement depuis le début de l'année et atteignent désormais 2,80% et 0,70% : des niveaux qui restent faibles mais un mouvement de hausse qui néanmoins surprend. Bien qu'il paraisse agressif, il faut le rapprocher des plus récents épisodes de tensions. Les taux américains s'étaient tendus de +80 points de base dans la foulée de l'élection de Donald Trump et de près de +135 points de base lors du *taper tantrum* de 2013. Les taux allemands s'étaient quant à eux redressés de +90 points de base en avril 2015, un mouvement justifié par des débouclages de positions longues et non par des facteurs économiques. Que trouve-t-on derrière les tensions récentes ? De bons résultats économiques qui excèdent les attentes. S'ils n'entraînent pas une accélération notable de l'inflation, ils confortent le scénario des banquiers centraux de lente remontée vers les cibles d'inflation et conduisent les marchés à valider (enfin pour de bon semble-t-il) les resserrements monétaires à venir. Par ailleurs, bien que le repli des marchés actions invite à la prudence, les tensions sur les taux d'intérêt ne semblent pas synonyme d'un irrépressible mouvement d'aversion au risque comme en atteste le resserrement des primes de rendements des pays dits *non core* de la zone euro. Nous tablons donc sur une remontée « ordonnée », en dépit d'inévitables épisodes de turbulences, des taux longs et des taux réels qui demeureraient faibles, voire négatifs. Les taux des obligations à 10 ans américaines et allemandes se situeraient, respectivement, à 2,90% et 0,90% fin 2018. Les primes de risque offertes par la France et l'Italie (après des tensions à prévoir à l'occasion des élections dans ce dernier pays) seraient, respectivement, de 35 et 175 points de base.

Bien que notre scénario soit donc raisonnablement serein, de **nombreux risques latents** peuvent se manifester violemment. Compte tenu de l'horizon de notre scénario, au sein de risques économiques et politiques aussi nombreux qu'anxiogènes, il faut s'efforcer de retenir les risques susceptibles de se matérialiser avec des impacts tangibles à relativement brève échéance. Si un atterrissage brutal de l'économie chinoise est exclu de notre scénario, quels sont donc les dangers les plus susceptibles de faire « dérailler » une trop belle histoire ? On peut redouter, d'une part, une erreur de politique monétaire se traduisant par une remontée brutale des taux longs et, d'autre part, un retournement du marché actions américain. Dans la mesure où la *forward guidance* des principales Banques centrales semble avoir bien ancré les anticipations d'inflation (inflation dont nous n'anticipons pas qu'elle se redresse sensiblement), le premier écueil semble pouvoir être évité. Enfin, notre scénario de modeste accélération de la croissance américaine sans remontée « pathogène » des taux d'intérêt permet de ne pas considérer l'effondrement du marché actions américain comme un risque imminent. Il reste cependant, au sein des dommages collatéraux sur le prix des actifs financiers de politiques monétaires extrêmement accommodantes, le risque le plus patent.

# Crédit Agricole S.A.

## Résultats consolidés

**Au quatrième trimestre 2017, le résultat net part du Groupe publié atteint 387 millions d'euros.**

Les **éléments spécifiques** du quatrième trimestre 2017 ont eu un **effet de -490 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe, du fait principalement de différents éléments fiscaux non récurrents pour -384 millions d'euros ; les frais d'intégration de Pioneer et des trois banques italiennes ont impacté les charges d'exploitation pour -117 millions d'euros (-54 millions en résultat net part du groupe). Par ailleurs, l'amende liée au litige Echanges Images Chèques a donné lieu à un impact négatif en résultat net part du Groupe pour -58 millions d'euros et des ajustements de charges fiscales liées aux cessions de 16,2% de notre participation dans la BSF et de 15,4% dans Eurazeo ont également impacté négativement le résultat net part du Groupe pour respectivement -15 et -4 millions d'euros. Le solde net des éléments de volatilité comptable récurrents en résultat net part du Groupe est de -65 millions d'euros et se compose du spread émetteur pour -62 millions d'euros avant impôt, le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) a un impact de -4 millions d'euros ce trimestre, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pèse pour -2 millions d'euros et les provisions épargne logement sont en reprise pour +3 millions d'euros. Enfin l'acquisition des trois banques italiennes a généré un badwill de 312 millions d'euros venant compenser la dépréciation de l'écart d'acquisition de la Pologne de -222 millions d'euros.

**Au quatrième trimestre 2016**, les éléments spécifiques avaient affecté le résultat net part du Groupe à hauteur de **-667 millions d'euros**, avec l'effet de la dépréciation de l'écart d'acquisition sur LCL de -491 millions d'euros, -160 millions d'euros d'impacts liés à la revalorisation des impôts différés, et enfin les éléments de volatilité comptable récurrents de +9 millions d'euros en résultat net part du Groupe (16 millions d'euros en revenus avant impôt).

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2017 atteint **878 millions d'euros**, en **baisse de -8,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 0,26 euro par action**, en baisse de -12,0% par rapport au quatrième trimestre 2016, en ligne avec la baisse du résultat net part du Groupe attribuable (après déduction des coupons d'AT1, qui sont déduits directement des capitaux propres part du Groupe dans les comptes mais déduits pour le calcul du bénéfice par action, voir p.81).

**Table 5. Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T4 2017 et au T4 2016**

En m€	T4-17 publié	T4-16 publié	Δ T4/T4 publié	T4-17 sous-jacent	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>4 651</b>	<b>4 579</b>	<b>+1,6%</b>	<b>4 810</b>	<b>4 563</b>	<b>+5,4%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(3 268)	(2 981)	+9,6%	(3 150)	(2 930)	+7,5%
FRU	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 384</b>	<b>1 598</b>	<b>(13,4%)</b>	<b>1 659</b>	<b>1 633</b>	<b>+1,6%</b>
Coût du risque de crédit	(335)	(395)	(15,1%)	(335)	(395)	(15,1%)
Coût du risque juridique	-	-	ns	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	50	125	(59,9%)	69	125	(44,6%)
Gains ou pertes sur autres actifs	13	(6)	ns	16	(6)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	(491)	ns	0	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 299</b>	<b>832</b>	<b>+56,2%</b>	<b>1 410</b>	<b>1 358</b>	<b>+3,8%</b>
Impôt	(703)	(461)	+52,4%	(387)	(311)	+24,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(23)	20	ns	(23)	20	ns
<b>Résultat net</b>	<b>573</b>	<b>390</b>	<b>+46,8%</b>	<b>1 000</b>	<b>1 066</b>	<b>(6,2%)</b>
Intérêts minoritaires	(186)	(99)	+87,6%	(123)	(108)	+13,2%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>387</b>	<b>291</b>	<b>+32,9%</b>	<b>878</b>	<b>958</b>	<b>(8,4%)</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>0,09</b>	<b>0,06</b>	<b>+62,2%</b>	<b>0,26</b>	<b>0,30</b>	<b>(12,0%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>70,2%</b>	<b>65,1%</b>	<b>+5,1 pp</b>	<b>65,5%</b>	<b>64,2%</b>	<b>+1,3 pp</b>

Le **produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +5,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Le produit net bancaire sous-jacent et à périmètre constant<sup>33</sup> augmente de +0,7%.

**Les charges d'exploitation sous-jacentes restent bien maîtrisées, en variation de +7,5% hors FRU et de +2,8% à périmètre constant<sup>33</sup>.**

Le **coût du risque de crédit est en baisse de -15,1% à -335 millions d'euros** contre -395 millions d'euros au quatrième trimestre 2016. Le coût du risque de crédit sur encours ressort à **29 points de base<sup>34</sup>** contre **41 points de base** au quatrième trimestre 2016, inférieur à l'hypothèse de 50 points de base du Plan à moyen terme (PMT).

La **quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence** est en baisse -44,6%, passant de 125 millions d'euros au quatrième trimestre 2016 à **69 millions d'euros** au quatrième trimestre 2017, suite à la cession d'Eurazeo au deuxième trimestre 2017 et à la cession partielle et à la déconsolidation de BSF au troisième trimestre. Le **résultat sous-jacent avant impôt**, activités cédées et minoritaires est en hausse de **+3,8% à 1 410 millions d'euros**.

Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** augmente sensiblement au quatrième trimestre 2017, à **28,9%**. La charge d'impôt sous-jacente progresse donc plus vite que le résultat avant impôt, à 387 millions d'euros soit +24,4% par rapport au quatrième trimestre 2016.

La part de résultat net attribuée aux **intérêts minoritaires** est en hausse sensible, de **+13,2% à 123 millions d'euros**, à cause de la baisse de la participation du groupe dans Amundi, à 68,5% à partir du deuxième trimestre 2017 contre 74,1% en 2016 et jusqu'au premier trimestre 2017 inclus, et de l'intégration de Pioneer Investments, qui a soutenu la hausse de plus de +65% du résultat net à 100% d'Amundi. Hors Amundi, les intérêts minoritaires seraient en baisse de -36% du fait de l'entrée dans le périmètre de consolidation d'une filiale déficitaire (dont l'impact est neutre en résultat net part du Groupe).

En conséquence, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** baisse de **-8,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016 à **878 millions d'euros**.

**Sur l'ensemble de l'année 2017**, le résultat net part du Groupe publié est de **3 649 millions d'euros**, contre 3 541 millions d'euros sur l'année 2016, soit une progression de +3,1%, alors même que cette dernière avait enregistré la plus-value Eurêka de 1 272 millions d'euros

Les **éléments spécifiques pour l'exercice 2017** ont eu un effet de **-276 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. Par rapport à ceux du quatrième trimestre mentionnés *supra*, les changements portent sur l'effet en résultat net part du Groupe des soultes de *Liability management* pour +26 millions d'euros (+39 millions d'euros avant impôt), de l'impact de la cession de la participation dans BSF pour +99 millions d'euros et dans Eurazeo pour +103 millions d'euros et des éléments spécifiques récurrents, à savoir le spread émetteur pour -131 millions d'euros (-216 millions d'euros avant impôt), le DVA pour -42 millions d'euros (-66 millions d'euros avant impôt), les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour -36 millions d'euros (-57 millions d'euros avant impôt) et les provisions épargne logement +143 millions d'euros (+221 millions d'euros avant impôt).

**Sur l'exercice 2016**, les **éléments spécifiques** avaient eu un impact positif sur le résultat net part du Groupe à hauteur de **+351 millions d'euros**, notamment l'opération de simplification de la structure du groupe appelée « Eurêka » pour +1 254 millions d'euros (net de frais liés à la transaction et après impôt), la plus-value VISA Europe pour +327 millions d'euros (+355 millions d'euros avant impôt), la provision pour optimisation du réseau de LCL pour -26 millions d'euros (-41 millions d'euros avant impôt), le plan d'adaptation de Cariparma pour -25 millions d'euros (-51 millions d'euros avant impôt), les dividendes reçus des Caisses Régionales au titre de l'exercice 2015 pour +285 millions d'euros (+286 millions d'euros en revenus avant impôt), des soultes d'aménagement du refinancement moyen long terme du Groupe en lien avec Eurêka pour -448 millions d'euros (-683 millions d'euros

<sup>33</sup> En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016

<sup>34</sup> Moyenne sur les 4 derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

en revenus avant impôt) chez Crédit Agricole S.A. et -187 millions d'euros (-300 millions d'euros en revenus avant impôt) chez LCL, la dépréciation de l'écart d'acquisition de LCL pour -491 millions d'euros, la revalorisation des impôts différés pour -160 millions d'euros et, enfin les éléments de volatilité comptable récurrents pour -179 millions d'euros en résultat net part du Groupe (-286 millions d'euros en revenus avant impôt).

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent augmente de +23,0%** par rapport à l'exercice 2016, à **3 925 millions d'euros**.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 1,22 euro par action**, en hausse de **+23,0%** par rapport à l'exercice 2016.

**Table 6. Résultats consolidés publiés et sous-jacents de Crédit Agricole S.A. – 2017 et 2016**

En m€	2017 publié	2016 publié	Δ 2017/2016 publié	2017 sous-jacent	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>18 634</b>	<b>16 855</b>	+10,6%	<b>18 772</b>	<b>17 506</b>	+7,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(11 961)	(11 454)	+4,4%	(11 785)	(11 362)	+3,7%
FRU	(242)	(241)	+0,5%	(242)	(241)	+0,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>6 431</b>	<b>5 160</b>	<b>+24,6%</b>	<b>6 745</b>	<b>5 904</b>	<b>+14,3%</b>
Coût du risque de crédit	(1 307)	(1 687)	(22,5%)	(1 307)	(1 687)	(22,5%)
Coût du risque juridique	(115)	(100)	+15,0%	(115)	(100)	+15,0%
Sociétés mises en équivalence	728	518	+40,4%	523	518	+0,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	6	(52)	ns	14	(52)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	(491)	ns	0	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>5 929</b>	<b>3 348</b>	<b>+77,1%</b>	<b>5 859</b>	<b>4 583</b>	<b>+27,9%</b>
Impôt	(1 733)	(695)	x 2,5	(1 433)	(989)	+44,8%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	20	1 303	ns	20	31	ns
<b>Résultat net</b>	<b>4 216</b>	<b>3 956</b>	<b>+6,6%</b>	<b>4 447</b>	<b>3 624</b>	<b>+22,7%</b>
Intérêts minoritaires	(568)	(415)	+36,6%	(521)	(434)	+20,0%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>3 649</b>	<b>3 541</b>	<b>+3,1%</b>	<b>3 925</b>	<b>3 190</b>	<b>+23,0%</b>
<b>Résultat net part du Groupe par action (€)</b>	<b>1,12</b>	<b>1,12</b>	<b>+0,3%</b>	<b>1,22</b>	<b>0,99</b>	<b>+23,0%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>64,2%</b>	<b>68,0%</b>	<b>-3,8 pp</b>	<b>62,8%</b>	<b>64,9%</b>	<b>-2,1 pp</b>

Le **produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +7,2%** par rapport à l'exercice 2016, à 18 772 millions d'euros. Il profite de l'amélioration de tous les métiers et du pôle Activités hors métiers (AHM) par rapport à la même période l'an dernier. Le produit net bancaire sous-jacent des métiers, et à périmètre constant<sup>35</sup>, progresse de +4,8%, +2,0% en excluant la contribution du pôle Activités hors métiers (AHM).

**Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU restent bien maîtrisées**, en hausse de **+3,7%** à 11 785 millions d'euros, ou **+0,7% hors FRU et à périmètre constant<sup>35</sup>**.

Le **coût du risque de crédit est en baisse de -22,5%** à 1 307 millions d'euros contre 1 687 millions d'euros sur l'exercice 2016. D'autre part, le Groupe a décidé de doter des **provisions pour risque juridique non allouées** à hauteur de 115 millions d'euros sur l'exercice 2017 et 100 millions d'euros enregistrées sur l'exercice 2016. Ces provisions ne sont pas déductibles fiscalement.

La **quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence sous-jacente** est en hausse, de +0,9% sur l'exercice, à 523 millions d'euros, malgré la cession des participations de 15,42% dans Eurazeo en juin 2017 et de 16,2% dans la BSF en septembre 2017.

Le **résultat sous-jacent avant impôt, activités cédées et minoritaires** est en hausse de **+27,9%** à 5 859 millions d'euros.

Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** (hors contribution des sociétés mises en équivalence, ayant déjà supporté l'impôt) augmente sur l'exercice 2017, à 26,8% contre 24,3% sur 2016. La **charge d'impôt sous-jacente** progresse donc plus rapidement que le résultat avant impôt, à 1 433 millions d'euros soit **+44,8%** par rapport à l'exercice 2016.

<sup>35</sup> En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016

Cet effet se combine avec une baisse de la contribution des activités cédées ou arrêtées : l'effet des plus-values de +43 millions d'euros (CARE, filiale de réassurance de CA Assurances pour 31 millions d'euros au deuxième trimestre et Credicom pour le crédit à la consommation pour +13 millions d'euros au premier trimestre a été partiellement compensé au quatrième trimestre par des éléments négatifs, notamment la dépréciation de la participation dans Forso préalable à la cession de ce partenariat en crédit à la consommation avec Ford dans les pays nordiques. En 2016, les activités cédées ou arrêtées avaient contribué positivement à hauteur de +31 millions d'euros.

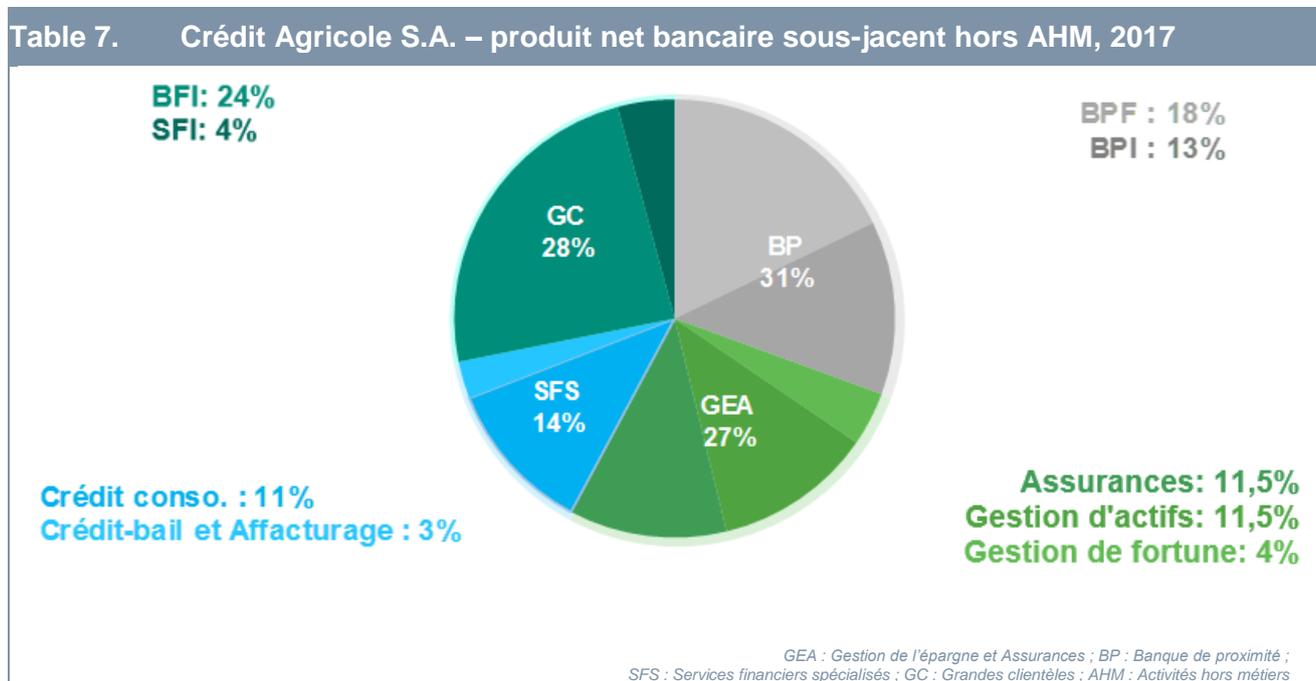
Les **intérêts minoritaires** progressent de **+20,0%** essentiellement à cause de la baisse de la participation du groupe dans Amundi, de 74,1% à 68,5% et de l'intégration de Pioneer. Hors la contribution aux intérêts minoritaires d'Amundi, ceux-ci seraient en très légère hausse de +1,1% grâce à l'amélioration de la performance d'Agos, la filiale de crédit à la consommation en Italie.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** progresse de **+23,0%** par rapport à l'exercice 2016 à **3 925 millions d'euros**.

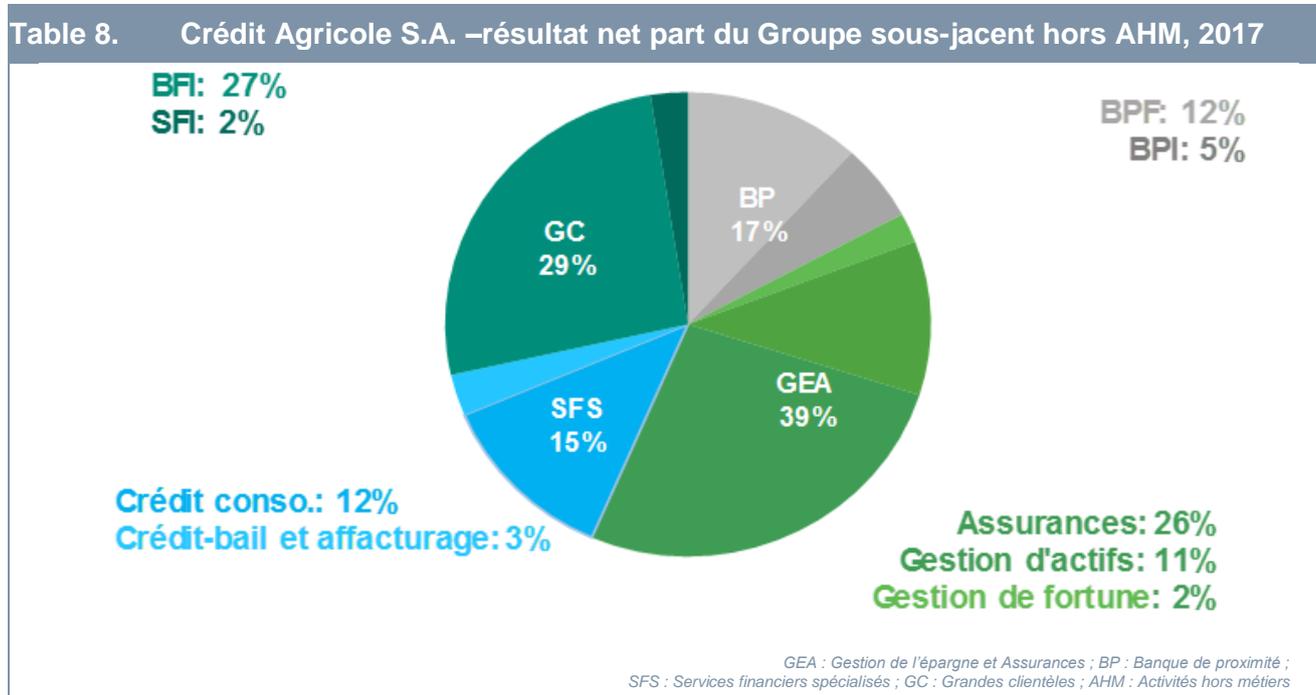
## Résultat par métier – Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. bénéficie de son modèle économique de Banque universelle de proximité, stable, diversifié et rentable, qui offre un faible profil de risque, gage d'une grande récurrence de résultat.

Sur l'exercice 2017, les décompositions du produit net bancaire et du résultat net part du Groupe sous-jacent hors AHM (Activités hors métiers) sont les suivantes :



Produit net bancaire sous-jacent hors AHM, 2017 : 19 369 millions d'euros, +4,2% par rapport à 2016



Résultat net part du Groupe sous-jacent hors AHM en 2017 : 4 819 millions d'euros, +8,1% par rapport à 2016

Aucun métier ne représente plus de 27% du résultat net part du Groupe sous-jacent hors AHM, et aucun pôle ne dépasse 40%. Le premier contributeur est Gestion de l'épargne et Assurances (GEA), avec 39%, un pôle regroupant des métiers à forte dynamique commerciale et dont la croissance organique demande peu de capital.

Les sections suivantes analysent l'activité et les résultats de chaque pôle et métier de Crédit Agricole S.A.

## Gestion de l'épargne et Assurances (GEA)

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances comprend les assurances (Crédit Agricole Assurances), la gestion d'actifs (Amundi) et la gestion de fortune (Indosuez Wealth Management).

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 560</b>	<b>1 560</b>	<b>+20,6%</b>	<b>5 263</b>	<b>5 263</b>	<b>+11,0%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(830)	(754)	+35,9%	(2 706)	(2 571)	+19,4%
FRU	-	-	ns	(3)	(3)	+10,7%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>730</b>	<b>807</b>	<b>+9,2%</b>	<b>2 555</b>	<b>2 690</b>	<b>+3,9%</b>
Coût du risque de crédit	(24)	(24)	ns	(25)	(25)	x 2,6
Coût du risque juridique	-	-	ns	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	9	9	+12,3%	33	33	+16,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	4	4	x 3,1	4	4	x 2,1
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>719</b>	<b>796</b>	<b>+6,5%</b>	<b>2 567</b>	<b>2 703</b>	<b>+3,6%</b>
Impôts	(242)	(159)	(18,0%)	(647)	(581)	(16,2%)
Résultat net des activités abandonnées	(8)	(8)	ns	21	21	(5,5%)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>468</b>	<b>629</b>	<b>+9,1%</b>	<b>1 942</b>	<b>2 143</b>	<b>+10,5%</b>
Intérêts minoritaires	(67)	(80)	+66,7%	(222)	(248)	+46,8%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>401</b>	<b>549</b>	<b>+3,9%</b>	<b>1 720</b>	<b>1 895</b>	<b>+7,1%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>53,2%</b>	<b>48,3%</b>	<b>+5,4 pts</b>	<b>51,4%</b>	<b>48,8%</b>	<b>+3,4 pts</b>

*Sous-jacent : les coûts d'intégration de Pioneer Investments sont retraités des charges sur ce pôle pour -77 m€ ce trimestre et pour -135 m€ sur 2017 (respectivement -32 m€ et -60 m€ en résultat net part du Groupe) par rapport au résultat publié ; les impacts fiscaux spécifiques ont un effet net négatif de -115 m€ en résultat net part du Groupe.*

### Activité du pôle

Au 31 décembre 2017, les **encours gérés** du pôle progressent de **+24,3%** par rapport au 31 décembre 2016 à **1 868 milliards d'euros** grâce à une forte collecte, un effet marché positif et l'intégration des actifs de Pioneer Investments pour 243 milliards d'euros et de CM-CIC Asie pour 3 milliards d'euros. Hors effets périmètre, les encours gérés ont augmenté de +119 milliards d'euros, soit +6,8% en 2017, dont une collecte nette de +83 milliards d'euros (+73 milliards d'euros pour Amundi, +6 milliards d'euros pour la gestion de fortune et +4 milliards d'euros pour l'assurance vie), ce qui représente une collecte nette annualisée de 4,7% des encours de début de période (proforma de l'intégration de Pioneer au 3 juillet) et confirme ainsi le dynamisme de ce pôle. Outre les bonnes performances commerciales, il enregistre un effet marché et change positif de +34 milliards d'euros.

Les **encours hors double compte** s'élèvent à **1 592 milliards d'euros** au 31 décembre 2017, en progression de **+29,3%** par rapport au 31 décembre 2016, +7,7% hors effet périmètre.

**Table 10. Gestion de l'épargne et Assurance – encours gérés hors double compte**

En Mds€	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept. 16	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Déc. / Déc.
Gestion d'actifs – Amundi*	985,0	987,2	1 003,7	1 054,4	1 082,7	1 127,7	1 121,4	1 400,0	1 426,2	+31,7%
Epargne/retraite	259,7	261,3	264,2	266,9	268,8	271,6	274,0	276,1	278,6	+3,6%
Gestion de fortune	151,1	148,3	150,4	152,2	152,4	155,5	155,5	157,5	162,8	+6,8%
Encours gérés - Total*	1 395,8	1 396,8	1 418,3	1 473,5	1 503,9	1 554,8	1 550,9	1 833,6	1 867,6	+24,2%
<b>Encours gérés hors double comptes</b>	<b>1 134,7</b>	<b>1 135,7</b>	<b>1 149,1</b>	<b>1 204,6</b>	<b>1 231,6</b>	<b>1 284,2</b>	<b>1 277,2</b>	<b>1 559,1</b>	<b>1 591,9</b>	<b>+29,3%</b>

## Résultat du pôle

Les coûts d'intégration de Pioneer sont retraités en éléments spécifiques dans les comptes du quatrième trimestre 2017 à hauteur de -77 millions d'euros avant impôt (-32 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Ont également été retraités en éléments spécifiques ce trimestre les impacts fiscaux relatifs à la revalorisation des impôts différés pour -48 millions d'euros, soit la surtaxe d'IS pour -103 millions d'euros et le remboursement de la taxe dividende pour +42 millions d'euros. Aucun élément spécifique n'était constaté dans les comptes du quatrième trimestre 2016, le résultat sous-jacent est donc identique au résultat publié pour cette période.

Les comptes de l'exercice 2017 comprennent les coûts d'intégration de Pioneer Investments pour -135 millions d'euros avant impôt (-60 millions d'euros en résultat net part du Groupe), retraités en éléments spécifiques. Les éléments fiscaux non-récurrents ont un impact global sur l'année 2017 de -109 millions d'euros. A contrario, les comptes de 2016 n'intègrent aucun élément spécifique, le résultat sous-jacent est donc identique au résultat publié.

**Au quatrième trimestre 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle s'élève à **549 millions d'euros**, en hausse de **+3,9%**.

Au sein de ce pôle, le métier de Gestion d'actifs est en forte progression sur la période (+53,7%). Les métiers de l'Assurance et de Gestion de fortune affichent une baisse sur la même période (respectivement -7,4% et -37,3%).

**Sur l'exercice 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle s'établit à **1 895 millions d'euros**, en hausse de **+7,1%** par rapport à 2016.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurance contribue à **39% du résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2017 et **28% des revenus sous-jacents hors AHM**.

Au 31 décembre 2017, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à **8,7 milliards d'euros** dont **2,2 milliards d'euros** sur la **Gestion de l'épargne** (Gestion d'actifs et Gestion de fortune) et **6,4 milliards d'euros** sur les **Assurances**. Les encours pondérés du pôle sont de **27 milliards d'euros** dont **12,2 milliards d'euros** sur la **Gestion d'épargne** et **14,8 milliards d'euros** sur les **Assurances**.

## Assurances (CA Assurances)

Le métier des Assurances reflète les résultats de la filiale à 100% de Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Assurances, qui couvre l'ensemble des métiers de l'assurance : épargne/retraite, prévoyance/emprunteur/assurances collectives, dommages.

Table 11. Assurances – contribution T4-17 et 2017

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>629</b>	<b>629</b>	<b>(3,4%)</b>	<b>2 243</b>	<b>2 243</b>	<b>(4,0%)</b>
Charges d'exploitation	(197)	(197)	+20,4%	(743)	(743)	+7,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>433</b>	<b>433</b>	<b>(11,4%)</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>(8,8%)</b>
Impôts	(180)	(61)	(46,3%)	(357)	(238)	(40,9%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(8)	(8)	ns	21	21	(5,6%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>244</b>	<b>363</b>	<b>(7,4%)</b>	<b>1 161</b>	<b>1 280</b>	<b>+1,9%</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>31,2%</b>	<b>31,2%</b>	<b>+6,2 pts</b>	<b>33,1%</b>	<b>33,1%</b>	<b>+3,5 pts</b>

Les impacts fiscaux relatifs à la revalorisation des impôts différés pour -40 millions d'euros, la surtaxe d'IS pour -79 millions d'euros ont été retraités en éléments spécifiques ce trimestre – voir p. 91.

## Activité

En 2017, Crédit Agricole Assurances affiche un chiffre d'affaires de 30,4 milliards d'euros (à comparer à 30,8 milliards d'euros en 2016), avec une forte progression de la collecte en unités de compte (UC) et la poursuite de la diversification de ses activités, le chiffre d'affaire sur la protection des biens et des personnes enregistre ainsi une croissance dynamique.

En **Épargne/Retraite**, le chiffre d'affaires s'élève à 5,9 milliards d'euros au quatrième trimestre 2017 (+6,9% par rapport au quatrième trimestre 2016) et il atteint 23,1 milliards d'euros sur l'année 2017 (-3,6% par rapport à l'année 2016). La diversification du mix produits en faveur des UC se poursuit à un rythme soutenu, comme l'illustre la bonne progression des contrats UC dans la collecte brute sur l'année 2017, à +26,8%. La **collecte nette** en épargne/retraite s'élève à **+1,1 milliard d'euros au quatrième trimestre 2017**, dont **+1,0 milliard d'euros sur les contrats en UC** (contre +0,9 milliard d'euros au quatrième trimestre 2016). Sur l'ensemble de l'année 2017, la collecte nette en UC atteint +4,4 milliards d'euros, en progression de +36,9% par rapport à 2016 (+3,2 milliards d'euros) alors que les contrats en euros enregistrent une décollecte nette de -0,1 milliard d'euros (contre +2,4 milliard d'euros en 2016).

Table 12. Epargne/Retraite : collecte nette (Mds€)

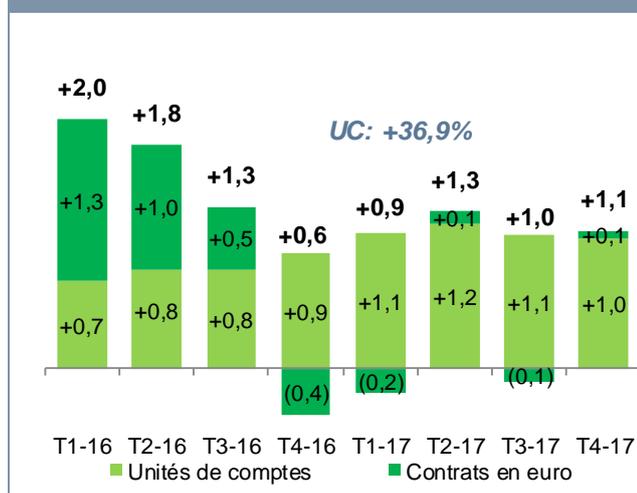
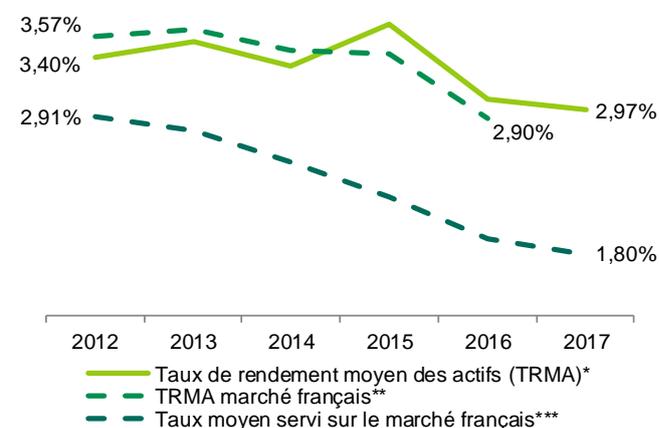


Table 13. Epargne/Retraite : taux de rendement des actifs et taux servis aux clients(%)



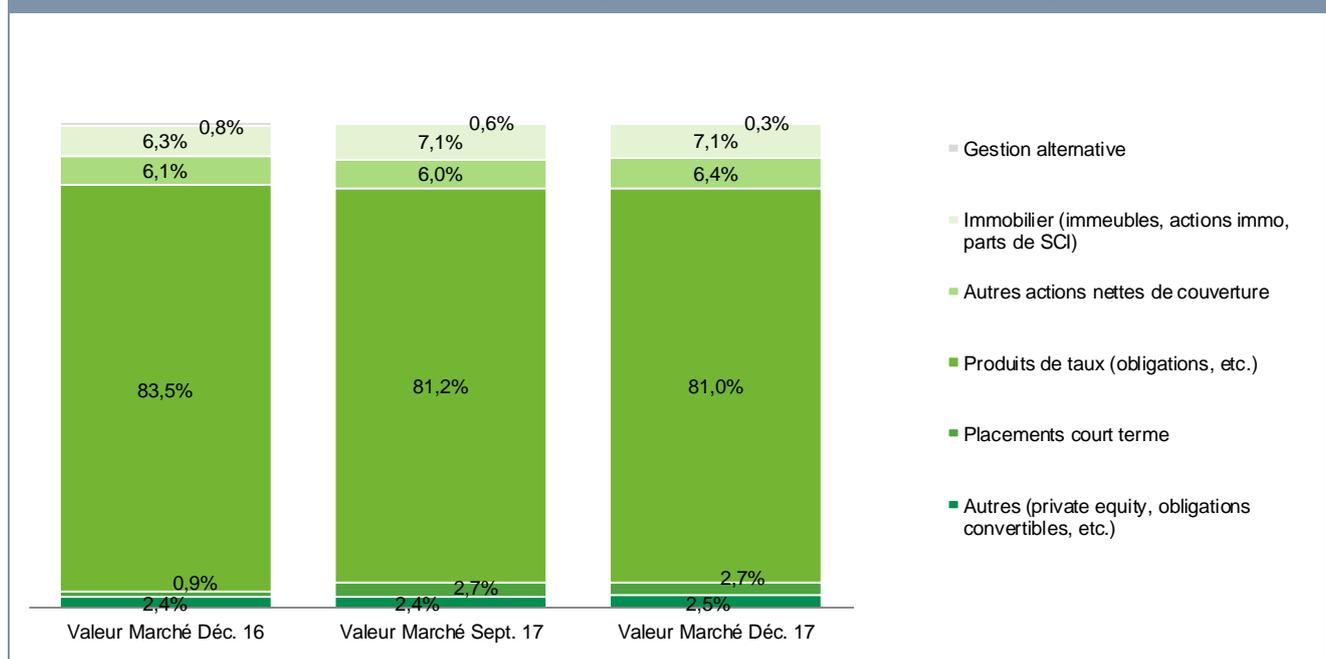
Les **encours gérés** continuent de progresser, s'établissant à **278,6 milliards d'euros**<sup>36</sup> à fin décembre 2017, soit une progression de +3,4% sur un an, tirée principalement par la hausse de +14,0% des encours en UC. A fin décembre 2017, les **contrats UC** représentent **21,4%** des encours, soit +1,9 point de pourcentage par rapport à fin décembre 2016.

Le taux de rendement moyen des actifs est de 2,97% sur 2017, largement au-dessus du taux minimum garanti moyen (correspondant à 0,35% à fin 2017), offrant à CA Assurances une capacité à ajuster le taux servi à ses clients de façon à s'adapter aux évolutions des taux de marché. Enfin, au 31 décembre 2017, le stock de **Provision pour Participation aux Excédents (PPE)** atteint **9 milliards d'euros** (contre 1 milliard d'euros à 2012 et 7 milliards d'euros à fin 2016), ce qui représente un fort niveau de couverture, **4,4%**, par rapport aux encours de contrats en euros : soit plusieurs années de taux servis aux assurés sur la base des taux servis en 2016 et 2017, un niveau de couverture supérieur à la moyenne du marché français (environ 3,3% à fin 2016<sup>37</sup>).

**Table 14. Assurances – Epargne/Retraite : encours gérés (Mds€)**

en mds €	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept. 16	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Déc./Déc.
en UC	49,2	48,6	49,8	51,0	52,5	55,1	56,9	58,1	59,7	+14,0%
en Euros	210,5	212,7	214,4	215,9	216,3	216,5	217,1	218,0	219,0	+0,9%
<b>Total</b>	<b>259,7</b>	<b>261,3</b>	<b>264,2</b>	<b>266,9</b>	<b>268,8</b>	<b>271,6</b>	<b>274,0</b>	<b>276,1</b>	<b>278,6</b>	<b>+3,4%</b>
Taux d'UC	19,0%	18,6%	18,8%	19,1%	19,5%	20,3%	20,8%	21,0%	21,4%	+1,9pp

**Table 15. Assurances – Ventilation des placements (hors unités de comptes)**



**En protection des personnes et des biens** (assurance dommages, prévoyance, assurances emprunteur et collectives), le chiffre d'affaires continue de progresser, en hausse de +4,8% au quatrième trimestre 2017 par rapport au quatrième trimestre 2016 à 1,6 milliard d'euros. Sur l'année 2017, il atteint 7,3 milliards d'euros, en hausse de +7,3% par rapport à 2016.

**En Assurance dommages**, CA Assurances enregistre une dynamique soutenue de la croissance de son activité aussi bien en France qu'à l'international. A l'instar des trimestres précédents, le chiffre d'affaires continue d'afficher une croissance nettement supérieure à celle du marché en France. Il progresse de +9,5% au quatrième trimestre 2017 par rapport au quatrième trimestre 2016 à 770 millions d'euros, enregistrant un apport

<sup>36</sup> Encours en épargne retraite et prévoyance

<sup>37</sup> Source FFA, S&P

net de 118 000 contrats sur le trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2017, le chiffre d'affaires enregistre une forte croissance de +8,3%, notamment en France, surperformant ainsi le marché. Il atteint 3 845 millions d'euros, avec un apport net de près de 700 000 nouveaux contrats nets sur un an et une baisse du taux de résiliation. La croissance des taux d'équipement des clients particuliers<sup>38</sup> dans les réseaux de LCL (22,4% à fin 2017, soit +5,3 points de pourcentage en cinq ans) et des Caisses régionales (34,6% à fin 2017, soit +5,4 points de pourcentage) illustrent à la fois la très bonne dynamique d'activité, mais également le potentiel de croissance encore important.

En **Prévoyance / Emprunteur / Collectives**, le chiffre d'affaires atteint 854 millions d'euros au quatrième trimestre 2017 (contre 846 millions d'euros au quatrième trimestre 2016). Sur l'année 2017, le chiffre d'affaires enregistre une forte croissance de +6,2% et atteint 3,4 milliards d'euros. Cette progression est portée par une croissance de l'ensemble des trois segments d'activité, notamment celui des assurances collectives dont le chiffre d'affaires progresse de près de +39% en un an. Le chiffre d'affaires de l'assurance prévoyance enregistre une hausse de +8% (tirée par la santé collective et les garanties obsèques) et l'assurance emprunteur de +5%.

Table 16. Protection des personnes et des biens : chiffre d'affaires (m€)

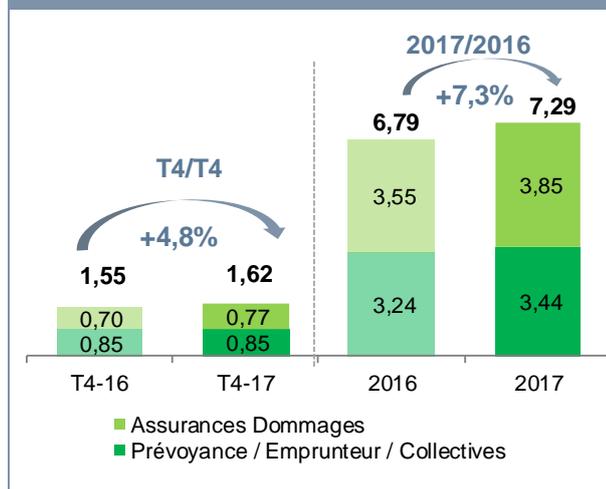
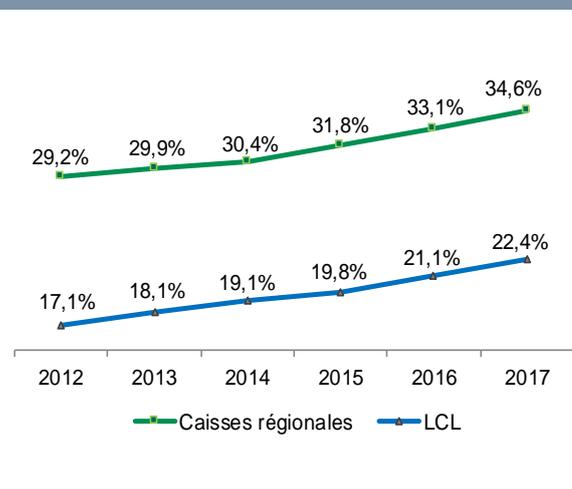


Table 17. Protection des personnes et des biens : taux d'équipement (%)



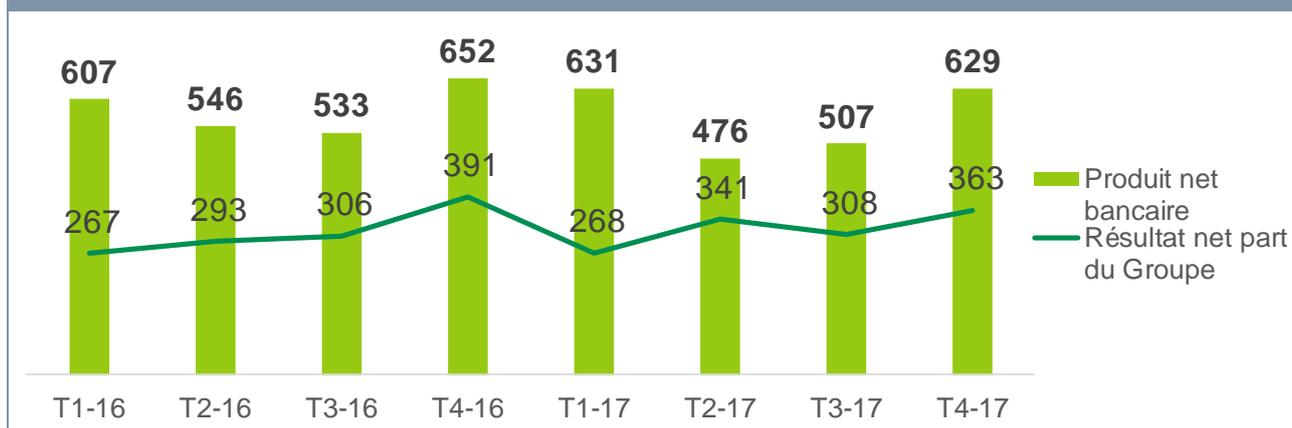
## Résultats

Les impacts fiscaux relatifs à la revalorisation des impôts différés pour -40 millions d'euros, la surtaxe d'IS pour -79 millions d'euros sont classés en éléments spécifiques pour le quatrième trimestre 2017.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'année 2017 ainsi que les mêmes périodes en 2016 sont détaillés en annexes p.91.

<sup>38</sup> Taux d'équipement : part des clients bancaires particuliers détenant au-moins un produit d'assurance (estimations Pacifica). Périmètre : assurance auto, habitation, santé, GAV et protection juridique.

Table 18. Assurances : Evolution de la contribution au PNB de Crédit Agricole S.A.



Au quatrième trimestre 2017, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du métier s'établit à **363 millions d'euros**, en baisse de **-7,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le **produit net bancaire** s'élève à 629 millions d'euros, en baisse de -3,4% par rapport au quatrième trimestre 2016. En effet, alors qu'au quatrième trimestre 2016, le métier avait décidé de compenser la charge d'impôt liée à la revalorisation des impôts différés actifs en produit net bancaire, en revanche, sur le quatrième trimestre 2017, dans le contexte de la surtaxe en France, il a été décidé de ne pas opérer cette compensation. Par rapport au troisième trimestre 2017, le produit net bancaire enregistre une hausse sensible de +24%, liée essentiellement à l'ajustement du taux de participation aux bénéfices des assurés en fin d'année en épargne-retraite. En assurance dommages, le ratio combiné reste bien maîtrisé à 96,8%<sup>39</sup>, en dépit des événements climatiques de l'année.

Les **charges d'exploitation** enregistrent une hausse de +20,4% sur le quatrième trimestre 2017 presque exclusivement liée à des amortissements informatiques exceptionnels constatés sur cette période (impact de -32 millions d'euros liés à la migration de systèmes d'information sur une seule plateforme). Retraitées de cet impact non récurrent, les charges d'exploitation enregistrent une légère hausse de +0,8% par rapport au quatrième trimestre 2016 liée à la poursuite du développement des nouvelles activités, notamment l'assurance emprunteur.

Le coefficient d'exploitation est en hausse de +6,2 points à 31,2%, traduisant l'impact des amortissements informatiques exceptionnels.

La **charge d'impôt sous-jacente** est faible ce trimestre en raison de l'imposition à taux réduit de titres de participation cédés.

**Sur 2017**, le **résultat net part du Groupe** du métier s'établit à **1 280 millions d'euros**, en hausse de **+1,9%** par rapport à 2016. Le coefficient d'exploitation ressort à 33,1%.

Le ratio de solvabilité de Crédit Agricole Assurances ressort à 195% au 31 décembre 2017, en hausse de 17 points par rapport au 30 juin 2017. En janvier 2018, Crédit Agricole Assurances a émis avec succès un milliard d'euros d'obligations subordonnées sur le marché européen, afin de financer le remboursement anticipé de dettes intra-groupe.

Le métier Assurances contribue pour **26% du résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2017 et **12% des revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 31 décembre 2017, les **fonds propres alloués** à l'Assurances s'élèvent à **6,4 milliards d'euros** ; les emplois pondérés sont de **14,8 milliards d'euros**.

<sup>39</sup> Ratio (Sinistralité + frais généraux + commissions) / cotisations, net de réassurance. Périmètre Pacifica

## Gestion d'actifs (Amundi)

Le métier de Gestion d'actifs reflète les résultats d'Amundi, filiale à 70,0% du Groupe Crédit Agricole, dont 68,5% détenu par Crédit Agricole S.A.

A l'occasion de l'augmentation de capital d'Amundi, 1,4 milliard d'euros réalisée fin mars 2017, le Groupe Crédit Agricole a cédé des droits préférentiels de souscription afin de réduire sa participation qui était de 75,7% avant cette date, dont 74,1% détenu par Crédit Agricole S.A. Les nouveaux taux de détention sont applicables à partir du deuxième trimestre 2017.

Les comptes du quatrième trimestre 2017 intègrent sur la totalité du trimestre la contribution de Pioneer Investments, société de gestion d'actifs d'Unicredit, dont l'acquisition a été finalisée le 3 juillet 2017. Les charges d'intégration liées à cette acquisition sont classées en éléments spécifiques, alors qu'elles n'avaient pas été classées comme telles au premier et au deuxième trimestres. Au quatrième trimestre, ces charges s'élèvent à -77 millions d'euros avant impôt soit -32 millions d'euros en résultat net part du Groupe, -135/-60 millions d'euros sur l'année.

Table 19. Gestion d'actifs – Contribution T4-17 et 2017

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>734</b>	<b>734</b>	<b>+65,6%</b>	<b>2 255</b>	<b>2 255</b>	<b>+34,4%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(462)	(386)	+60,7%	(1 328)	(1 192)	+33,5%
FRU	-	-	ns	(1)	(1)	(20,1%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>271</b>	<b>348</b>	<b>+71,3%</b>	<b>926</b>	<b>1 061</b>	<b>+35,6%</b>
Coût du risque	(8)	(8)	ns	(13)	(13)	ns
Sociétés mises en équivalence	9	9	+12,2%	33	33	+16,0%
Impôts	(65)	(100)	+65,9%	(279)	(332)	+31,3%
<b>Résultat net</b>	<b>207</b>	<b>248</b>	<b>+65,2%</b>	<b>666</b>	<b>748</b>	<b>+34,1%</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>141</b>	<b>169</b>	<b>+53,7%</b>	<b>460</b>	<b>517</b>	<b>+25,9%</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>63,0%</b>	<b>52,6%</b>	<b>-1,6 pp</b>	<b>58,9%</b>	<b>52,9%</b>	<b>-0,4 pp</b>

Sous-jacent : retraitement des coûts d'intégration de Pioneer Investments par rapport au résultat publié de -77 m€ avant impôts, impact de -32 m€ en résultat net part du Groupe au T4-17 et de -135 m€/-60 m€ sur 2017, ainsi que les impacts fiscaux relatifs à la revalorisation des impôts différés pour -8 millions d'euros, la surtaxe d'IS pour -24 millions d'euros ainsi que le remboursement de la taxe sur dividende pour +38 millions d'euros ont été retraités en éléments spécifiques ce trimestre p. 92.

## Activité

Amundi affiche des **encours sous gestion**<sup>40</sup> de **1 426 milliards d'euros** à fin décembre 2017, soit **+31,7%** sur un an, grâce à l'intégration de Pioneer Investments pour 242,9 milliards d'euros et à une collecte nette<sup>40</sup> soutenue (+73,1 milliards d'euros sur les douze mois 2017), notamment dans le segment *Retail* (+50,3 milliards d'euros), et un effet de marché positif (+27,4 milliards d'euros sur la même période).

Sur le quatrième trimestre 2017, la **collecte nette** s'est élevée à +13,1 milliards d'euros, dont +14,2 milliards d'euros dans le segment *Retail*. De bonne qualité, elle est portée par l'ensemble des classes d'actifs et la part des actifs moyen et long terme atteint +10,4 milliards d'euros sur le dernier trimestre, soit près de 80% de la collecte nette de la période.

<sup>40</sup> Encours gérés, conseillés et commercialisés y compris 100% des encours et de la collecte des JV asiatiques, pour Wafa au Maroc les encours sont repris pour leur quote-part

Table 20. Gestion d'actifs – Encours sous gestion<sup>(1)</sup> (Mds€)



\* Institutionnels, souverains et entreprises

<sup>(1)</sup> Encours gérés, conseillés et commercialisés y compris 100% des encours et collecte des JV asiatiques, pour Wafa au Maroc les encours sont repris pour leur quote-part

## Résultats

Aucun élément spécifique n'est intégré dans les comptes du quatrième trimestre 2016 ni dans ceux de l'année 2016. Les comptes du quatrième trimestre et de l'exercice 2017 intègrent le retraitement des coûts d'intégration de Pioneer Investments pour respectivement -77 et -135 millions d'euros avant impôts, ainsi que le retraitement des différents impacts fiscaux pour un montant total de +5 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe sous-jacent est donc supérieur au résultat publié.

Au quatrième trimestre 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent d'Amundi s'établit à **169 millions d'euros**, en hausse de **+53,7%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Cette hausse résulte de l'intégration de Pioneer Investments dont la finalisation de l'acquisition a été signée le 3 juillet dernier. En contrepartie, la baisse de participation de Crédit Agricole S.A. dans Amundi de 74,1% à 68,5% a un effet négatif en résultat net part du Groupe. Le **résultat net sous-jacent à 100%** (avant attribution aux actionnaires minoritaires) atteint **248 millions d'euros**, en hausse de **+20,8%** à périmètre constant<sup>41</sup> par rapport au quatrième trimestre 2016.

A périmètre constant<sup>41</sup> toujours, les **revenus sous-jacents** progressent de **+12,0%**, en ligne avec la croissance des encours. Des cessions de participations financières minoritaires expliquent le niveau élevé des produits financiers tandis que les commissions de surperformance ont bénéficié des conditions de marché favorables.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes** restent bien maîtrisées, enregistrant une hausse de **+2,8%** à périmètre constant<sup>41</sup>.

Le **coefficient d'exploitation hors FRU sous-jacent** du trimestre s'établit à **52,6%**, soit une amélioration de 1,6 point par rapport au quatrième trimestre 2016 et de 4,7 points à périmètre constant<sup>41</sup>.

A noter que la contribution des **sociétés mises en équivalence**, qui reflète principalement les *joint ventures* en Chine, Inde et Corée du Sud, est en hausse de **+12,2%** par rapport au quatrième trimestre 2016.

Sur 2017, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **517 millions d'euros**, en hausse de **+25,9%** par rapport à 2016. A périmètre constant<sup>41</sup>, il augmente de +6,6% à cause de la baisse de la participation,

<sup>41</sup> En combinant les contributions au résultat sous-jacent d'Amundi et de Pioneer et en tenant compte des amortissements de contrats de distribution en 2017 et 2016

effective sur les douze mois 2017. Le résultat net sous-jacent à 100% à périmètre constant<sup>41</sup> progresse quant à lui de +13,7%

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **52,9%**, soit une légère amélioration de 0,4 point par rapport à 2016.

Le métier Gestion d'actifs contribue à hauteur de **11% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2017 et **12% des revenus sous-jacents** hors AHM.

## Gestion de fortune (CA Indosuez Wealth)

Le métier de Gestion de fortune reflète les résultats de la CA Indosuez Wealth (group) filiale à 100% de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank (CACIB), qui détient notamment 100% des filiales CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (France), CA Indosuez Wealth (Europe) et 70% de CFM Indosuez Wealth à Monaco.

Table 21. Gestion de fortune – Compte de résultat T4-17 et 2017

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>198</b>	<b>198</b>	<b>(0,6%)</b>	<b>765</b>	<b>765</b>	<b>+5,0%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(172)	(172)	+13,3%	(635)	(635)	+12,0%
FRU	-	-	ns	(1)	(1)	+69,9%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>(45,2%)</b>	<b>129</b>	<b>129</b>	<b>(20,1%)</b>
Coût du risque de crédit	(16)	(16)	ns	(11)	(11)	+29,3%
Gains ou pertes sur autres actifs	4	4	+26,8%	6	6	+36,5%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>(70,8%)</b>	<b>123</b>	<b>123</b>	<b>(21,4%)</b>
Impôts	3	3	ns	(11)	(11)	(69,8%)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>(44,0%)</b>	<b>112</b>	<b>112</b>	<b>(5,9%)</b>
Intérêts minoritaires	(1)	(1)	(82,5%)	(13)	(13)	(17,6%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>(37,3%)</b>	<b>98</b>	<b>98</b>	<b>(4,1%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>86,9%</b>	<b>86,9%</b>	<b>+10,7 pts</b>	<b>83,0%</b>	<b>83,0%</b>	<b>+5,2 pts</b>

Sous-jacent : pas d'élément spécifique pour ce métier ce trimestre, donc sous-jacent = publié

## Activité

Les encours gérés mentionnés dans l'activité reprennent uniquement ceux du groupe Indosuez Wealth Management. Pour mémoire les actifs des clients de la banque privée de LCL s'élèvent à 44,5 milliards d'euros à fin décembre 2017, en hausse de +5,0% par rapport à fin décembre 2016.

Les résultats attachés aux encours de la banque privée de LCL sont comptabilisés chez LCL.

La Gestion de fortune voit ses **encours gérés** en hausse de **+7,6%** sur un an, à **118 milliards d'euros** à fin décembre 2017, soit +8,3 milliards d'euros sur un an. La **collecte nette** du quatrième trimestre 2017 s'élève à **+5 milliard d'euros**. Elle bénéficie principalement de l'intégration des activités de CM-CIC en Asie pour +3,4 milliards d'euros, de la finalisation de la reprise des clients d'HSBC à Monaco pour +0,2 milliards d'euros (soit +2,7 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2017), ainsi que d'un bon niveau de collecte de +1,7 milliards d'euros, ces effets venant largement compenser les derniers impacts du recentrage stratégique sur les pays acceptant l'échange automatique d'information.

**Table 22. Gestion de fortune – répartition des encours gérés (Mds€)**

En Mds€	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept. 16	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Déc. / Déc.
LCL Banque privée	41,4	41,0	41,1	42,0	42,4	43,0	43,5	44,1	44,5	+5,0%
CA Indosuez Wealth Management	109,6	107,3	109,3	110,2	110,0	112,6	112,0	113,5	118,3	+7,6%
<i>dont France</i>	27,2	27,1	27,3	28,1	28,4	29,5	30,0	30,5	30,8	+8,5%
<i>dont International</i>	82,4	80,2	82,0	82,1	81,6	83,1	82,0	83,0	87,5	+7,2%
<b>Total</b>	<b>151,1</b>	<b>148,3</b>	<b>150,4</b>	<b>152,2</b>	<b>152,4</b>	<b>155,5</b>	<b>155,5</b>	<b>157,5</b>	<b>162,8</b>	<b>+6,9%</b>

## Résultats

*Aucun élément spécifique n'est intégré dans les comptes du quatrième trimestre 2016 ou 2017, ni dans ceux des exercices 2016 ou 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent est donc identique au publié.*

**Au quatrième trimestre 2017**, le **résultat net part du Groupe** s'affiche en forte baisse à **17 millions d'euros**, contre 27 millions d'euros au quatrième trimestre 2016. Cette baisse s'explique principalement par les charges exceptionnelles liées à l'intégration des nouveaux périmètres de HSBC Monaco et de CM-CIC en Asie, soit -11 millions d'euros.

**Sur 2017**, le **résultat net part du Groupe** s'établit à **98 millions d'euros**, en baisse de **-4,1%** par rapport à 2016. L'exercice 2016 intégrait une reprise sur provisions retraites en charges d'exploitation pour +21 millions d'euros (après impôts). Retraité de cet élément non-récurrent, le résultat net part du Groupe est en progression de +20% par rapport à 2016, notamment grâce à une progression de +5,0% du produit net bancaire, en ligne avec la progression des encours.

Le métier Gestion de fortune contribue à hauteur de **2% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2017 et de **4% aux revenus sous-jacents hors AHM**.

## Banque de proximité en France (LCL)

Le métier de Banque de proximité en France reflète, pour Crédit Agricole S.A., uniquement les résultats de sa filiale à 95,1% LCL. Les résultats des Caisses régionales de Crédit Agricole ne sont plus comptabilisés dans le périmètre Crédit Agricole S.A. depuis le début de l'exercice 2016.

Table 23. Banque de proximité en France (LCL) – contribution T4-17 et 2017

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>827</b>	<b>846</b>	<b>(3,9%)</b>	<b>3 492</b>	<b>3 447</b>	<b>+0,4%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(613)	(613)	+1,5%	(2 427)	(2 427)	(2,1%)
FRU	-	-	ns	(15)	(15)	(21,7%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>215</b>	<b>233</b>	<b>(15,8%)</b>	<b>1 050</b>	<b>1 005</b>	<b>+7,4%</b>
Coût du risque	(55)	(55)	+6,4%	(204)	(204)	+12,1%
Impôt	(144)	(39)	(17,8%)	(338)	(211)	+0,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>20</b>	<b>138</b>	<b>(19,4%)</b>	<b>488</b>	<b>567</b>	<b>+9,0%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>74,1%</b>	<b>72,4%</b>	<b>+3,9 pp</b>	<b>69,5%</b>	<b>70,4%</b>	<b>-1,8 pp</b>

### Activité

L'activité commerciale de LCL reste soutenue au quatrième trimestre 2017, permettant d'afficher à fin décembre 2017 des **encours de crédits** à 111,4 milliards d'euros, en hausse de **+8,4%** par rapport au 31 décembre 2016. Les encours de crédits à l'habitat augmentent encore de +7,4% sur l'année, mais cette activité suit la tendance de stabilisation du marché et connaît un ralentissement depuis deux trimestres. La production atteint ainsi +2,9 milliards d'euros ce trimestre contre +3,7 milliards d'euros au troisième trimestre 2017 et 11,9 milliards cumulés au premier semestre 2017. Au contraire, l'activité sur le segment des professionnels et entreprises est vigoureuse et accélère, se traduisant par une progression de +11,7% sur un an. Enfin, les encours de crédits à la consommation continuent de progresser, de +3,6% sur la même période.

De la même façon, les **encours de collecte totale** progressent de +4,5% sur un an pour atteindre 187,3 milliards d'euros à fin décembre 2017. La collecte bilan augmente de +6,6% en un an et s'élève à 106,4 milliards d'euros à fin décembre 2017, tirée tout au long de l'année par la hausse des dépôts à vue qui atteignent 45,0 milliards d'euros d'encours fin décembre (+14,3% par rapport à fin 2016) et représentent à cette date 42% du total des dépôts, contre 39% à fin décembre 2016. Parallèlement, l'encours des Livrets (Livret A, LEP, LDD) a progressé de +4,7% pour atteindre 36,3 milliards d'euros et celui de l'épargne logement (PEL, CEL) de +3,1% pour s'élever à 9,4 milliards d'euros. En assurance-vie, les encours s'élèvent à 60,6 milliards d'euros à fin décembre 2017 (+2,6% sur un an) alors que le poids des unités de compte progresse jusqu'à représenter 24,6% des encours, soit +1,9 point sur un an.

LCL poursuit également la très bonne dynamique engagée en début d'année sur **l'équipement des clients** comme le reflète le stock de contrats d'assurances dommages qui a augmenté de +71 000 contrats en un an (+7% entre décembre 2016 et 2017). Ainsi, entre fin 2015, date de référence du Plan moyen terme Ambition 2020, et fin décembre 2017, les taux d'équipement de la clientèle<sup>42</sup> sur l'assurance non-vie ont progressé de respectivement +2 points de pourcentage en assurance de biens, +1,2 point de pourcentage en assurance de personnes et +0,7% point de pourcentage en prévoyance. Parallèlement, le parc de cartes haut de gamme est en hausse nette de +45 000 en 2017 (+6% entre décembre 2016 et décembre 2017). Le taux d'équipement de la clientèle sur ce produit est en amélioration de 1,5 point de pourcentage par rapport à décembre 2015.

<sup>42</sup> Taux d'équipement : nombre de produits en stock/nombre de comptes à vue

**Table 24. Banque de proximité en France (LCL) – Encours de crédit**

Encours de crédit (Mds€)	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept. 16	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Déc./Déc.
Entreprises et professionnels	27,7	27,9	28,4	29,2	30,0	31,0	31,8	32,4	33,5	+11,7%
Consommation	6,7	6,6	6,5	6,7	6,9	6,9	6,9	7,0	7,1	+3,6%
Habitat	62,9	62,9	63,4	64,4	65,9	67,8	70,1	70,6	70,8	+7,4%
<b>TOTAL</b>	<b>97,3</b>	<b>97,4</b>	<b>98,3</b>	<b>100,2</b>	<b>102,7</b>	<b>105,7</b>	<b>108,8</b>	<b>110,0</b>	<b>111,4</b>	<b>+8,4%</b>

**Table 25. Banque de proximité en France (LCL) – Encours de collecte**

Encours de collecte (Mds€)*	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept. 16	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Déc./Déc.
Titres	9,2	8,9	8,6	9,0	9,4	9,7	10,2	10,0	10,0	+6,6%
OPCVM	13,5	12,2	11,3	11,1	10,8	10,7	10,4	10,4	10,2	(6,0%)
Assurance-vie	57,6	58,2	58,0	58,6	59,0	59,4	60,0	60,2	60,6	+2,6%
<b>Collecte Hors bilan</b>	<b>80,3</b>	<b>79,3</b>	<b>77,9</b>	<b>78,8</b>	<b>79,3</b>	<b>79,9</b>	<b>80,5</b>	<b>80,5</b>	<b>80,8</b>	<b>+1,9%</b>
Dépôts à vue	34,1	33,5	35,7	37,5	39,4	39,2	42,0	43,5	45,0	+14,3%
Epargne logement	8,8	9,1	9,1	9,2	9,1	9,4	9,4	9,4	9,4	+3,1%
Obligations	2,7	2,8	3,6	3,7	3,6	3,5	3,5	3,5	3,5	(0,9%)
Livrets*	36,4	37,9	35,9	35,0	34,6	36,2	36,5	37,3	36,3	+4,7%
CAT, PEP	12,8	13,6	13,3	13,3	13,1	12,7	12,5	12,4	12,2	(7,0%)
<b>Collecte Bilan</b>	<b>94,8</b>	<b>96,8</b>	<b>97,6</b>	<b>98,6</b>	<b>99,8</b>	<b>101,0</b>	<b>103,9</b>	<b>106,1</b>	<b>106,4</b>	<b>+6,6%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>175,1</b>	<b>176,1</b>	<b>175,5</b>	<b>177,4</b>	<b>179,1</b>	<b>180,8</b>	<b>184,5</b>	<b>186,7</b>	<b>187,2</b>	<b>+4,5%</b>

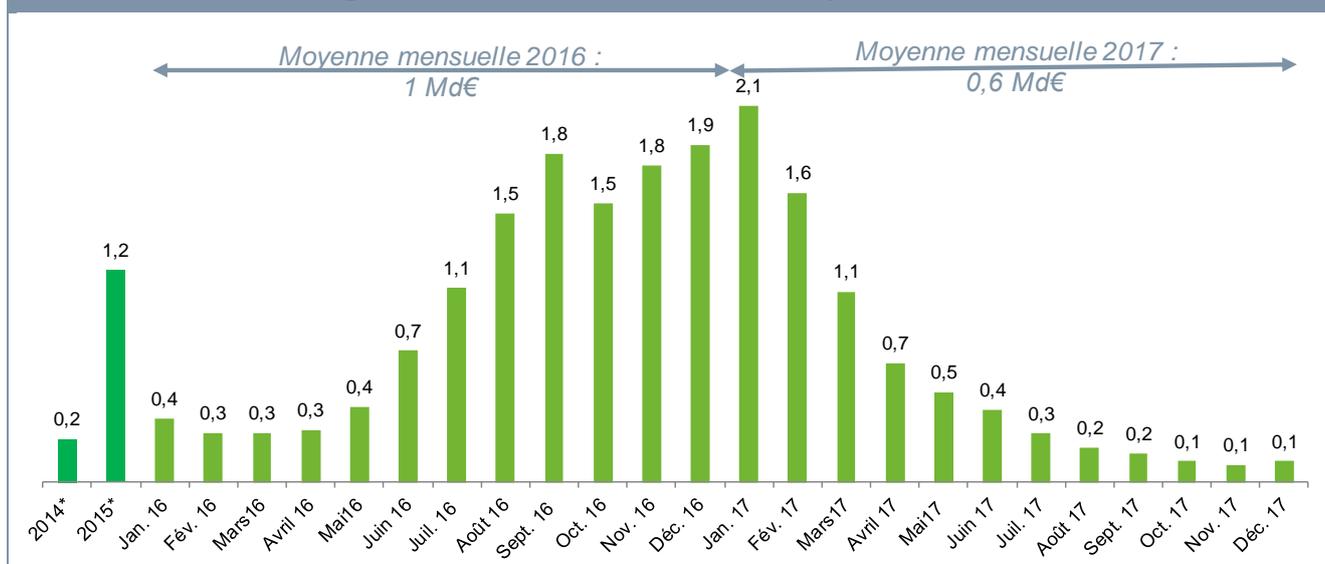
Livrets*, dont (Mds€)	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept. 16	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Déc./Déc.
Livret A	7,5	7,6	7,7	7,8	7,8	8,1	8,3	8,4	8,4	+8,1%
LEP	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	(3,7%)
LDD	7,6	7,8	7,8	7,8	7,7	7,8	7,9	7,9	7,8	+1,7%

\* Y compris épargne liquide entreprise

Les taux de crédits immobiliers à taux fixe<sup>43</sup> sur le marché français sont de nouveau en baisse au quatrième trimestre à **1,51%** en moyenne en décembre. Les volumes de **renégociations** au quatrième trimestre 2017 ont été modestes, à 0,3 milliard d'euros contre 0,6 milliard d'euros au troisième trimestre 2017 et 5,2 milliards d'euros au quatrième trimestre 2016. Ils ont amorcé leur baisse, mois après mois, depuis le début de l'année 2017, avec une décélération marquée à compter de la fin du premier semestre, passant ainsi de 2,1 milliards d'euros pour le mois de janvier 2017 à 0,1 milliard d'euros au mois de décembre 2017. Sur l'année 2017, ils totalisent 7,2 milliards d'euros, à comparer à 11,9 milliards d'euros sur 2016 et 14 milliards d'euros sur 2015. Les volumes de **remboursements anticipés** ont suivi la même tendance, passant de 0,6 milliard d'euros en janvier 2017 à 0,3 milliard d'euros en décembre et, en cumulé, de 1,9 milliard d'euros au premier trimestre 2017 à 1,0 milliard d'euros au dernier trimestre de l'année. Cette tendance s'accélère, le quatrième trimestre 2017 marquant une baisse de -32,1% par rapport au trimestre précédent.

<sup>43</sup> Source : Observatoire mensuel du Crédit Logement

Table 26. LCL – Renégociations de crédits immobiliers, par mois, 2014-2017



## Résultats

Les variations de la provision Epargne Logement constituent un élément spécifique récurrent dans les comptes de LCL. Au quatrième trimestre 2017, cette variation a un impact de +2 millions d'euros en produit net bancaire et de +1 million d'euros en résultat net part du Groupe ; ces impacts étaient de respectivement -17 millions d'euros et -11 millions d'euros au quatrième trimestre 2016.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'année 2017 ainsi que les mêmes périodes en 2016 sont détaillés en annexes p. 93.

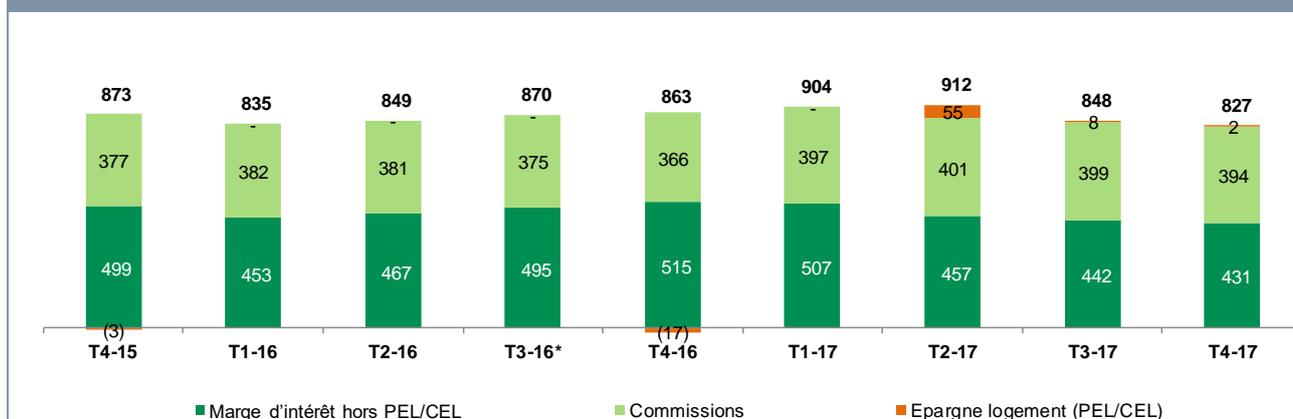
Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2017 s'établit à **138 millions d'euros**, en baisse de **-19,3%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Cette variation s'explique notamment par la baisse du volume des renégociations au quatrième trimestre 2017 par rapport au quatrième trimestre 2016, source de moindres commissions de renégociations.

Le **produit net bancaire sous-jacent** du trimestre atteint 846 millions d'euros, en **baisse de -3,9%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Il intègre les effets positifs des indemnités de remboursements anticipés pour +6 millions d'euros et les frais de renégociations pour +2 millions d'euros, soit un total de +8 millions d'euros (contre +39 millions au quatrième trimestre 2016 et +14 millions d'euros au troisième trimestre 2017). Retraité de cet effet positif mais en forte baisse entre les deux trimestres, le produit net bancaire sous-jacent est stable à -0,5% entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2017. La marge nette d'intérêt reste toujours contrainte par l'environnement de taux bas : hors impacts des provisions Epargne logement et des indemnités de remboursements anticipés et les frais de renégociations, elle affiche une baisse de -11,3% sur un an. Parallèlement, les commissions accélèrent depuis le début du second semestre et affichent une hausse de +7,8% par rapport au quatrième trimestre 2016, ou +13,5% en excluant l'amende Echanges Images Chèques (EIC) comptabilisée au quatrième trimestre 2017. L'ensemble des postes de commissions est en forte progression, soit +16,4% pour l'assurance et +17,8% pour la gestion mobilière. Les commissions de gestion de compte et moyens de paiement progressent quant à elles de +10,7% hors amende EIC. Les commissions contribuent ce trimestre à 49,1% du produit net bancaire sous-jacent.

**Table 27. LCL – Détail du produit net bancaire du T4-15 au T4-17**

Produit net bancaire (m€)	T4-15	T1-16	T2-16	T3-16*	T4-16	T1-17	T2-17	T3-17	T4-17	Δ T4/T4
<b>Marge d'intérêt</b>	<b>496</b>	<b>453</b>	<b>467</b>	<b>495</b>	<b>498</b>	<b>507</b>	<b>512</b>	<b>449</b>	<b>433</b>	<b>(13,0%)</b>
<i>Epargne logement (PEL/CEL)</i>	(3)	-	-	-	(17)	-	55	8	2	N.S.
<b>Marge d'intérêt hors PEL/CEL</b>	<b>499</b>	<b>453</b>	<b>467</b>	<b>495</b>	<b>515</b>	<b>507</b>	<b>457</b>	<b>442</b>	<b>431</b>	<b>(16,3%)</b>
<b>Commissions</b>	<b>377</b>	<b>382</b>	<b>381</b>	<b>375</b>	<b>366</b>	<b>397</b>	<b>401</b>	<b>399</b>	<b>394</b>	<b>+7,8%</b>
- Gestion mobilière	36	32	32	32	34	34	37	31	40	+17,8%
- Assurance	143	157	147	141	137	155	151	149	160	+16,4%
- Gestion de comptes services et moyens de paiement	198	194	202	201	194	208	213	219	194	+0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>873</b>	<b>835</b>	<b>849</b>	<b>870</b>	<b>863</b>	<b>904</b>	<b>912</b>	<b>848</b>	<b>827</b>	<b>(4,2%)</b>
<b>TOTAL HORS EL</b>	<b>877</b>	<b>835</b>	<b>849</b>	<b>870</b>	<b>880</b>	<b>904</b>	<b>857</b>	<b>841</b>	<b>825</b>	<b>(6,3%)</b>

\* Hors ajustement du coût de refinancement

**Table 28. LCL – Evolution du produit net bancaire, du T4-15 au T4-17**


\*Hors ajustement du coût de refinancement

Les **charges d'exploitation** s'élèvent à 613 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2017, en légère hausse (+1,5%) par rapport au quatrième trimestre 2016. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'établit à **72,4%**.

Le **coût du risque** s'élève à -55 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2017, en **hausse de +6,4%** par rapport au quatrième trimestre 2016 mais toujours à un niveau faible. Le coût du risque sur encours demeure toujours à un niveau très contenu à 17 points de base<sup>44</sup>.

**Sur l'exercice 2017**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **567 millions d'euros**, en hausse de **+9,0%** par rapport à 2016. Le produit net bancaire est en très légère progression, à +0,4% par rapport à 2016, sans effet significatif des commissions de renégociation et de remboursement anticipés (95 millions d'euros en 2017 contre 98 millions d'euros en 2016). Les charges d'exploitation hors FRU baissent quant à elles de -2,1% par rapport à 2016. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** ressort donc en amélioration de 1,8 point, à **70,4%** (hors impact de la contribution au FRU de -15 millions d'euros).

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** de LCL s'établit quant à lui à **12,3%** pour l'exercice 2017 à comparer à 11,9% en 2016.

En 2018, LCL devrait enregistrer la fin attendue de l'impact négatif des renégociations sur la marge d'intérêt et en contrepartie l'effet positif sur les revenus d'intérêt de la hausse des encours et de la poursuite de la progression des commissions.

LCL contribue à hauteur de **12% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'exercice 2017 et de **18% aux revenus sous-jacents hors AHM**.

Au 31 décembre 2017, les **fonds propres alloués** à LCL s'élèvent à **4,2 milliards d'euros** et les **emplois pondérés** sont de **44,1 milliards d'euros**.

<sup>44</sup> Relatif aux encours consolidés, calculé en moyenne annualisée sur quatre trimestres glissants.



## Banque de proximité à l'international (BPI)

Le pôle Banque de proximité à l'international comprend les réseaux de banque de proximité en Italie regroupés sous l'appellation « Gruppo Bancario Crédit Agricole Italia », notamment Cariparma, Friuladria et Carispezia, ainsi que l'ensemble des banques de proximité du Groupe à l'étranger, dont les principales sont Crédit Agricole Pologne, Crédit Agricole Ukraine, Crédit Agricole Egypte et Crédit du Maroc.

A noter sur 2017 :

- 'A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'entité Crédit Agricole Leasing Italie (Calit) est transférée du métier SFS/CAL&F à BPI Italie.
- Acquisition de trois Caisses d'épargne italiennes finalisée le 21 décembre 2017 : Cesena, Rimini et San Miniato

Table 29. Banque de proximité à l'international – contribution T4-17 et 2017

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>617</b>	<b>617</b>	<b>+1,0%</b>	<b>2 482</b>	<b>2 482</b>	<b>(0,9%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(449)	(409)	+2,0%	(1 547)	(1 506)	+0,7%
FRU	-	-	ns	(10)	(10)	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>168</b>	<b>209</b>	<b>(1,1%)</b>	<b>924</b>	<b>965</b>	<b>(3,5%)</b>
Coût du risque	(104)	(104)	(1,2%)	(429)	(429)	(5,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(4)	(1)	(10,8%)	(12)	(4)	x 7,5
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>60</b>	<b>103</b>	<b>(0,8%)</b>	<b>483</b>	<b>532</b>	<b>(2,4%)</b>
Impôt	(19)	(31)	+1,8%	(152)	(166)	(4,5%)
<b>Résultat net</b>	<b>41</b>	<b>72</b>	<b>+1,9%</b>	<b>331</b>	<b>366</b>	<b>(0,8%)</b>
Intérêts minoritaires	(12)	(21)	(3,6%)	(97)	(106)	(4,0%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>28</b>	<b>51</b>	<b>+4,3%</b>	<b>234</b>	<b>260</b>	<b>+0,6%</b>
<b>Coefficient d'exploitation (%)</b>	<b>72,8%</b>	<b>66,2%</b>	<b>+0,7 pp</b>	<b>62,3%</b>	<b>60,7%</b>	<b>+1,0 pp</b>

Les seuls éléments classés en spécifiques de BPI Italie dans les comptes du quatrième trimestre 2017 sont les frais liés à l'acquisition et à l'intégration des trois banques italiennes, soit -41 millions d'euros enregistrés en charges d'exploitation et -3 millions d'euros en ligne Gains ou pertes sur autres actifs, soit -23 millions d'euros en résultat net part du Groupe publié (après -5 millions d'euros enregistrés au troisième trimestre 2017 sur ces mêmes frais sur la ligne « Gains ou pertes sur autres actifs », soit -3 millions d'euros en résultat net part du Groupe publié). Au quatrième trimestre 2016 des frais liés au plan d'adaptation du Groupe Cariparma avaient été enregistrés pour -51 millions d'euros en charges d'exploitation, soit -25 millions d'euros en résultat net part du Groupe publié.

Au **quatrième trimestre 2017**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle s'élève à **51 millions d'euros**, en hausse de **+4,3%** par rapport au quatrième trimestre 2016 (+12% hors effet change). Le produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +1,0% (+2% hors effet change), tenant compte notamment des effets périmètre qui compensent l'impact de la dévaluation de la devise égyptienne en novembre 2016 et des effets non récurrents (la contribution de Cariparma au FITD - *Fondo Interbancario di Tutela dei Depositi* - pour -23 millions d'euros et la restructuration Lower Tier 2 pour -13 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2017). Les charges d'exploitation sous-jacentes affichent une hausse limitée à +2,0% (+2,3% hors effet change) compte tenu des effets périmètre et des investissements en Italie dans le cadre du PMT.

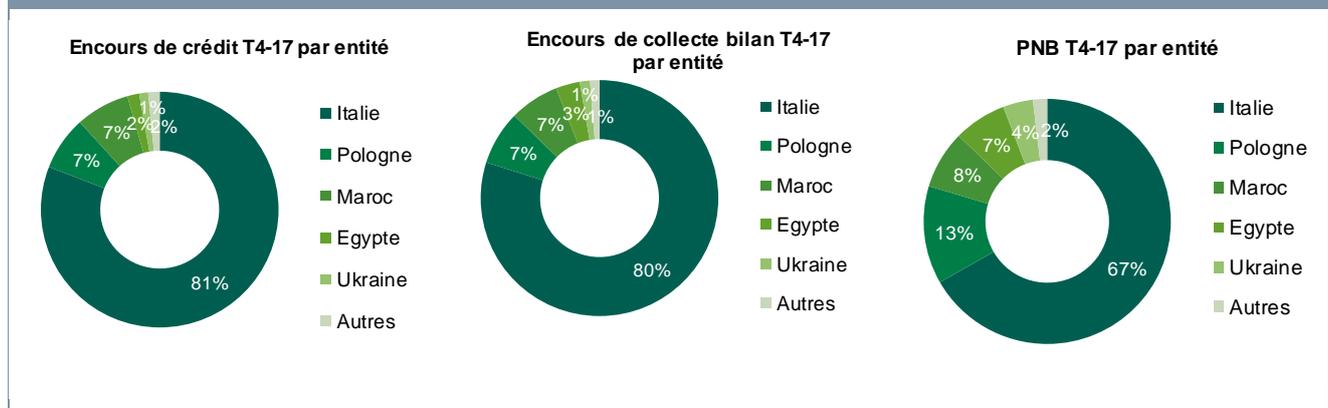
Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** du trimestre s'établit à **66,2%**.

**Sur l'exercice 2017**, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à **260 millions d'euros**, stable par rapport à 2016 (+13% hors effet change). Le **coefficient d'exploitation hors FRU** s'établit à **60,7%**, en amélioration de 1,0 point de pourcentage par rapport à 2016.

La Banque de proximité à l'international contribue à hauteur de **5% au résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) **sur 2017** et de **13% aux revenus sous-jacents** (hors AHM).

Au 31 décembre 2017, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à **3,7 milliards d'euros**; les **emplois pondérés** sont de **38,7 milliards d'euros**.

**Table 30. Banque de proximité à l'international – répartition géographique**



L'Italie, deuxième marché domestique du groupe après la France, représente entre les deux tiers (pour le PNB) et les quatre cinquièmes (pour les crédits) de ce pôle, suivi par la Pologne et le Maroc. Bien que l'Italie ne soit détenue par le Groupe qu'à hauteur de 76,7%, elle représente 62% du résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle en 2017.

## Banque de proximité en Italie (BPI Italie)

La Banque de proximité en Italie regroupe les réseaux de Gruppo Bancario Crédit Agricole Italia, qui opère sous les marques Crédit Agricole, Cariparma, Friuladria et Carispezia.

A noter qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'entité Crédit Agricole Leasing Italie (Calit) est transférée du pôle Services financiers spécialisés (CAL&F) à BPI-Italie.

**Table 31. BPI Italie – contribution T4-17 et 2017**

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>412</b>	<b>412</b>	<b>+0,9%</b>	<b>1 662</b>	<b>1 662</b>	<b>+2,2%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(315)	(275)	+0,9%	(1 039)	(998)	+3,5%
FRU	-	-	ns	(10)	(10)	+3,9%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>97</b>	<b>138</b>	<b>+0,7%</b>	<b>612</b>	<b>653</b>	<b>+0,3%</b>
Coût du risque	(75)	(75)	+15,9%	(314)	(314)	+3,7%
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>19</b>	<b>63</b>	<b>(12,6%)</b>	<b>288</b>	<b>336</b>	<b>(3,3%)</b>
Impôt	(9)	(21)	+4,7%	(99)	(113)	(5,3%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>7</b>	<b>30</b>	<b>(20,3%)</b>	<b>135</b>	<b>161</b>	<b>(3,3%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>76,4%</b>	<b>66,6%</b>	<b>+0,0 pp</b>	<b>62,5%</b>	<b>60,1%</b>	<b>+0,7 pp</b>

Sous-jacent : retraitement au T4-17 des frais liés à l'acquisition des trois banques italiennes, soit -41 millions d'euros enregistrés en ligne « charges d'exploitation » et -3 millions d'euros enregistrés en ligne « Gains ou pertes sur autres actifs », soit -23 millions d'euros en résultat net part du Groupe publié, voir p.93

## Activité

L'activité commerciale reste dynamique au quatrième trimestre 2017.

**Au 31 décembre 2017**, des mouvements de périmètre ont impacté BPI Italie. La consolidation des trois caisses d'épargne au 21 décembre 2017 apporte 6,9 milliards d'euros de collecte bilan, 3,9 milliards d'euros de collecte hors-bilan et 4,7 milliards d'euros de crédits. Ces montants représentent respectivement +19% des dépôts, +13% de la collecte gérée, +13% des crédits de BPI Italie avant l'acquisition. Le transfert de Calit du pôle SFS au métier BPI depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 représente 0,1 milliard d'euros de collecte bilan et 1,9 milliard de crédits à

fin décembre 2017 (soit respectivement 0,2% des dépôts, 5,1% des crédits de BPI Italie avant acquisition des trois caisses d'épargne).

En dehors de ces effets périmètre, l'encours de **collecte totale** de BPI Italie, à 65,1 milliards d'euros<sup>45</sup>, est en hausse de +4% par rapport au 31 décembre 2016. La **collecte hors bilan** hors titres en conservation est dynamique, et enregistre une progression de **+5,7%** de la collecte gérée sur la même période pour atteindre 29,7 milliards d'euros. L'encours de **collecte bilan** s'élève à 35,4 milliards d'euros à fin décembre 2017, en progression de **+2,6%** sur douze mois. L'encours de **crédits** atteint 35,6 milliards d'euros, en hausse de **+2,7%** (contre un marché italien en baisse<sup>46</sup>). Cette hausse est toujours tirée par le crédit à l'habitat dont l'encours progresse de +9,4% sur un an (contre un marché italien en hausse de +2,2%<sup>46</sup>). Les crédits aux grandes entreprises progressent eux de +13,6%.

**Table 32. BPI Italie - Encours de collecte et de crédit**

Cariparma (mds€)	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept. 16	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17***	Déc./Déc.**
<b>Total encours de crédits</b>	<b>33,7</b>	<b>33,8</b>	<b>34,5</b>	<b>34,7</b>	<b>34,7</b>	<b>37,2</b>	<b>37,7</b>	<b>37,1</b>	<b>42,3</b>	<b>+21,8%</b>
dont Crédits aux particuliers	15,6	15,7	15,9	16,2	16,5	17,2	17,5	17,6	22,6	+36,7%
dont Crédits aux professionnels et PME	15,7	15,7	15,9	15,7	15,6	15,0	15,0	14,8	14,9	(5,0%)
dont Crédits aux grandes entreprises	2,3	2,3	2,6	2,7	2,4	2,9	3,1	2,8	2,8	+13,6%
<b>Total encours de collecte bilan*</b>	<b>35,1</b>	<b>34,3</b>	<b>33,7</b>	<b>33,8</b>	<b>34,5</b>	<b>34,3</b>	<b>34,1</b>	<b>34,1</b>	<b>42,4</b>	<b>+22,9%</b>
<b>Total encours de collecte hors bilan**</b>	<b>60,2</b>	<b>61,9</b>	<b>63,5</b>	<b>27,4</b>	<b>28,1</b>	<b>28,9</b>	<b>29,4</b>	<b>30,0</b>	<b>33,7</b>	<b>+19,6%</b>
<b>Total collecte</b>	<b>95,3</b>	<b>96,2</b>	<b>97,2</b>	<b>61,2</b>	<b>62,6</b>	<b>63,2</b>	<b>63,5</b>	<b>64,2</b>	<b>76,1</b>	<b>+21,4%</b>

\* pro forma du reclassement au T3-16 de dépôts de clients financiers de la collecte bilan vers les ressources marché  
\*\* hors titres en conservation  
\*\*\* y compris l'apport des 3 caisses d'épargne italiennes à partir du 21/12/2017 (6,9 Mds€ de collecte bilan, 3,9 Mds€ de collecte hors bilan, 4,7 Mds€ de crédits)

## Résultats

Les seuls éléments classés en spécifiques de la BPI Italie dans les comptes du quatrième trimestre 2017 sont les frais liés au projet d'acquisition des trois banques italiennes, soit -41 millions d'euros enregistrés en ligne « Charges d'exploitation » et -3 millions d'euros en « Gains ou pertes sur autres actifs », soit -23 millions d'euros en résultat net part du Groupe publié. Au quatrième trimestre 2016, des frais liés au plan d'adaptation du Groupe Cariparma avaient été comptabilisés pour -51 millions d'euros en ligne « Charges d'exploitation », soit -25 millions d'euros en résultat net part du Groupe publié.

**Au quatrième trimestre 2017**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de BPI Italie s'établit à **30 millions d'euros**, en baisse de -20,3% par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le **produit net bancaire** s'élève à 412 millions d'euros, en progression de **+0,9%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Malgré des éléments non récurrents (une contribution de -23 millions d'euros au FITD - Fondo Interbancario di Tutela dei Depositi – et des frais de restructuration de Lower Tier 2 pour -13 millions d'euros), il se maintient en légère hausse en raison des effets périmètre et de la bonne performance des commissions (+6% par rapport au quatrième trimestre 2016), notamment sur la collecte hors bilan.

**Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** atteignent 275 millions d'euros, soit une progression de **+0,9%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Cette quasi-stabilité s'explique par les effets périmètre et le plan d'investissement réalisé dans le cadre du PMT (réseau de conseillers financiers, digital, dépenses informatiques) annulant la baisse liée aux éléments non récurrents (contribution au fonds de garantie des dépôts pour 16 millions d'euros au quatrième trimestre 2017 contre 11 millions d'euros au quatrième trimestre 2016 et contribution au plan de sauvegarde des banques italiennes pour 24 millions d'euros au quatrième trimestre 2016).

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** du trimestre s'établit à **66,6%**, stable par rapport au quatrième trimestre 2016.

<sup>45</sup> Hors titres en conservation

<sup>46</sup> Source ABI (Association bancaire italienne)

Le **coût du risque** atteint 75 millions d'euros au quatrième trimestre 2017. Il est stable hors effets périmètre. Les taux de couverture sont en hausse dans un contexte de baisse tendancielle des risques (-3% en 2017 comparé à 2016, hors effets périmètre).

Le coût du risque sur encours<sup>47</sup> ressort à 92 points de base, en baisse de -1 point de base sur un an (93 points de base au quatrième trimestre 2016). On note une stabilité malgré l'accroissement du taux de couvertures des créances. Le taux de créances dépréciées ressort à 11,5% hors crédit bail (mais y compris les trois banques italiennes) à fin décembre 2017 contre 13,1% à fin décembre 2016 ; le taux de couverture hors crédit bail y compris provisions collectives est en forte amélioration à 50,1% (y compris effets périmètre) contre 46,5% à fin décembre 2016.

**Sur l'exercice 2017**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **161 millions d'euros**, y compris les contributions au Fonds de Résolution Unique (FRU) pour -10 millions d'euros et au fond de garantie des dépôts à hauteur de -16 millions d'euros, cette dernière étant en hausse de +45% par rapport à 2016.

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **60,1%**, en légère hausse de +0,7 point par rapport à 2016. Le **coût du risque** est en hausse de +3,7%, mais en baisse de **-3% hors effets périmètre**, notamment Calit.

---

<sup>47</sup> Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

## Banque de proximité à l'international (Autres BPI)

Table 33. BPI hors Italie – contribution T4-17 et 2017

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>205</b>	<b>205</b>	<b>+1,2%</b>	<b>820</b>	<b>820</b>	<b>(6,7%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(134)	(134)	+4,4%	(508)	(508)	(4,2%)
FRU	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>71</b>	<b>71</b>	<b>(4,4%)</b>	<b>312</b>	<b>312</b>	<b>(10,6%)</b>
Coût du risque	(29)	(29)	(28,2%)	(115)	(115)	(23,7%)
Intérêts minoritaires	(9)	(9)	+23,2%	(44)	(44)	(10,0%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>+81,1%</b>	<b>99</b>	<b>99</b>	<b>+7,7%</b>
<b>Coefficient d'exploitation (%)</b>	<b>65,4%</b>	<b>65,4%</b>	<b>+2,0 pp</b>	<b>62,0%</b>	<b>62,0%</b>	<b>+1,7 pp</b>

### Activité

La Banque de proximité à l'international hors Italie (Autres BPI) enregistre également une activité commerciale dynamique et des résultats soutenus ce trimestre. Exprimés en euros, ils sont toutefois obérés par l'effet de change négatif, lié particulièrement à la dévaluation de la devise égyptienne en novembre 2016. C'est donc le dernier trimestre pour lequel cette dévaluation affectera la comparaison par rapport à la même période de l'année précédente. Néanmoins, la croissance en monnaie locale de ce métier est telle qu'au quatrième trimestre, le résultat net part du Groupe est en croissance significative également en Euro, malgré l'effet de la dévaluation.

L'encours de **collecte bilan** s'élève à 10,7 milliards d'euros à fin décembre 2017, en hausse de **+2%**<sup>48</sup> sur douze mois. Il est notamment porté par une forte hausse en Pologne (+8%), en Ukraine (+4%) et en Serbie (+16%). Le total d'encours de **collecte bilan et hors bilan** augmente de **+4%**<sup>48</sup> entre fin décembre 2016 et fin décembre 2017, s'élevant à 12,0 milliards d'euros. L'encours de **crédits** atteint 10,0 milliards d'euros à fin décembre, en hausse de **+3%**<sup>48</sup> sur un an. L'excédent net de collecte sur les crédits (nets de provisions) s'élève à +1,4 milliard d'euros à fin décembre 2017.

Table 34. BPI hors Italie - Encours de collecte et de crédit

Autres BPI (mds€)	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept. 16	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Déc./Déc.
<b>Total encours de crédits</b>	<b>10,2</b>	<b>9,9</b>	<b>10,1</b>	<b>10,3</b>	<b>9,9</b>	<b>10,0</b>	<b>10,0</b>	<b>9,9</b>	<b>10,0</b>	<b>+0,8%</b>
dont Crédits aux particuliers	5,3	5,2	5,2	5,3	5,1	5,1	5,1	5,1	5,1	+1,5%
dont Crédits aux professionnels et PME	1,1	0,9	1,0	1,1	1,0	1,2	0,8	0,8	0,8	(24,1%)
dont Crédits aux grandes entreprises	3,8	3,8	3,9	3,9	3,7	3,7	4,0	3,9	3,9	+5,4%
<b>Total encours de collecte bilan</b>	<b>11,5</b>	<b>11,0</b>	<b>11,1</b>	<b>11,5</b>	<b>10,8</b>	<b>10,7</b>	<b>10,6</b>	<b>10,5</b>	<b>10,7</b>	<b>(0,8%)</b>
<b>Total encours de collecte hors bilan</b>	<b>1,5</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>+9,2%</b>
<b>Total collecte</b>	<b>13,0</b>	<b>12,1</b>	<b>12,3</b>	<b>12,7</b>	<b>12,0</b>	<b>12,0</b>	<b>11,9</b>	<b>11,8</b>	<b>12,0</b>	<b>+0,2%</b>

<sup>48</sup> Hors effet change

## Résultats

Aucun élément spécifique n'est intégré dans les comptes du quatrième trimestre 2016 ou 2017, ni dans ceux des exercices 2016 ou 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent est donc identique au publié.

**Au quatrième trimestre 2017**, le **résultat net part du Groupe** des Autres BPI s'établit à **22 millions d'euros**, en hausse de **+81,1%** par rapport au quatrième trimestre 2016, et x2,5<sup>49</sup> hors effet change.

Le **produit net bancaire** est en hausse de +1,2% par rapport au quatrième trimestre 2016 à 205 millions d'euros, mais à **+8,8%**<sup>49</sup>.

Les **charges d'exploitation** enregistrent une hausse de +4,4%<sup>49</sup> sur la même période. Le **coefficient d'exploitation** s'établit à **65,4%**, en dégradation de 2 points par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le **coût du risque** recule quant à lui de -28,2% sur cette même période pour s'établir à -29 millions d'euros, soit -22,3%<sup>49</sup> hors effet change.

Plus particulièrement, sur le quatrième trimestre 2017:

- **l'Egypte** affiche un produit net bancaire toujours en progression à +3%<sup>49</sup> grâce aux crédits en devise locale, des charges contenues sous le niveau de l'inflation et un coût du risque en forte baisse (-57%<sup>49</sup>) malgré les effets de la dévaluation sur les encours en dollar US ;
- en **Pologne**, la performance opérationnelle s'améliore notablement ; à noter que la dépréciation intégrale de la survaleur au quatrième trimestre 2017 (-222 millions d'euros comptabilisés au sein du pôle Activités hors métiers - AHM), traduisant la rentabilisation plus lente qu'attendue du déploiement du modèle de banque de proximité, due à une forte concurrence dans un marché attrayant, et à un durcissement de l'environnement réglementaire et de taux récemment ;
- **l'Ukraine** affiche un résultat toujours à un haut niveau grâce à la progression du produit net bancaire et à la baisse du coût du risque courant ;
- **Le Crédit du Maroc** affiche un résultat net part du Groupe en légère baisse sur le quatrième trimestre 2017 en raison d'éléments non récurrents négatifs dans les charges et le coût du risque.

**Sur l'exercice 2017**, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle s'établit à **99 millions d'euros**, en hausse de **+7,7%** par rapport à 2016 (+61%<sup>49</sup> hors effet change), grâce à la baisse du coût du risque (-23,7% à change courant).

Le **coefficient d'exploitation** ressort à **62,0%**, en dégradation de 1,7 point par rapport à 2016.

---

<sup>49</sup> Hors effet change

## Services financiers spécialisés (SFS)

Le pôle Services financiers spécialisés comprend le crédit à la consommation (CA Consumer Finance – CACF) et les activités de leasing et d'affacturage (CA Leasing & Factoring – CAL&F).

A noter que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'entité Crédit Agricole Leasing Italie (Calit) a été transférée du métier CAL&F à BPI Italie.

**Table 35. Services financiers spécialisés – contribution T4-17 et 2017**

€m	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>671</b>	<b>671</b>	<b>(1,8%)</b>	<b>2 721</b>	<b>2 721</b>	<b>+2,8%</b>
<i>dont CACF</i>	539	539	(0,4%)	2 187	2 187	+3,8%
<i>dont CAL&amp;F</i>	132	132	(7,0%)	534	534	(1,0%)
Charges d'exploitation hors FRU	(372)	(372)	+1,7%	(1 393)	(1 393)	+1,6%
FRU	-	-	ns	(14)	(14)	+9,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>299</b>	<b>299</b>	<b>(5,8%)</b>	<b>1 314</b>	<b>1 314</b>	<b>+4,1%</b>
Coût du risque	(102)	(102)	(17,8%)	(440)	(440)	(21,1%)
Sociétés mises en équivalence	58	58	+4,6%	241	241	+16,2%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>255</b>	<b>255</b>	<b>+2,6%</b>	<b>1 114</b>	<b>1 114</b>	<b>+22,4%</b>
Impôt	(25)	(67)	+26,9%	(230)	(272)	+31,9%
Rés. net des activités abandonnées	(15)	(15)	ns	(1)	(1)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>186</b>	<b>144</b>	<b>(17,1%)</b>	<b>766</b>	<b>723</b>	<b>+17,9%</b>
<i>dont CACF</i>	115	110	(19,1%)	590	585	+21,0%
<i>dont CAL&amp;F</i>	71	33	(9,7%)	176	139	+6,5%
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>55,4%</b>	<b>55,4%</b>	<b>+1,9 pp</b>	<b>51,2%</b>	<b>51,2%</b>	<b>-0,6 pp</b>

Au quatrième trimestre 2017, le **résultat net part du Groupe publié** du pôle s'établit à **186 millions d'euros**, en hausse de **+9,6%** par rapport au quatrième trimestre 2016.

L'**élément spécifique**<sup>50</sup> du trimestre est l'effet positif, contrairement aux autres métiers pour lequel cet effet est négatif, de la revalorisation des impôts différés pour +42 millions d'euros, dont +37 millions d'euros pour CAL&F, lié à ses réserves latentes, et +5 millions d'euros pour CACF, comptabilisée en impôt.

Hors cet élément, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint **144 millions d'euros**, soit une baisse de **-17,1%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Ce trimestre est notamment marqué par deux facteurs chez CACF que sont la dépréciation des titres Forso et un effet de base défavorable sur l'impôt, qui était particulièrement bas au quatrième trimestre 2016.

**Sur l'exercice 2017**, le **résultat net part du Groupe publié** atteint **766 millions d'euros**, en hausse de +25,6% par rapport à 2016. Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** augmente quant à lui de **+17,9%** sur l'année pour s'établir à **723 millions d'euros**, grâce à une hausse du résultat brut d'exploitation (+4,1%), la baisse du coût du risque (-21,1%) et la hausse de la contribution des partenariats (mis en équivalence, +16,2%), malgré la hausse des impôts (+31,9%). Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU est stable, à 51,2%.

Le pôle Services financiers spécialisés contribue à hauteur de **15% au résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) **sur l'exercice 2017** et **14% aux revenus sous-jacents** (hors AHM).

Au 31 décembre 2017, les **fonds propres** alloués au pôle Services financiers spécialisés s'élèvent à **5,2 milliards d'euros**; les **emplois pondérés** sont de **54,4 milliards d'euros**.

Le **RoNE sous-jacent** du pôle est de 14,1% en 2017 à comparer à 11,7% en 2016.

<sup>50</sup> Pour le détail des éléments spécifiques du quatrième trimestre 2017 et du quatrième trimestre 2016, ainsi que des exercices 2017 et 2016, voir p. 74

## Crédit à la consommation (CACF)

Table 36. CA Consumer Finance – contribution T4-17 et 2017

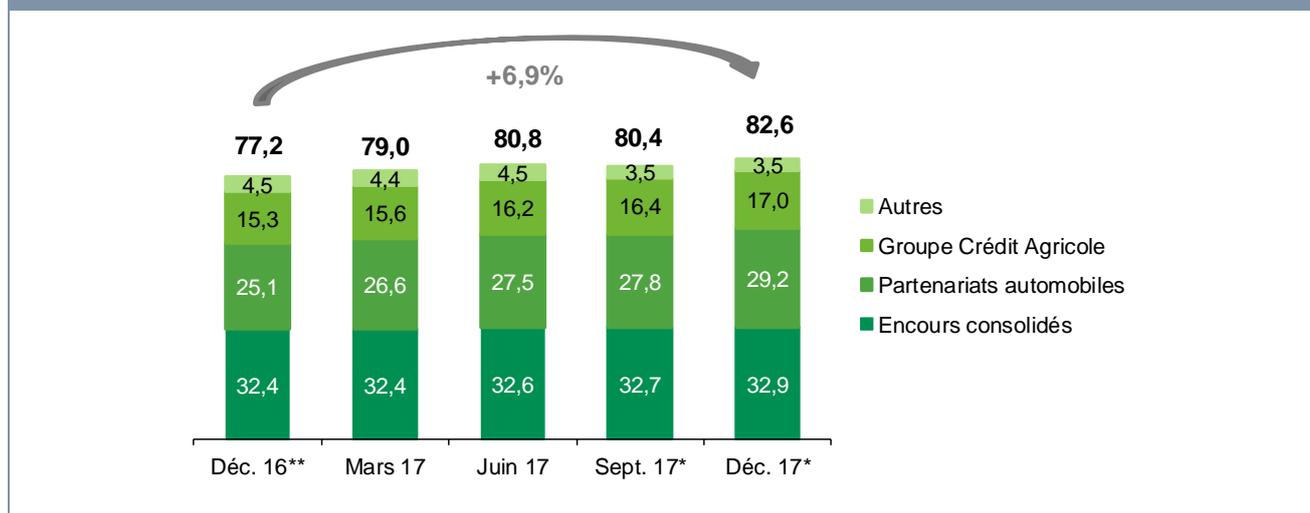
€m	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>539</b>	<b>539</b>	<b>(0,4%)</b>	<b>2 187</b>	<b>2 187</b>	<b>+3,8%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(305)	(305)	+2,3%	(1 116)	(1 116)	+2,2%
FRU	-	-	ns	(8)	(8)	+3,9%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>234</b>	<b>234</b>	<b>(3,7%)</b>	<b>1 063</b>	<b>1 063</b>	<b>+5,6%</b>
Coût du risque	(87)	(87)	(18,6%)	(391)	(391)	(20,9%)
Sociétés mises en équivalence	58	58	+4,6%	241	241	+16,2%
Impôt	(45)	(50)	+54,8%	(203)	(208)	+44,3%
Rés. net des activités abandonnées	(15)	(15)	ns	(1)	(1)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>115</b>	<b>110</b>	<b>(19,1%)</b>	<b>590</b>	<b>585</b>	<b>+21,0%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>56,6%</b>	<b>56,6%</b>	<b>+1,5 pts</b>	<b>51,0%</b>	<b>51,0%</b>	<b>-0,8 pp</b>

### Activité

CACF a connu un nouveau trimestre dynamique avec une **production** de +10,5 milliards d'euros au quatrième trimestre 2017, en hausse de +6,3% par rapport au quatrième trimestre 2016. Cette production reflète une activité commerciale soutenue non seulement en France mais aussi à l'international, principalement en Allemagne, au Portugal et en Chine. En conséquence, les **encours bruts gérés** progressent de **+6,9%** en un an (+5,4 milliards d'euros) pour atteindre **82,6 milliards d'euros** à fin décembre 2017, tirés principalement par le dynamisme de FCA Bank (+3,2 milliards d'euros) et les banques du Groupe (+1,7 milliard d'euros).

A noter au quatrième trimestre 2017 la cession par Agos d'un portefeuille de créances douteuses de 260 millions d'euros ; une opération similaire avait été réalisée au quatrième trimestre 2016 pour 380 millions d'euros. L'opération du quatrième trimestre 2017 a permis d'enregistrer un gain en ligne Coût du risque, qui a contribué à baisser ce dernier par rapport au même trimestre de 2016.

Table 37. Crédit à la consommation – encours bruts gérés (Mds€) (1/2)



(\*) 38% des encours sont localisés en France, 30% en Italie et 32% dans les autres pays.

(\*\*) Cession de créances douteuses par Agos (encours consolidés) de 380 m€ au T4-16 et de 260 m€ au T4-17

**Table 38. Crédit à la consommation - encours bruts gérés (2/2)**

(€bn)	Dec. 15 *	Mar. 16	Jun. 16	Sept. 16	Dec. 16 *	Mar. 17	Jun. 17	Sept. 17	Dec. 17	Δ Dec./Dec.
Consolidated loan book	32,2	32,2	32,4	32,4	32,4	32,4	32,6	32,7	32,9	+1,7%
Car finance partnerships	21,1	21,7	23,0	23,4	25,1	26,6	27,5	27,8	29,2	+16,3%
Crédit Agricole Group	13,5	13,7	14,4	14,8	15,3	15,6	16,2	16,4	17,0	+11,3%
Other	4,4	4,3	4,4	4,4	4,5	4,4	4,5	3,5	3,5	(22,5%)
<b>Total</b>	<b>71,2</b>	<b>71,9</b>	<b>74,2</b>	<b>75,0</b>	<b>77,2</b>	<b>79,0</b>	<b>80,8</b>	<b>80,4</b>	<b>82,6</b>	<b>+6,9%</b>
<i>O/w Agos (total managed loan book)</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,3</i>	<i>15,3</i>	<i>14,9</i>	<i>14,9</i>	<i>15,0</i>	<i>14,0</i>	<i>13,8</i>	<i>(7,2%)</i>

\* Disposal of doubtful loans by Agos for €579m in 2015, €380m in 2016 and €260m in Q4-17 (consolidated loan book)

Dépassant largement son objectif de Plan Moyen terme de 70%, CACF affiche un taux d'**autofinancement** de 78,9% à fin décembre 2017. Au cours du dernier trimestre de l'année, trois opérations de titrisation ont été réalisées avec succès, dont une première titrisation SRT (*Significant risk transfer*) réalisée par FCA Bank.

## Résultats

**Au quatrième trimestre 2017, le résultat net part du Groupe de CACF s'établit à 115 millions d'euros.**

Ce résultat est impacté ce trimestre par un **élément spécifique**<sup>51</sup> qui est la revalorisation des impôts différés pour +5 millions d'euros, comptabilisée en impôt. Au quatrième trimestre 2016, cette revalorisation était de -3 millions d'euros et était également le seul élément spécifique du trimestre (et de l'année).

Hormis cet élément, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de CACF s'établit à **110 millions d'euros**, en baisse de **-19,1%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Cette baisse s'explique par deux facteurs marquants, à savoir d'une part la dépréciation des titres Forso (en résultat des activités cédées) suite à l'arrêt du partenariat Ford, pour -15 millions d'euros, et d'autre part une base de comparaison très défavorable sur l'impôt, le taux d'imposition de CACF ayant été particulièrement bas au quatrième trimestre 2016 à 24%, à comparer à 34% ce trimestre hors impact de revalorisation des impôts différés actifs et passifs.

Le **produit net bancaire** atteint 539 millions d'euros, **stable** par rapport au quatrième trimestre 2016 (-0,4%) grâce à un bon niveau d'activité sur le trimestre. Les **charges d'exploitation** affichent une hausse de **+2,3%** sur douze mois sous l'effet de la poursuite des investissements informatiques et digitaux. Le **coefficient d'exploitation** du trimestre s'établit ainsi à **56,6%**, en légère hausse par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le **coût du risque** est de nouveau en forte baisse, de **-18,6%** entre le quatrième trimestre 2016 et le quatrième trimestre 2017. Cette baisse particulièrement importante reflète la cession d'un portefeuille de créances douteuses par Agos à des conditions très favorables. Le **coût du risque sur encours**<sup>52</sup> ressort à **110 points de base**, en **baisse de -30 points de base** par rapport au quatrième trimestre 2016, qui reflète surtout la baisse du coût du risque constatée tout au long de l'année 2017, et qui semble arrivée à un étiage, et dans une moindre mesure l'effet de la cession de créance.

La contribution des **sociétés mises en équivalence**, à 58 millions d'euros, enregistre une hausse de **+4,6%** grâce à de très bonnes performances des partenariats une nouvelle fois ce trimestre, et notamment de FCA Bank. La décision a par ailleurs été prise de ne pas renouveler le partenariat Forso avec Ford Crédit Europe. En conséquence, les titres Forso ont été dépréciés ce trimestre, se traduisant par une perte de -15 millions d'euros en **résultats des activités abandonnées**.

**Pour 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 585 millions d'euros**, en hausse de **+21,0%** par rapport à 2016, grâce à la hausse de +5,6% du résultat brut d'exploitation, la baisse de -20,9% du coût du risque et la progression de +16,2% de la contribution des sociétés mises en équivalence. Les charges incluent une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de -8 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **51,0%**, en **amélioration de 0,8 point** par rapport à 2016.

<sup>51</sup> Pour le détail des éléments spécifiques du quatrième trimestre 2017 et 2016, ainsi que des années 2017 et 2016, voir p. 74

<sup>52</sup> Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

## Leasing & factoring (CAL&F)

Crédit Agricole Leasing & Factoring (CA-LF) regroupe les activités de crédit-bail (mobilier et immobilier) destiné à une clientèle d'entreprises, et d'affacturage.

L'entité Crédit Agricole Leasing Italie (Calit) est transférée du pôle SFS au PI à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Table 39. CA Leasing & Factoring – contribution T4-17 et 2017

€m	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>132</b>	<b>132</b>	<b>(7,0%)</b>	<b>534</b>	<b>534</b>	<b>(1,0%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(66)	(66)	(0,8%)	(277)	(277)	(0,8%)
FRU	-	-	ns	(6)	(6)	+18,6%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>65</b>	<b>65</b>	<b>(12,5%)</b>	<b>252</b>	<b>252</b>	<b>(1,6%)</b>
Coût du risque	(15)	(15)	(12,8%)	(49)	(49)	(22,8%)
Sociétés mises en équivalence	-	-	ns	-	-	ns
Impôt	20	(18)	(16,0%)	(27)	(64)	+3,3%
Rés. net des activités abandonnées	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>71</b>	<b>33</b>	<b>(9,7%)</b>	<b>176</b>	<b>139</b>	<b>+6,5%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>50,4%</b>	<b>50,4%</b>	<b>+3,1 pts</b>	<b>51,8%</b>	<b>51,8%</b>	<b>+0,1 pts</b>

## Activité

Suite au transfert de Crédit Agricole Leasing Italie (Calit) vers le métier Banque de Proximité (BPI) en Italie au 1<sup>er</sup> janvier 2017, représentant 2,0 milliards d'euros d'encours à fin 2016, les **encours de crédit-bail** de CAL&F affichent facialement une baisse de -8,9%. Cependant, à périmètre constant, soutenus par une production dynamique de +5,0 milliards d'euros en 2017 (+7,6% par rapport à l'année 2016) dont +1,5 milliard d'euros au quatrième trimestre, les **encours de crédit-bail** sont en hausse de **+4,4%** par rapport au 31 décembre 2016. Le niveau d'activité a été particulièrement bon à l'international où les encours progressent de +17,7% sur un an comparé à +2,0% pour la France. Sur le marché français, l'année 2017 – et plus particulièrement le quatrième trimestre – a été particulièrement forte sur les énergies renouvelables, alors que l'international est tiré par une très bonne année en Pologne.

Le **chiffre d'affaires factoré** est quant à lui en augmentation de **+9,0%** par rapport au quatrième trimestre 2016 à 19,6 milliards d'euros. La production s'élève à 3,0 milliards d'euros sur le quatrième trimestre 2017 et à 9,6 milliards d'euros sur l'année (+6,3%), tirée par l'international grâce aux opérations lancées en Allemagne et au Portugal.

Table 40. Crédit Agricole Leasing & Factoring – Encours de Crédit-bail et C.A. factoré

(en Md€)	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept. 16	Déc. 16	Mars 17 *	Juin 17 *	Sept. 17 *	Déc. 17 *	Δ Déc./Déc.
Encours Crédit-bail	15,0	15,1	15,2	15,3	15,5	13,7	13,8	13,9	14,2	(8,9%)
dont France	11,2	11,3	11,3	11,3	11,5	11,5	11,5	11,5	11,7	+2,0%
Chiffre d'affaires factoré	18,0	16,3	17,8	16,2	18,0	17,2	18,3	17,4	19,6	+9,0%
dont France	11,7	10,5	11,9	10,5	12,2	11,6	12,2	11,4	13,1	+7,4%

\* Contribution de Crédit Agricole Leasing Italie transférée dans le métier BPI - Italie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017

## Résultats

Au quatrième trimestre 2017, le **résultat net part du Groupe** de CA Leasing & Factoring (CAL&F) s'établit à **71 millions d'euros**, soit un résultat quasiment doublé par rapport au quatrième trimestre 2016 (37 millions d'euros).

Ce résultat est impacté ce trimestre par un **élément spécifique**<sup>53</sup> qui est la revalorisation des impôts différés pour +37 millions d'euros, comptabilisée en impôt.

Hors cet élément, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de CAL&F s'établit à **33 millions d'euros**, en baisse de **-9,7%** par rapport au quatrième trimestre 2016. A périmètre constant, i.e. retraitement fait de la sortie de Calit, le résultat net part du Groupe sous-jacent baisse de -8,5% sur la même période.

Le **produit net bancaire** atteint 132 millions d'euros, en baisse de -7,0% par rapport au quatrième trimestre 2016. A périmètre constant, il est en légère baisse à **-1,1%**.

Les **charges d'exploitation** sont en légère baisse également sur la période à 66 millions d'euros (-0,8%). A périmètre constant en revanche, elles progressent de **+2,9%** en raison de la poursuite des investissements dans le digital, notamment sur l'application *Cash in time*, qui a conquis plus de 1 000 clients en trois mois, avec un taux de satisfaction de 100%. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** du trimestre s'établit à **50,4%**.

Enfin, le **coût du risque** est en baisse de **-12,8%** par rapport au quatrième trimestre 2016 à 15 millions d'euros.

**Sur l'exercice 2017**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **139 millions d'euros**, en hausse de **+6,5%** par rapport à 2016. Hors effet périmètre, il est en hausse de +8,4%, principalement grâce à la hausse de +5,4% des revenus. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **51,8%**.

<sup>53</sup> Pour le détail des éléments spécifiques du quatrième trimestre 2017 et 2016, ainsi que des années 2017 et 2016, voir p. 74

## Grandes clientèles (CACIB et CACEIS)

Le pôle Grandes clientèles regroupe les activités de Banque de marché, de Banque d'investissement, de Financements structurés et de Banque commerciale regroupées au sein de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank (CACIB), ainsi que les Services financiers aux institutionnels (CACEIS).

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 305</b>	<b>1 313</b>	<b>+4,9%</b>	<b>5 332</b>	<b>5 455</b>	<b>+3,8%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(816)	(816)	+3,8%	(3 099)	(3 099)	+2,0%
FRU	-	-	ns	(139)	(139)	(6,6%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>489</b>	<b>498</b>	<b>+6,6%</b>	<b>2 094</b>	<b>2 217</b>	<b>+7,3%</b>
Coût du risque de crédit	(37)	(37)	(64,1%)	(203)	(203)	(55,5%)
Coût du risque juridique	-	-	ns	(115)	(115)	+15,0%
Sociétés mises en équivalence	(15)	(0)	ns	277	175	(17,2%)
Impôts	(263)	(176)	+60,4%	(710)	(663)	+69,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>174</b>	<b>283</b>	<b>+3,0%</b>	<b>1 307</b>	<b>1 374</b>	<b>+6,0%</b>
dont BFI	141	253	+1,0%	1 184	1 254	+4,3%
dont SFI	34	30	+24,1%	123	119	+27,7%
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>62,5%</b>	<b>62,1%</b>	<b>-0,6 pp</b>	<b>58,1%</b>	<b>56,8%</b>	<b>-1,0 pp</b>

Sous-jacent : retraité des impacts comptables (couverture de portefeuilles de prêts, DVA), voir p.95.

Au quatrième trimestre 2017, le **résultat net part du Groupe publié** du pôle Grandes clientèles s'établit à **174 millions d'euros**, en baisse de -35,5% par rapport au quatrième trimestre 2016.

Les **éléments spécifiques**<sup>54</sup> du trimestre sont :

- le DVA (*Debt Valuation Adjustment*) : -5 millions d'euros en produit net bancaire et -3 millions d'euros en résultat net part du Groupe, comptabilisé dans la BFI/Banque de marché et d'investissement ;
- les couvertures de portefeuilles de prêts : -4 millions d'euros en produit net bancaire et -3 millions d'euros en résultat net part du Groupe, comptabilisées dans la BFI/Banque de financement ;
- l'effet de la surtaxe d'impôt en France, qui est positif dans le cadre de l'intégration fiscale compte tenu de la position déficitaire en France de CACIB à hauteur de +29 millions d'euros ; mais CACIB s'engage à rétrocéder aux clients de ses véhicules de financements spécialisés en crédit bail le gain sur le déficit fiscal généré par ces véhicules, soit une charge au titre de la surtaxe ce trimestre de -40 millions d'euros ; le solde de ces deux éléments est donc négatif au titre de la surtaxe d'IS de -11 millions d'euros en ligne Impôt ;
- d'autre part, l'ajustement des stocks d'impôts différés pour refléter les changements de taux futurs d'impôt sur les sociétés, en France et aux Etats Unis, a eu un impact négatif de -83 millions d'euros , enregistré en ligne Impôt (-81 millions d'euros en résultat net part du Groupe) ;
- toujours sur la ligne Impôt, CACEIS a bénéficié d'un remboursement de la taxe de 3% payée depuis 2012 sur ses dividendes, pour un effet de +5 millions d'euros ;
- un ajustement sur la plus-value nette sur la cession de la participation dans la BSF - *Banque Saudi Fransi* - pour - 15 millions d'euros, comptabilisée dans la BFI/Banque de financement

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle Grandes clientèles atteint **283 millions d'euros**, soit une hausse de **+3,0%** par rapport au quatrième trimestre 2016.

Sur l'exercice 2017, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **1 374 millions d'euros**, en hausse de **+6,0%** par rapport à 2016. Cet exercice inclut des dotations aux provisions pour risque juridique non allouées

<sup>54</sup> Pour le détail des éléments spécifiques du quatrième trimestre 2017 et 2016, ainsi que l'année 2017 et 2016, voir p. 74

à des dossiers spécifiques à hauteur de -115 millions d'euros contre -100 millions d'euros en 2016, non déductibles fiscalement.

Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **56,8%**, en **amélioration d'1,0 point** par rapport à 2016.

**Les éléments spécifiques du compte de résultat pour 2017 et 2016** incluent les postes récurrents de même nature que pour le quatrième trimestre 2017 et 2016, ainsi que la plus-value nette de cession d'une participation de 16,2% dans la BSF (et son ajustement au quatrième trimestre 2017) et les différents effets fiscaux mentionnés pour le quatrième trimestre. Leur impact avant impôt est de -67 millions d'euros en résultat net part du Groupe pour l'année 2017 et de -41 millions d'euros pour l'année 2016.

*Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'exercice 2017 ainsi que les mêmes périodes en 2016 sont détaillés en annexe p 95.*

Le pôle Grandes clientèles contribue à hauteur de **29% au résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) **sur 2017** et **28% aux revenus sous-jacents** (hors AHM).

Au 31 décembre 2017, les fonds propres alloués au pôle Grandes clientèles s'élèvent à **10,3 milliards d'euros** dont **6,3 milliards d'euros** pour la Banque de **financement**, **3,2 milliards d'euros** pour la **Banque de marché et d'investissement** et **0,8 milliard d'euros** pour les **Services financiers aux institutionnels**.

Les **encours pondérés** du pôle sont de **108 milliards d'euros** dont 66 milliards d'euros pour la Banque de financement, 34 milliards d'euros pour la Banque de marché et d'investissement et 8 milliards d'euros pour les Services financiers aux institutionnels.

## Banque de financement et d'investissement (BFI)

**Table 42. Banque de financement et d'investissement – contribution T4-17 et 2017**

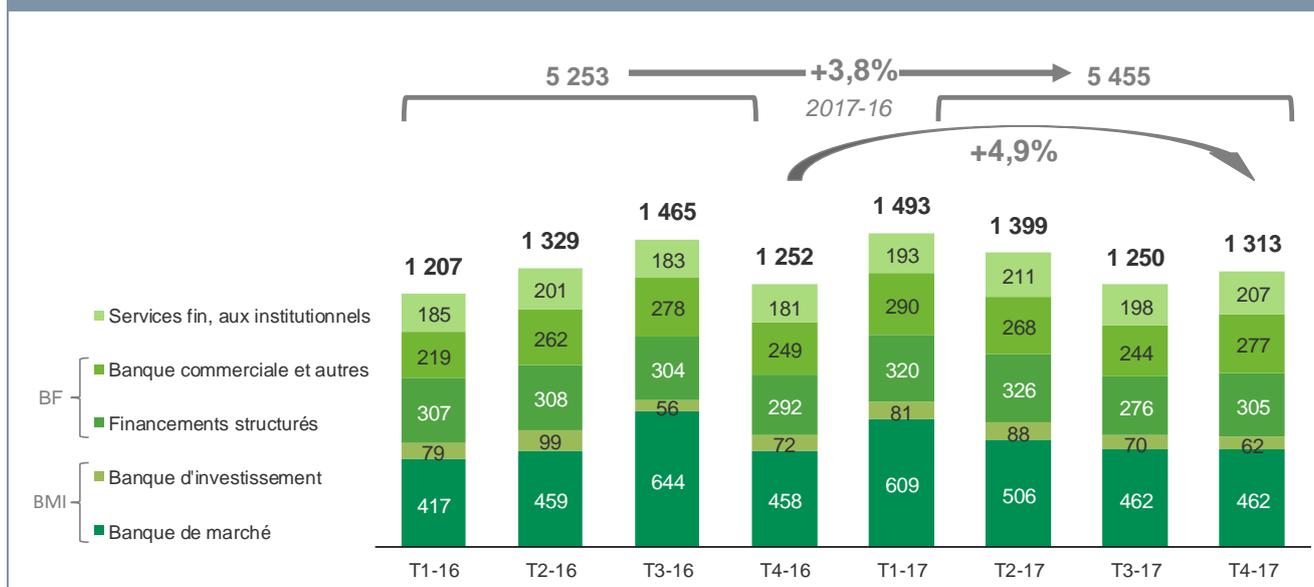
En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 097</b>	<b>1 106</b>	<b>+3,2%</b>	<b>4 523</b>	<b>4 646</b>	<b>+3,2%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(656)	(656)	+3,2%	(2 482)	(2 482)	+1,6%
FRU	-	-	ns	(139)	(139)	(1,5%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>441</b>	<b>450</b>	<b>+3,3%</b>	<b>1 903</b>	<b>2 026</b>	<b>+5,5%</b>
Coût du risque de crédit	(37)	(37)	(64,0%)	(203)	(203)	(55,5%)
Coût du risque juridique	-	-	ns	(115)	(115)	+15,0%
Sociétés mises en équivalence	(15)	(0)	ns	277	175	(17,2%)
Impôts	(255)	(164)	+53,1%	(664)	(614)	+72,1%
Intérêts minoritaires	(3)	(6)	+68,0%	(25)	(27)	(1,3%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>141</b>	<b>253</b>	<b>+0,9%</b>	<b>1 184</b>	<b>1 254</b>	<b>+4,3%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>59,8%</b>	<b>59,3%</b>	<b>-0,0 pp</b>	<b>54,9%</b>	<b>53,4%</b>	<b>+2,3 pts</b>

*Sous-jacent : Retraité des impacts comptables (DVA, couvertures des portefeuilles de prêts), voir p. 84*

## Activité

Dans un environnement restant défavorable aux activités de marché - notamment la faible volatilité et les taux d'intérêt bas - et malgré une comparaison pénalisante par rapport au quatrième trimestre 2016, les produits de titrisation, de crédit, d'émissions d'actions, d'obligations convertibles et le M&A affichent une bonne performance en 2017.

**Table 43. Banque de financement et d'investissement – revenus sous-jacents par métier**



Sous-jacent : Retraité des impacts comptables (couvertures des portefeuilles de prêts, DVA), voir p.84.

## Résultats

**Au quatrième trimestre 2017**, le résultat net part du Groupe publié de la BFI s'établit à **141 millions d'euros**. Hors les éléments spécifiques mentionnés ci-dessus, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** ressort à **253 millions d'euros**, en hausse de **+0,9%** par rapport au quatrième trimestre 2016, du fait notamment d'une bonne croissance des revenus et d'une baisse du coût du risque, malgré la forte hausse des impôts (taux effectif de 38,8% contre 32,3% au quatrième trimestre 2016).

Le **produit net bancaire sous-jacent** atteint 1 106 millions d'euros, en progression par rapport au quatrième trimestre 2017 de **+3,2%**.

Les **charges d'exploitation** s'élèvent à 656 millions d'euros au quatrième trimestre 2017, en hausse de **+3,2%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** reste stable à **59,3%**.

Le **coût du risque de crédit** est en baisse de **-64,0%** par rapport au quatrième trimestre 2016, grâce à la reprise de provisions collectives et juridiques dédiées, et confirme la baisse tendancielle par rapport à l'année 2016. Le ratio de **coût du risque sur encours**<sup>55</sup> pour la Banque de financement reste à un niveau bas, à **15 points de base**, en baisse de **-4 points de base** par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le **résultat publié des sociétés mises en équivalence** affiche un ajustement de la plus-value nette de cession d'une partie de la participation dans BSF pour - 15 millions d'euros. Ce montant a été reclassifié en éléments spécifiques. Le résultat sous-jacent des mises en équivalence est donc égal à zéro, contre 29 millions d'euros au quatrième trimestre 2016, du fait de la déconsolidation de BSF intervenu en septembre 2017.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de la BFI est composé de la **contribution de la Banque de financement** à hauteur de **179 millions d'euros (-1,6%** par rapport au quatrième trimestre 2016) et de la **Banque de marché et d'investissement** à hauteur de **73 millions d'euros (+7,8%** par rapport au quatrième trimestre 2016).

**Sur l'exercice 2017**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **1 254 millions d'euros**, en hausse de **+4,3%** par rapport à 2016. L'exercice 2017 inclut des dotations aux provisions pour risque juridique non

<sup>55</sup> Relatif aux encours consolidés, calculé en moyenne annualisée sur quatre trimestres glissants.

allouées à des dossiers spécifiques à hauteur de -115 millions d'euros, contre -100 millions d'euros en 2016. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **53,4%**, une **amélioration de 0,8 point**.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'exercice 2017 ainsi que les mêmes périodes en 2016 sont détaillés en annexe p 95.

## Banque de financement (BF)

Table 44. Banque de financement – contribution T4-17 et 2017

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>578</b>	<b>582</b>	<b>+7,6%</b>	<b>2 249</b>	<b>2 305</b>	<b>+3,9%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(238)	(238)	(1,4%)	(825)	(825)	(0,8%)
FRU	-	-	ns	(139)	(139)	(1,5%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>340</b>	<b>344</b>	<b>+14,9%</b>	<b>1 285</b>	<b>1 342</b>	<b>+7,7%</b>
Coût du risque de crédit	(29)	(29)	(66,5%)	(202)	(202)	(56,2%)
Coût du risque juridique	-	-	ns	(58)	(58)	+15,0%
Sociétés mises en équivalence	(15)	(0)	ns	277	175	(17,2%)
Impôts	(233)	(141)	x 2,6	(500)	(426)	x 2,5
Intérêts minoritaires	(2)	(4)	+27,6%	(18)	(18)	+8,2%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>71</b>	<b>179</b>	<b>(1,7%)</b>	<b>797</b>	<b>825</b>	<b>+8,7%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>41,2%</b>	<b>40,9%</b>	<b>-3,8 pp</b>	<b>36,7%</b>	<b>35,8%</b>	<b>+4,6 pts</b>

## Activité

Les revenus des **Financements structurés**, en hausse de **+5%** par rapport au quatrième trimestre 2016, s'établissent à 305 millions d'euros au quatrième trimestre 2017. Ils traduisent des tendances favorables dans les secteurs aéronautiques, ferroviaires et financements d'acquisitions.

CACIB gagne par ailleurs 1,5 points de part de marché en 2017 sur le financement de projets en zone EMEA sur lequel il se classe au deuxième rang avec une part de marché de 4,2% à fin décembre 2017<sup>56</sup>. Par ailleurs, en application de son modèle *Distribute to Originate*, la Banque de financement a enregistré un taux de redistribution primaire moyen sur l'année 2017 de 39%, soit +4 points par rapport à fin décembre 2016 et +12 points par rapport à fin 2013, année d'intensification de cette politique.

Les principales opérations du trimestre de la Banque de financement sont les suivantes :



La **Banque commerciale** affiche ce trimestre un **produit net bancaire sous-jacent** de 277 millions d'euros en hausse de **+11%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Les revenus ont été favorablement impactés par une reprise de l'activité commerciale des crédits syndiqués et par une dynamique positive des financements du Private Equity. CACIB se place au premier rang des crédits syndiqués en France, en nombre comme en volume (*source Thomson Reuters*).

## Résultats

Au **quatrième trimestre 2017**, la **Banque de financement** dans son ensemble affiche un résultat net part du Groupe publié de 71 millions d'euros. Il est à noter que, outre les éléments spécifiques habituels (les couvertures de portefeuilles de prêts pour -3 millions d'euros), ce trimestre compte également un

<sup>56</sup> Teneur de livres (Source Thomson Financial 31/12/2017)

ajustement sur la cession de la participation de 16,2% dans la BSF pour - 15 millions d'euros, la revalorisation des impôts différés pour -80 millions d'euros et l'effet net de surtaxe d'impôt sur les sociétés en France de -11 millions d'euros. **Le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 179 millions d'euros**, soit une légère baisse de **-0,6%** par rapport au quatrième trimestre 2016.

**Sur 2017**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 825 millions d'euros**, en hausse de **+9,0%** par rapport à 2016. Ils incluent une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de -139 millions d'euros. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **35,8%**.

*Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'année 2017 ainsi que les mêmes périodes en 2016 sont détaillés en annexe p. 95*

## Banque de marché et d'investissement (BMI)

**Table 45. Banque de marché et d'investissement – contribution T4-17 et 2017**

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>519</b>	<b>524</b>	<b>(1,2%)</b>	<b>2 275</b>	<b>2 341</b>	<b>+2,5%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(418)	(418)	+6,0%	(1 657)	(1 657)	+2,9%
FRU	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>101</b>	<b>106</b>	<b>(22,1%)</b>	<b>618</b>	<b>684</b>	<b>+1,4%</b>
Coût du risque de crédit	(8)	(8)	(50,1%)	(1)	(1)	(95,6%)
Coût du risque juridique	-	-	ns	(58)	(58)	x 2,3
Impôts	(22)	(24)	(55,1%)	(165)	(188)	+1,0%
Intérêts minoritaires	(2)	(2)	x 15,9	(8)	(9)	(16,1%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>70</b>	<b>73</b>	<b>+7,8%</b>	<b>387</b>	<b>429</b>	<b>-3,3%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>80,5%</b>	<b>79,7%</b>	<b>+5,4 pts</b>	<b>72,8%</b>	<b>70,8%</b>	<b>+0,3 pts</b>

Les revenus de la **Banque de marché** s'élèvent à 462 millions d'euros ce trimestre, en légère hausse de **+1%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Les activités de marché réalisent une bonne performance en dépit d'une faible volatilité impactant les activités de taux et change. Les activités de crédit et de titrisation se sont bien tenues. Il est à noter que le quatrième trimestre 2017 marque un retour à la normale par rapport à la saisonnalité habituelle de la BFI, hors des dynamiques ponctuelles de l'an dernier liées au Brexit et aux élections américaines.

**En 2017**, CACIB se positionne à la deuxième place mondiale du classement sur les émissions obligataires en euros par des institutions financières en euros. Dans le domaine des financements verts, CACIB est toujours numéro un mondial sur le marché des Green bonds avec 59 opérations réalisées en 2017<sup>57</sup>.

La VaR s'établit toujours à un très faible niveau, à 6,7 millions d'euros en moyenne sur le trimestre.

La **Banque d'investissement** maintient un bon niveau d'activité ce trimestre grâce au M&A ; CACIB se classe 5<sup>ème</sup> en conseil M&A en France sur 2017 avec 59 opérations réalisées sur la période.

<sup>57</sup> Teneur de livres toutes devises confondues (Source Bloomberg)

Les mandats significatifs de la Banque de marché et d'investissement comprennent, au quatrième trimestre 2017, les opérations suivantes :



Au quatrième trimestre 2017, la Banque de marché et d'investissement affiche un résultat net part du Groupe publié de 70 millions d'euros. Retraité du DVA, dont l'impact est de -4 millions d'euros, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 73 millions d'euros, en hausse de +7,8% par rapport au quatrième trimestre 2016.

En 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent atteint 429 millions d'euros, soit une baisse de -3,3% par rapport à 2016. L'exercice 2017 inclut le DVA pour -42 millions d'euros et des dotations aux provisions pour risque juridique non allouées à des dossiers spécifiques pour -58 millions d'euros (-20 millions d'euros comptabilisés au premier trimestre 2017, et -38 millions d'euros comptabilisés au troisième trimestre 2017).

Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU ressort à 70,8%.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'exercice 2017 ainsi que les mêmes périodes en 2016 sont détaillés en annexe p.95.

## Services financiers aux institutionnels (CACEIS)

Table 46. Services financiers aux institutionnels – contribution T4-17 et 2017

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>207</b>	<b>207</b>	<b>+14,6%</b>	<b>809</b>	<b>809</b>	<b>+7,8%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(160)	(160)	+6,6%	(618)	(618)	+2,2%
FRU	-	-	ns	(0)	(0)	(94,7%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>47</b>	<b>47</b>	<b>+53,3%</b>	<b>191</b>	<b>191</b>	<b>+31,1%</b>
Impôts	(8)	(12)	x 4,7	(46)	(49)	+42,1%
Intérêts minoritaires	(6)	(6)	+21,9%	(22)	(22)	+25,6%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>34</b>	<b>30</b>	<b>+25,4%</b>	<b>123</b>	<b>120</b>	<b>+28,1%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>77,1%</b>	<b>77,1%</b>	<b>-5,8 pp</b>	<b>76,4%</b>	<b>76,4%</b>	<b>-4,2 pp</b>

Sous-jacent : au quatrième trimestre 2017, revalorisation des impôts différés pour -1 millions d'euros et remboursement de la taxe de 3% sur dividende pour +5 millions d'euros.

## Activité

Au quatrième trimestre 2017, CACEIS affiche une très bonne croissance des encours tant conservés qu'administrés, soutenue par une forte dynamique commerciale, par le développement de la clientèle et par un effet marché positif. Les encours conservés progressent ainsi de +5,3%/+134 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2016 pour atteindre 2 656 milliards d'euros, portés par l'arrivée de nouveaux clients et par la croissance de la clientèle existante, ainsi que par la hausse des marchés actions. Les encours administrés progressent sur la même période de +12,4%/+194 milliards d'euros pour s'établir à fin décembre 2017 à 1 762 milliards d'euros.

**Table 47. Services financiers aux institutionnels – Encours**

Mds€	Déc. 15	Mars 16	juin. 16	Sept. 16	Déc. 16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Déc/Déc
Encours conservés	2 327	2 323	2 329	2 435	2 522	2 583	2 647	2 612	2 656	+5,3%
Encours administrés	1 477	1 477	1 494	1 536	1 568	1 643	1 678	1 725	1 762	+12,4%

## Résultats

**Au quatrième trimestre 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent de CACEIS s'établit à 30 millions d'euros, en hausse de +24,1% par rapport au quatrième trimestre 2016.**

Le **produit net bancaire** progresse de **+14,6%** par rapport au quatrième trimestre 2016, en lien avec le développement de l'activité, grâce à la hausse des commissions d'administration et de distribution, et à la progression des revenus de trésorerie liée à la refacturation des taux d'intérêt négatifs aux clients.

Du fait d'investissements en cours, les **charges d'exploitation** sont en hausse de **+6,6% hors FRU** par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le taux d'impôt effectif affiche également une progression, notamment liée à un effet de base défavorable. Le **coefficient d'exploitation hors FRU s'améliore de 5,8 points** en un an pour s'établir à **77,1%**.

**Sur l'exercice 2017, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 119 millions d'euros, en hausse de +27,7% par rapport à 2016.** Les revenus progressant de **+7,8%** en un an et les charges (hors FRU) étant en hausse limitée sur la même période (+2,2%), le **coefficient d'exploitation hors FRU** ressort à **76,4%**, en **amélioration de 4,2 points** en un an.

## Activités hors métiers (AHM)

*Ce pôle comprend principalement la fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A., la gestion actif-passif et la gestion des dettes liées aux acquisitions de filiales ou de participations financières. Il inclut également :*

- *le résultat des activités de capital-investissement et de diverses autres sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. (UniÉditions, Foncaris, CA Immobilier, etc.),*
- *les résultats des sociétés de moyens, des sociétés immobilières d'exploitation et des activités en réorganisation portant des immeubles affectés à plusieurs pôles,*
- *les effets nets de l'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. ainsi que la réévaluation des dettes structurées émises par Crédit Agricole CIB.*

**Table 48. Activités hors métiers – contribution T4-17 et 2017**

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(329)</b>	<b>(198)</b>	<b>+26,3%</b>	<b>(656)</b>	<b>(597)</b>	<b>(44,6%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(188)	(188)	(14,9%)	(728)	(728)	(6,3%)
FRU	-	-	ns	(61)	(61)	+28,4%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(517)</b>	<b>(386)</b>	<b>+2,3%</b>	<b>(1 505)</b>	<b>(1 446)</b>	<b>(25,8%)</b>
Coût du risque	(13)	(13)	+37,5%	(6)	(6)	(77,4%)
Sociétés mises en équivalence	(1)	3	(91,7%)	177	74	+3,9%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3)	(3)	(60,0%)	(4)	(4)	(92,7%)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(347)</b>	<b>(399)</b>	<b>+10,6%</b>	<b>(1 152)</b>	<b>(1 383)</b>	<b>(29,4%)</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(423)</b>	<b>(287)</b>	<b>+20,7%</b>	<b>(865)</b>	<b>(894)</b>	<b>(29,5%)</b>

*Sous-jacent : Retraité des impacts comptables (spread émetteur, etc.) cf. p.84*

Le résultat du pôle AHM est impacté ce trimestre par des **éléments spécifiques** de différentes natures :

- le spread émetteur dont l'impact s'établit à -95 millions d'euros en revenus (-62 millions d'euros en résultat net part du Groupe) ;
- une reprise de la provision épargne logement de +3 millions d'euros en revenus (+2 millions d'euros en résultat part du Groupe) ;
- une partie de l'amende Echanges Images Chèques, pour -38 millions d'euros (non déductible fiscalement) ; le reste de l'amende pour Crédit Agricole SA est à la charge de LCL ;
- l'ajustement, au titre de la surtaxe d'impôt sur les sociétés en France, de la plus-value du deuxième trimestre 2017 sur la cession de la participation dans Eurazeo (en ligne Mises en équivalence) ;
- l'effet de la surtaxe d'impôt en France pour -170 millions d'euros ;
- et en contrepartie le remboursement de la taxe de 3% sur les dividendes versés depuis 2012, soit +39 millions d'euros ;
- la revalorisation des impôts différés, pour +7 millions d'euros ;
- la dépréciation de la survaleur sur les entités en Pologne, pour -222 millions d'euros ;
- le goodwill sur la première consolidation des trois banques italiennes, pour +408 millions d'euros (+312 millions d'euros en résultat net part du Groupe).

**L'impact net négatif des éléments spécifiques** du pôle AHM au quatrième trimestre 2017 s'élève à **-136 millions d'euros**. Au quatrième trimestre 2016, les éléments spécifiques avaient impacté le résultat net part du Groupe du pôle à hauteur de -520 millions d'euros, correspondant principalement à la dépréciation de l'écart d'acquisition de LCL, soit -491 millions d'euros, la revalorisation des impôts différés pour -52 millions d'euros, la provision épargne logement pour -43 millions d'euros et enfin les éléments de volatilité comptable récurrents pour +66 millions d'euros (+103 millions d'euros en revenus avant impôt).

Hors ces éléments, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle affiche une perte de **-287 millions d'euros** au quatrième trimestre 2017, qui augmente de +20,6%/-49 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le **produit net bancaire** est négatif de -198 millions d'euros, en dégradation de +26,2%/-41 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2016, notamment sous l'effet de la première consolidation de Fireca, une filiale qui était en dessous des seuils de consolidation jusqu'en 2017, qui pèse pour -23 millions d'euros dans le produit net bancaire. Ce montant est net des dépréciations et correspond aux pertes accumulées de cette filiale depuis la prise de participation du Groupe ; ce montant net est entièrement compensé en résultat net part du Groupe via la ligne des intérêts minoritaires, qui reflète la part des autres actionnaires de cette filiale dans ces pertes.

La contribution des sociétés mises en équivalence est impactée par la cession d'Eurazeo, qui a cessé de contribuer aux résultats.

**Sur l'exercice 2017**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle s'établit à **-894 millions d'euros**, en amélioration de -29,5%/+373 millions d'euros par rapport à 2016. L'exercice 2017 inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de -61 millions d'euros par rapport à une contribution de -47 millions d'euros en 2016. Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'année 2017 ainsi que les mêmes périodes en 2016 sont détaillés en annexe p. 95.

Au 31 décembre 2017, les **emplois pondérés** sont de **24,0 milliards d'euros**.

# Groupe Crédit Agricole

## Résultats consolidés

**Table 49. Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4-17**

En m€	T4-17 publié	Éléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Éléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>8 045</b>	<b>(190)</b>	<b>8 235</b>	<b>7 904</b>	<b>(205)</b>	<b>8 109</b>	<b>+1,6%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(5 459)	(117)	(5 342)	(5 187)	(51)	(5 136)	+4,0%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 586</b>	<b>(307)</b>	<b>2 893</b>	<b>2 716</b>	<b>(256)</b>	<b>2 972</b>	<b>(2,7%)</b>
Coût du risque de crédit	(423)	-	(423)	(457)	-	(457)	(7,6%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	49	(19)	68	111	-	111	(38,4%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	186	0	(540)	(540)	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 404</b>	<b>(143)</b>	<b>2 547</b>	<b>1 824</b>	<b>(796)</b>	<b>2 620</b>	<b>(2,8%)</b>
Impôt	(1 294)	(591)	(704)	(1 091)	(366)	(724)	(2,9%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(23)	-	(23)	20	-	20	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 087</b>	<b>(734)</b>	<b>1 821</b>	<b>753</b>	<b>(1 162)</b>	<b>1 915</b>	<b>(4,9%)</b>
Intérêts minoritaires	(165)	(36)	(129)	(82)	4	(85)	+51,5%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>922</b>	<b>(770)</b>	<b>1 692</b>	<b>671</b>	<b>(1 159)</b>	<b>1 830</b>	<b>(7,5%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>67,9%</b>	<b>-61,7%</b>	<b>64,9%</b>	<b>65,6%</b>	<b>-24,9%</b>	<b>63,3%</b>	<b>+1,5 pp</b>

**Au quatrième trimestre 2017**, le **résultat net part du Groupe** publié du Groupe Crédit Agricole ressort à **922 millions d'euros**, contre 671 millions d'euros au quatrième trimestre 2016.

Les **éléments spécifiques**<sup>58</sup> comprennent ce trimestre :

- Les éléments habituels de volatilité comptable, pour un impact en résultat net part du Groupe ce trimestre de -68 millions d'euros dont -62 millions d'euros pour la revalorisation des dettes liée aux variations du spread émetteur (contre +52 millions d'euros au quatrième trimestre 2016), et -2 millions d'euros pour les couvertures de portefeuilles de prêts dans le pôle Grandes clientèles (contre -1 million d'euros) ; le DVA (*Debt Valuation Adjustment*) a eu un impact de -4 millions d'euros ce trimestre contre -2 millions d'euros un an auparavant ; s'y ajoutent les provisions épargne logement des pôles Banque de proximité en France et du pôle Activités hors métiers pour +13 millions d'euros (contre 0 au quatrième trimestre 2016) ;
- l'amende Echanges Images Chèques (EIC) des pôles Banque de proximité en France et Activités hors métiers pour -98 millions d'euros (en produit net bancaire, non déductible) ;
- les coûts d'intégration de Pioneer Investments pour -33 millions d'euros ;
- les coûts d'acquisition des trois caisses d'épargne en Italie pour -26 millions d'euros ;
- un ajustement des plus-values sur les cessions de la BSF pour -15 millions d'euros et d'Eurazeo pour -4 millions d'euros ;
- les variations d'écart d'acquisition pour +353 millions d'euros au titre du badwill des trois caisses d'épargne en Italie et de -222 millions d'euros de dépréciation intégrale de la survaleur de la Pologne ;
- et pour finir, des **éléments spécifiques liés à la fiscalité** impactent les comptes du trimestre pour -671 millions d'euros, dont -407 millions d'euros pour la revalorisation des impôts différés, -434 millions d'euros pour la surtaxe d'IS et +79 millions d'euros pour le remboursement par l'Etat de la taxe sur les dividendes.

**Au quatrième trimestre 2016**, les **éléments spécifiques** comprenaient les impacts habituels de volatilité comptable pour +49 millions d'euros, un complément de l'opération Eurêka pour -4 millions d'euros, le plan

<sup>58</sup> Cf. p. 74 pour plus de détails sur les éléments spécifiques du Groupe Crédit Agricole

d'adaptation du Groupe Cariparma pour -30 millions d'euros, la dépréciation d'écart d'acquisition de LCL pour -540 millions d'euros et la revalorisation des impôts différés pour -453 millions d'euros.

Les **éléments spécifiques** totalisent ainsi en résultat net part du Groupe **-770 millions d'euros** au **quatrième trimestre 2017** à comparer à **--1 226 millions d'euros au quatrième trimestre 2016**.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint **1 692 millions d'euros**, en baisse de **-10,8%** sur un an.

A 8 235 millions d'euros ce trimestre, le **produit net bancaire sous-jacent** du Groupe est en hausse par rapport au quatrième trimestre 2016 (**+1,6%**).

Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** augmentent de **+4,0%** par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le **coût du risque de crédit**, à 423 millions d'euros ce trimestre contre 457 millions d'euros au quatrième trimestre 2016, enregistre une baisse de **-7,6%**. La baisse du coût du risque provient notamment de l'amélioration du coût du risque pour le pôle Services Financiers Spécialisés et le pôle Grandes Clientèles. Ainsi, de nouveau en baisse ce trimestre, le coût du risque sur encours s'établit à 17 points de base<sup>59</sup> contre 28 points de base au quatrième trimestre 2016.

En intégrant la contribution des sociétés mises en équivalence en sous-jacent pour +49 millions d'euros, et des montants non significatifs de gains ou pertes nets sur autres actifs, le **résultat avant impôt sous-jacent** diminue de **-2,8%** par rapport au quatrième trimestre 2016, à 2 547 millions d'euros.

**Sur l'exercice 2017**, le **résultat net part du Groupe sous-jacent progresse de +8,9%** par rapport à 2016, à **7 123 millions d'euros**, grâce à la bonne performance de l'ensemble des métiers et aux évolutions décrites ci-dessus. Le produit net bancaire sous-jacent est en hausse de +2,0% et les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU augmentent de +3,0%. Hors provisions juridiques non allouées à des dossiers spécifiques de -115 millions d'euros sur l'année 2017 contre -100 millions d'euros en 2016, le coût du risque de crédit baisse de -33,6% en un an.

---

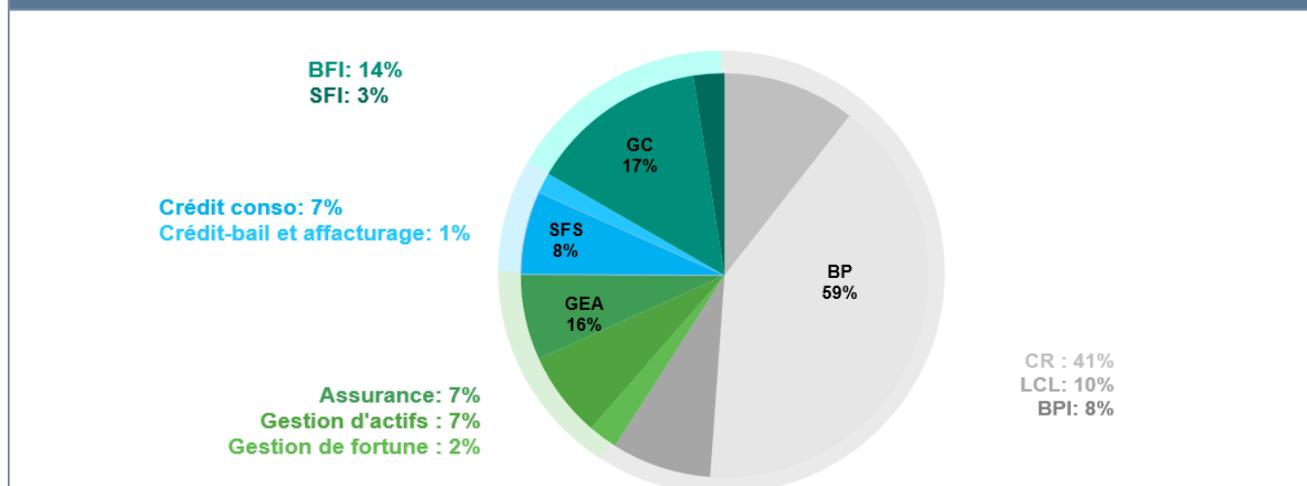
<sup>59</sup> Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

## Résultat par métier – Groupe Crédit Agricole

Le Groupe Crédit Agricole bénéficie de son modèle économique de Banque universelle de proximité, diversifié et rentable, qui offre un faible profil de risque, gage d'une grande récurrence de résultat.

La décomposition du résultat net part du Groupe sous-jacent<sup>60</sup> hors le pôle AHM (Activités hors métiers) est la suivante :

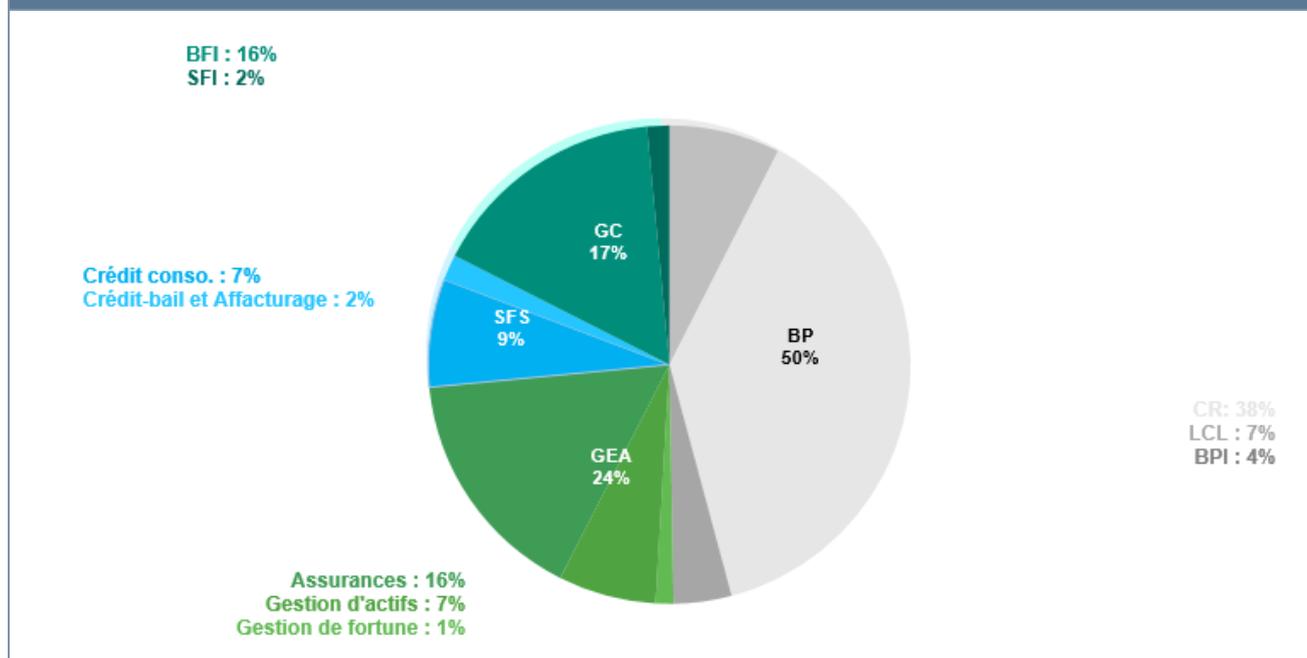
**Table 50. Groupe Crédit Agricole – revenus sous-jacents hors AHM, 2017**



Revenus sous-jacents<sup>60</sup> hors AHM, 2017 : 32,781 milliards d'euros, en hausse de +0,8% par rapport à 2016

Le premier contributeur est le pôle Banques de proximité qui représente 59% des revenus sous-jacents sur 2017 (hors AHM), dont 41% provenant des Caisses régionales.

**Table 51. Groupe Crédit Agricole – résultat net part du Groupe sous-jacent hors AHM, 2017**



Résultat net part du Groupe sous-jacent<sup>60</sup> hors AHM, 2017 : 8,006 milliards d'euros, en hausse de 2,7% par rapport à 2016

Le premier contributeur est le pôle Banques de proximité qui représente 50% du résultat net part du Groupe sous-jacent (hors AHM) sur 2017 dont 38% provenant des Caisses régionales.

<sup>60</sup> Cf. p. 74 pour plus de détails sur les éléments spécifiques de Groupe Crédit Agricole

# Caisses régionales

## Activité

Dans le cadre du modèle de banque universelle de proximité, les Caisses régionales affichent ce trimestre encore des taux de croissance soutenus de leur activité. A 674 milliards d'euros à fin décembre 2017, les **encours de collecte** progressent de **+4,2%** sur un an. La **collecte bilan** augmente de **+5,6%** sur la période pour atteindre 413,3 milliards d'euros d'encours à fin décembre 2017, tirée tant par les dépôts à vue (+13,4%) que par les livrets (+6,4%) et les plans d'épargne logement (+5,3%). Parallèlement, la **collecte hors bilan** s'inscrit en hausse de **+2,1%** sur un an pour atteindre 261 milliards d'euros d'encours à fin décembre 2017. L'activité titres reste soutenue (encours +3,5% sur la période) et les activités d'assurance vie continuent également leur croissance (+2,2%), notamment sur les contrats en unités de compte (UC). Le taux d'UC dans la collecte brute s'établit à 25,1% à fin décembre 2017, en hausse de +7 points de pourcentage par rapport à fin décembre 2016.

Les **encours de crédits** enregistrent une hausse de **+6,3%** par rapport au 31 décembre 2016 à 457 milliards d'euros au 31 décembre 2017. La croissance reste portée par les crédits à l'habitat (+8,1% par rapport au 31 décembre 2016) et les crédits à la consommation (+9,0%) alors que la progression des encours de crédits aux Entreprises et professionnels reste soutenue, à +6,9% sur la période.

A fin décembre 2017, la poursuite du développement du **modèle de banque universelle de proximité** s'illustre notamment par la hausse de +15,6% en un an des encours de crédit à la consommation distribués par les Caisses régionales et gérés par CACF (qui représentent maintenant 59% du total d'encours de crédit à la consommation des Caisses) alors que sur la même période, la production en nombre de contrats d'assurance de biens et personnes a augmenté de +6,7% dont +8,1% pour l'assurance multi-risques habitation.

**Table 52. Caisses régionales – encours de collecte et de crédit**

Encours de collecte (Mds€)*	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept.16	Déc.16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Dec/Dec
Titres	42,9	42,5	41,6	43,2	44,6	45,1	45,3	46,3	46,2	+3,5%
OPCVM	31,3	28,1	27,7	28,2	27,8	27,8	27,7	27,9	27,6	(0,4%)
Assurance-vie	178,6	179,0	179,6	180,6	182,7	183,6	183,1	183,2	186,7	+2,2%
<b>Collecte Hors bilan</b>	<b>252,9</b>	<b>249,6</b>	<b>248,9</b>	<b>252,0</b>	<b>255,1</b>	<b>256,5</b>	<b>256,0</b>	<b>257,4</b>	<b>260,5</b>	<b>+2,1%</b>
Dépôts à vue	104,4	103,5	108,9	112,5	120,8	121,7	126,8	131,9	137,0	+13,4%
Epargne logement	88,6	90,4	91,2	92,2	94,8	95,9	96,6	97,3	99,8	+5,3%
Livrets	112,3	114,1	114,1	114,9	115,7	118,9	120,5	122,1	123,2	+6,4%
Comptes et dépôts à terme	63,9	63,4	63,0	62,3	60,1	57,2	55,4	54,2	53,3	(11,4%)
<b>Collecte Bilan</b>	<b>369,1</b>	<b>371,4</b>	<b>377,2</b>	<b>381,9</b>	<b>391,5</b>	<b>393,6</b>	<b>399,4</b>	<b>405,0</b>	<b>413,3</b>	<b>+5,6%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>622,0</b>	<b>621,0</b>	<b>626,1</b>	<b>633,9</b>	<b>646,5</b>	<b>650,1</b>	<b>655,4</b>	<b>662,5</b>	<b>673,8</b>	<b>+4,2%</b>

Livrets, dont (Mds€)	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept.16	Déc.16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Dec/Dec
Livret A	34,8	35,0	35,6	36,0	36,8	38,0	38,9	39,8	40,6	+10,2%
LEP	12,3	12,3	12,1	12,1	12,2	12,1	12,1	12,0	12,2	(0,1%)
LDD	30,0	29,9	29,8	29,8	29,9	30,2	30,4	30,4	30,6	+2,5%
Livrets sociétaires	7,9	8,1	8,3	8,4	8,4	8,6	8,7	8,8	8,8	+5,0%
<i>* Y compris épargne liquide entreprise</i>										

Encours de crédit (Mds€)	Déc. 15	Mars 16	Juin 16	Sept.16	Déc.16	Mars 17	Juin 17	Sept. 17	Déc. 17	Δ Dec/Dec
Habitat	239,4	241,3	245,1	249,8	254,9	259,6	264,1	269,8	275,6	+8,1%
Consommation	15,5	15,6	16,1	16,4	17,0	17,0	17,5	17,7	18,5	+9,0%
Entreprises et professionnels	83,5	84,0	84,0	84,5	85,9	88,0	88,4	89,9	91,8	+6,9%
Agriculture	37,0	37,8	38,7	38,9	37,6	38,3	39,1	39,2	38,1	+1,1%
Collectivités locales	36,0	35,2	34,7	34,3	34,1	33,0	32,9	32,7	32,8	(3,9%)
<b>TOTAL</b>	<b>411,5</b>	<b>413,9</b>	<b>418,6</b>	<b>423,9</b>	<b>429,5</b>	<b>435,9</b>	<b>442,1</b>	<b>449,3</b>	<b>456,7</b>	<b>+6,3%</b>

Ces progressions sont associées à des gains de parts de marché et à la conquête de nouveaux clients ; près de 100 000 clients supplémentaires en 2017. Le lancement d'EKO en décembre 2017, offre d'entrée de gamme commune à toutes les Caisses régionales, a permis d'attirer de nouveaux prospects avec plus de 100 000 visites

hebdomadaires sur le site, dont 70% issues de smartphones. L'offre EKO représente ainsi sur le dernier mois de 2017 et le début de 2018, 10% des nouvelles entrées en relation.

## Résultats

En m€	T4-17 publié	T4-17 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2017 publié	2017 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 341</b>	<b>3 364</b>	<b>(2,9%)</b>	<b>13 277</b>	<b>13 313</b>	<b>(3,7%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 153)	(2 153)	(0,3%)	(8 487)	(8 487)	+1,8%
FRU	-	-	(100,0%)	(43)	(43)	+14,0%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 188</b>	<b>1 211</b>	<b>(7,2%)</b>	<b>4 746</b>	<b>4 783</b>	<b>(12,3%)</b>
Coût du risque	(86)	(86)	+42,1%	(218)	(218)	(64,8%)
Sociétés mises en équivalence	2	2	x 2,2	6	6	+8,9%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(8)	(8)	x 23,6	(5)	(5)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 095</b>	<b>1 119</b>	<b>(10,2%)</b>	<b>4 529</b>	<b>4 566</b>	<b>(6,2%)</b>
Impôts	(635)	(355)	(13,8%)	(1 772)	(1 491)	(9,4%)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	ns	-	-	ns
<b>Résultat net</b>	<b>460</b>	<b>764</b>	<b>(8,4%)</b>	<b>2 758</b>	<b>3 075</b>	<b>(4,6%)</b>
Intérêts minoritaires	0	0	ns	(0)	(0)	(54,7%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>460</b>	<b>764</b>	<b>(8,3%)</b>	<b>2 757</b>	<b>3 075</b>	<b>(4,6%)</b>

La contribution au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des Caisses régionales s'établit à **764 millions d'euros** au quatrième trimestre 2017, en baisse de **-8,3%** par rapport au quatrième trimestre 2016. Il a été retraité de la reprise nette de la provision Epargne Logement pour +15 millions d'euros en produit net bancaire au quatrième trimestre 2017 (contre une dotation de -194 millions d'euros au quatrième trimestre 2016), soit un effet de +10 millions d'euros en résultat net part du Groupe, de la charge liée à l'amende Echanges Images Chèques de -38 millions d'euros en produit net bancaire ainsi que des éléments spécifiques fiscaux du trimestre pour -275 millions d'euros.

Le **produit net bancaire** publié des Caisses régionales est en hausse de +2,1 % en un an ; en **sous-jacent**, soit hors reprise de provisions épargne logement et amende Echanges Images Chèques, il est en baisse de **-2,9%**. Les revenus de commissions sont stables sur un an, à un niveau élevé. En revanche, les taux bas entraînent une poursuite de l'impact sur la marge d'intérêt des renégociations passées et des indemnités de résiliation anticipées.

En ligne avec les développements prévus dans le Plan à moyen terme (PMT) du Groupe, les **charges d'exploitation** restent contenues à **-0,3%** par rapport au quatrième trimestre 2016.

Le **coût du risque** s'élève ce trimestre à 86 millions d'euros, en hausse de **+42,1%** sur un an. Cette hausse sur le trimestre ne reflète pas la tendance à la baisse du coût du risque sur l'année qui s'établit à 12 points de base.

m€	T4-15	T1-16	T2-16	T3-16	T4-16	T1-17	T2-17	T3-17	T4-17	Δ T4/T4
Services et autres opérations bancaires(1)	180	197	173	194	197	210	189	194	161	(18,1%)
Valeurs mobilières	86	80	84	77	82	75	78	66	72	(12,0%)
Assurances	658	757	605	557	707	778	603	582	720	+1,9%
Gestion de comptes et moyens de paiement	486	503	514	508	512	515	535	513	505	(1,2%)
Revenus nets des autres activités clientèle(2)	89	79	103	85	94	92	100	97	90	(3,7%)
<b>TOTAL<sup>(1)(2)</sup></b>	<b>1 499</b>	<b>1 617</b>	<b>1 479</b>	<b>1 421</b>	<b>1 592</b>	<b>1 670</b>	<b>1 505</b>	<b>1 451</b>	<b>1 549</b>	<b>(2,7%)</b>

(1) Données 2015 proforma le transfert des profits et les pertes sur opérations d'achats ventes de devises de marge nette d'intérêt à commissions (~25m€ par an)  
(2) Revenus générés par les filiales des Caisses régionales, notamment commissions de crédit-bail et de location simple

Sur l'exercice 2017, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** des Caisses régionales s'établit à 3 075 millions d'euros, en baisse de **-4,6%** par rapport à 2016.

*Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour 2017 ainsi que 2016 sont détaillés en annexe.*

# Structure financière

## Solvabilité

### Crédit Agricole S.A.

A fin décembre 2017, la solidité financière de Crédit Agricole S.A. est reflétée par son **ratio CET1 non phasé** qui s'établit à **11,7%**, contre 12,1% fin décembre 2016 et 12,0% à fin septembre 2017, soit une baisse de -30 points de base sur le quatrième trimestre 2017. Cette variation sur le trimestre s'articule autour des éléments suivants :

- -5 points de base lié à une génération de résultat plus que compensée ce trimestre par la distribution de coupons sur les instruments AT1 et la proposition de dividende (0,63 euro par action proposé à la prochaine Assemblée Générale) ;
- -18 points de base liés aux impacts de l'intégration des trois banques italiennes (-8 points de base), de l'acquisition des 15% résiduels dans CACEIS (-9 points de base) et de l'acquisition des activités de Wealth Management de CM-CIC en Asie (-1 point de base) ;
- +1 point de base lié à la contribution nette<sup>61</sup> des réserves AFS (*Available for sale*, disponible à la revente) sur le trimestre ;
- Les **emplois pondérés** enregistrent une hausse limitée de +1,3% sur le trimestre pour atteindre 296 milliards d'euros au 31 décembre 2017 (contre 293 milliards d'euros au 30 septembre 2017).

Le ratio global phasé s'élève à **18,3%** au 31 décembre 2017.

Table 55. Solvabilité de Crédit Agricole S.A.

En millions d'euros	Non phasé		Phasé	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)</b>	<b>58,1</b>	<b>58,3</b>	<b>58,1</b>	<b>58,3</b>
Distribution de résultat anticipée sur résultat N	(1,8)	(1,7)	(1,8)	(1,7)
Filtres prudentiels sur les gains et pertes latents (spread émetteur, cash flow hedge)	(0,1)	(0,5)	(0,1)	(0,5)
Traitement transitoire des gains et pertes latents sur titres AFS	(0,1)	0,0	(0,1)	(0,9)
Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(5,0)	(5,0)	(5,0)	(5,0)
Autres retraitements prudentiels	(0,1)	(0,5)	(0,4)	(0,5)
<b>CAPITAL ET RÉSERVES PART DU GROUPE (PRUDENTIEL)</b>	<b>50,9</b>	<b>50,6</b>	<b>50,6</b>	<b>49,7</b>
Intérêts minoritaires (après écrêtement)	3,3	2,0	3,5	2,6
<i>Prudent valuation</i>	(0,7)	(0,5)	(0,7)	(0,5)
Déduction du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	(17,8)	(15,1)	(17,8)	(15,1)
Dépassement de franchise sur IDA liés à des différences temporaires et sur participations financière > 10% ou MEQ	(0,3)	(0,4)	(0,2)	(0,3)
Autres ajustements réglementaires <sup>1</sup>	(0,6)	(0,2)	(0,6)	(0,1)
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)</b>	<b>34,8</b>	<b>36,4</b>	<b>34,8</b>	<b>36,3</b>
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)	5,1	5,5	7,0	9,1
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (Tier 1)</b>	<b>39,8</b>	<b>41,9</b>	<b>41,8</b>	<b>45,4</b>
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (Tier 2)	11,9	14,2	12,5	15,1
<b>FONDS PROPRES GLOBAUX</b>	<b>51,7</b>	<b>56,1</b>	<b>54,2</b>	<b>60,5</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS</b>	<b>296,4</b>	<b>300,7</b>	<b>296,4</b>	<b>300,7</b>
<b>Ratio CET1</b>	<b>11,7%</b>	<b>12,1%</b>	<b>11,7%</b>	<b>12,1%</b>
<b>Ratio Tier 1</b>	<b>13,4%</b>	<b>13,9%</b>	<b>14,1%</b>	<b>15,1%</b>
<b>Ratio global</b>	<b>17,4%</b>	<b>18,6%</b>	<b>18,3%</b>	<b>20,1%</b>

<sup>1</sup> IDA liés à des déficits reportables, expected loss, traitement par transparence des OPCVM et autres ajustements transitoires

<sup>61</sup> Montant des plus-values latentes AFS en capital CET1 après déduction de l'effet des emplois pondérés des réserves assurances

Enfin, le **ratio de levierphasé**<sup>62</sup> de Crédit Agricole S.A. est en baisse et s'établit à **4,4%** à fin décembre 2017 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne.

## Groupe Crédit Agricole

A fin décembre 2017, la solidité financière du Groupe Crédit Agricole est reflétée par son **ratio CET1 non phasé** qui s'établit à **14,9%**, contre 14,5% fin décembre 2016 et 14,9% fin septembre 2017, soit une stabilité sur le quatrième trimestre 2017. La variation du ratio CET1 sur le trimestre s'explique par les éléments suivants :

- +9 points de base provenant du résultat conservé du trimestre ;
- -14 points de base liés aux impacts de l'intégration des trois banques italiennes (-8 points de base), de l'acquisition des 15% résiduels dans CACEIS (-6 points de base) et de l'acquisition des activités de Wealth Management de CM-CIC en Asie (-1 point de base) ;
- +1 point de base de contribution nette<sup>63</sup> des réserves AFS (Available for sale) sur la période ;
- Un impact quasi nul des emplois pondérés en croissance de 0,8% sur le trimestre pour atteindre 521,5 milliards d'euros au 31 décembre 2017.

Le **ratio globalphasé** s'élève à **18,6%** au 31 décembre 2017.

**Table 56. Solvabilité du Groupe Crédit Agricole**

En Mds€	Non phasé		Phasé	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)</b>	<b>102,3</b>	<b>98,6</b>	<b>102,3</b>	<b>98,6</b>
Distribution de résultat anticipée sur résultat N	(1,0)	(1,0)	(1,0)	(1,0)
Filtres prudentiels sur les gains et pertes latents (spread émetteur, cash flow hedge)	(0,1)	(0,4)	(0,1)	(0,4)
Traitement transitoire des gains et pertes latents sur titres AFS	(0,1)	0,0	(0,1)	(0,1)
Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(5,0)	(5,0)	(5,0)	(5,0)
Autres retraitements prudentiels	(0,3)	(0,6)	(0,8)	(1,9)
<b>CAPITAL ET RÉSERVES PART DU GROUPE (PRUDENTIEL)</b>	<b>95,8</b>	<b>91,5</b>	<b>95,3</b>	<b>90,2</b>
Intérêts minoritaires (après écrêtement)	2,4	1,1	2,5	1,7
<i>Prudent valuation</i>	(1,3)	(0,8)	(1,3)	(0,8)
Déduction du goodwill et des autres immobilisations incorporelles	(18,4)	(15,8)	(18,4)	(15,8)
Dépassement de franchise sur IDA liés à des différences temporaires et sur participations financières > 10% ou MEQ	(0,3)	0,0	(0,2)	(0,0)
Autres ajustements réglementaires*	(0,6)	(0,6)	(0,5)	(0,5)
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)</b>	<b>77,6</b>	<b>75,3</b>	<b>77,4</b>	<b>74,8</b>
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)</b>	<b>5,0</b>	<b>5,4</b>	<b>6,9</b>	<b>9,0</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (Tier 1)</b>	<b>82,6</b>	<b>80,7</b>	<b>84,3</b>	<b>83,8</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (Tier 2)</b>	<b>12,3</b>	<b>15,8</b>	<b>12,9</b>	<b>16,7</b>
<b>FONDS PROPRES GLOBAUX</b>	<b>94,9</b>	<b>96,5</b>	<b>97,2</b>	<b>100,5</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS PONDÉRÉS</b>	<b>521,5</b>	<b>521,0</b>	<b>521,5</b>	<b>521,0</b>
<b>Ratio CET1</b>	<b>14,9%</b>	<b>14,5%</b>	<b>14,8%</b>	<b>14,4%</b>
<b>Ratio Tier 1</b>	<b>15,8%</b>	<b>15,5%</b>	<b>16,2%</b>	<b>16,1%</b>
<b>Ratio global</b>	<b>18,2%</b>	<b>18,6%</b>	<b>18,6%</b>	<b>19,3%</b>

\* IDA liés à des déficits reportables, expected loss, traitement par transparence des OPCVM et autres ajustements transitoires

Enfin, le **ratio de levierphasé**<sup>64</sup> du Groupe Crédit Agricole est stable et s'établit à **5,6%** à fin décembre 2017 selon l'Acte Délégué adopté par la Commission européenne. Son ratio de levier non phasé ressort à **5,5%**.

La solidité financière du Groupe Crédit Agricole est également reflétée par ses ratios TLAC et MREL :

<sup>62</sup> Selon l'Acte Délégué en vigueur. Sous réserve d'autorisation de la BCE, hypothèse d'exonération des opérations entre entités affiliées au Groupe Crédit Agricole (avec un impact de +110 points de base) et de non exonération des expositions liées à la centralisation des dépôts CDC.

<sup>63</sup> Montant des plus-values latentes AFS en capital CET1 après déduction de l'effet des emplois pondérés des réserves assurances

<sup>64</sup> Acte Délégué en vigueur. Hypothèse de non exonération des expositions liées à la centralisation des dépôts CDC.

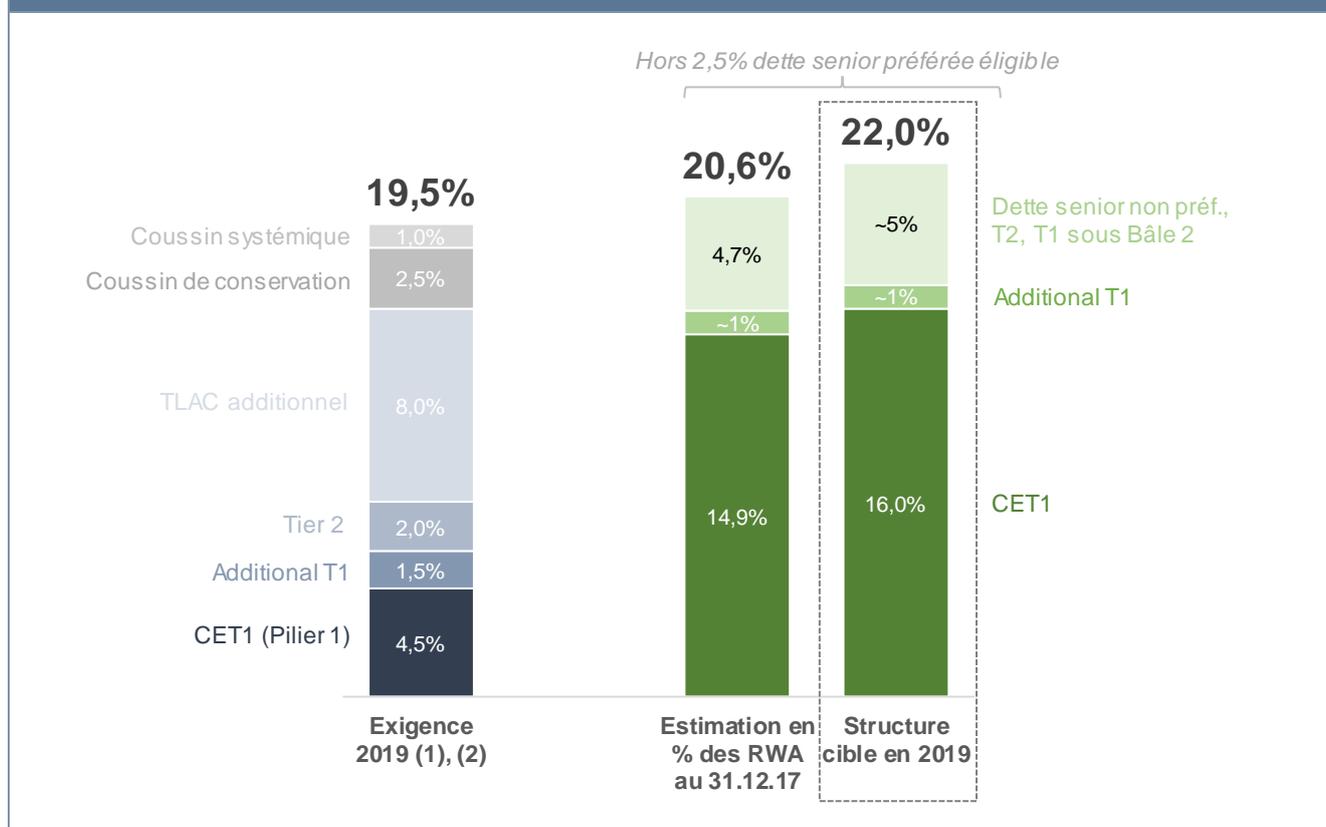
## TLAC

Le Conseil de stabilité financière *Financial Stability Board* (FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB). Ce nouveau ratio de *Total loss absorbing capacity* (TLAC), qui entrera en vigueur à partir de 2019, fournira aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIB ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation, avant et pendant la résolution.

Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

Le Groupe Crédit Agricole devra respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% des actifs pondérés des risques (incluant un coussin de conservation de 2,5% et un coussin G-SIB de 1%) à compter de 2019, puis 21,5% à compter de 2022. Ce niveau minimum pourrait être relevé par les autorités de résolution à travers l'exigence de MREL.

**Table 57. Ratio TLAC au 31 décembre 2017 – Groupe Crédit Agricole**



(1) On suppose que l'exigence SREP actuelle globale (Pilier 1, Pilier 2 et coussin de conservation) reste inchangée sur la période. Pour mémoire, la BCE réalise au moins annuellement une analyse des exigences SREP et peut imposer des exigences supplémentaires en tout temps. Cette hypothèse ne doit pas être interprétée comme une quelconque garantie des ratios CET1 et des coussins attendus à l'avenir. Elle correspond à la position de l'EBA et de la BCE, et à l'interprétation des textes pertinents réalisée par Crédit Agricole S.A. Selon la Term Sheet TLAC finale du FSB, le ratio TLAC minimum exigé passera à 21,5% en 2022

(2) Coussin contra-cyclique fixé à 0% (compte tenu d'un coussin de 0,01% en 2017)

Au 31 décembre 2017, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 20,6% hors dette senior préférée éligible**. Il est inchangé par rapport au 30 septembre 2017 et à comparer à 20,3% à fin décembre 2016, hors dette senior préférée éligible. Il est supérieur à l'exigence minimale de 19,5% à partir de 2019, pouvant inclure jusqu'à 2,5% de dette senior préférée éligible.

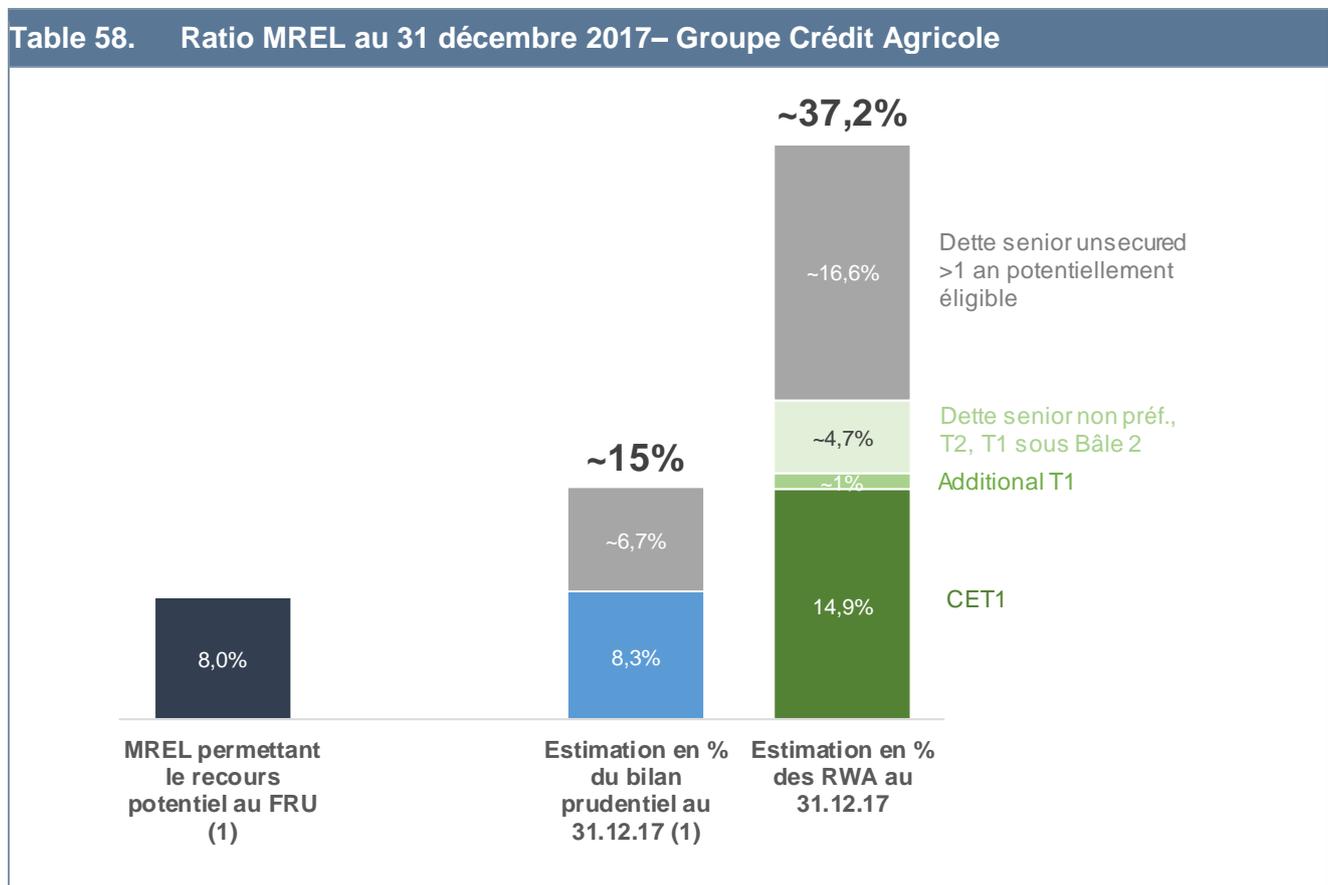
Le Groupe a confirmé son objectif de ratio TLAC de 22% d'ici 2019, hors dettes senior préférées éligibles. Crédit Agricole S.A. a l'intention d'émettre environ 4 à 5 milliards d'euros de dettes senior non préférées ou de Tier 2 annuellement en 2018 et 2019. En outre, pour atteindre cet objectif dans un contexte de forte croissance des crédits en France en 2016 et 2017, et qui pourrait se prolonger jusqu'en 2019, il est prévu un ajustement

potentiel du programme d'émissions de dettes TLAC de 2 à 3 Mds€ en cumulé sur les deux années 2018 et 2019.

## MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (BRRD). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes.

Le ratio MREL correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Il est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement. Sont éligibles au MREL les fonds propres prudeniels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.



(1) Estimation basée sur la compréhension des textes par Crédit Agricole S.A. ; recours au FRU sous réserve de la décision de l'Autorité de Résolution

Au 31 décembre 2017, le ratio MREL du Groupe Crédit Agricole hors dette senior préférée potentiellement éligible supérieure à un an atteint 8,3%, permettant ainsi le recours potentiel au Fonds de résolution unique (FRU), sous réserve de la décision de l'Autorité de Résolution. Le dénominateur de ce ratio pourrait potentiellement converger avec celui du ratio TLAC, basé sur les actifs pondérés des risques, ce qui donnerait en incluant la dette senior préférée potentiellement éligible supérieure à un an, un ratio MREL stable à fin décembre 2017 par rapport au trimestre précédent, d'environ 37,2%, plutôt que d'environ 15% sur la base du bilan prudentiel.

## Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan *cash* bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan *cash* est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan *cash*, tels qu'ils apparaissent dans la Table 55 et dont la définition est communément admise sur la Place.

Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de cette répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan *cash*, des calculs de compensation (*nettings*) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impact de JV, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un *netting* pour un montant de 43 milliards d'euros à fin décembre 2017. De même, 78 milliards d'euros de *repos/reverse repos* sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du *desk* titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres *nettings* effectués pour la construction du bilan *cash* sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la BFI (Banque de financement et d'investissement) intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle », pour un montant total de 155 milliards d'euros à fin décembre 2017.

Il est à noter que la centralisation CDC ne fait pas l'objet de *netting* dans la construction du bilan *cash* ; le montant de l'épargne centralisée (44 milliards d'euros à fin décembre 2017) est intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux ainsi que les refinancements BEI et CDC et autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment "Ressources marché long terme", sont retraitées pour apparaître comme des "Ressources clientèle".

On notera que parmi les opérations de refinancement Banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (*Targeted Longer Term Refinancing Operation*) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les nouvelles opérations de T-LTRO II ne comportent pas d'option de remboursement anticipé à la main de la BCE ; compte tenu de leur maturité contractuelle à 4 ans elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les *repos* moyen- long terme sont également compris dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan *cash*.

**Table 59. Construction du bilan cash bancaire au 31/12/2017 – Groupe Crédit Agricole**

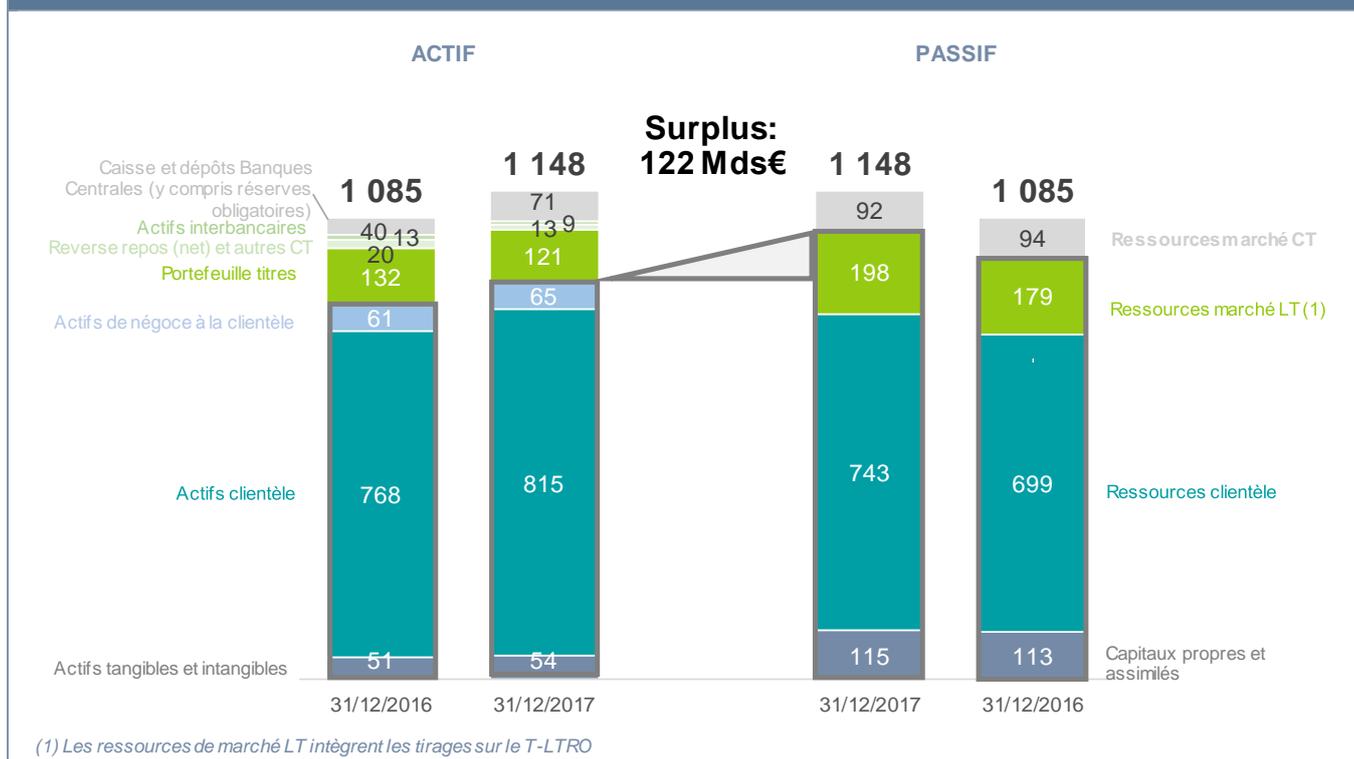


La situation de liquidité du Groupe Crédit Agricole est solide. Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 148 milliards d'euros au 31 décembre 2017, fait apparaître un excédent des ressources stables sur emplois stables de 122 milliards d'euros, en hausse de +1 milliard d'euros par rapport à fin septembre 2017 et de +11 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2016.

L'excédent de 122 milliards d'euros appelé "position en ressources stables" permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres).

Il est supérieur à l'objectif de plus de 100 milliards d'euros du Plan à Moyen Terme. Le ratio des ressources stables sur emplois stables reste inchangé par rapport au trimestre précédent à 113%.

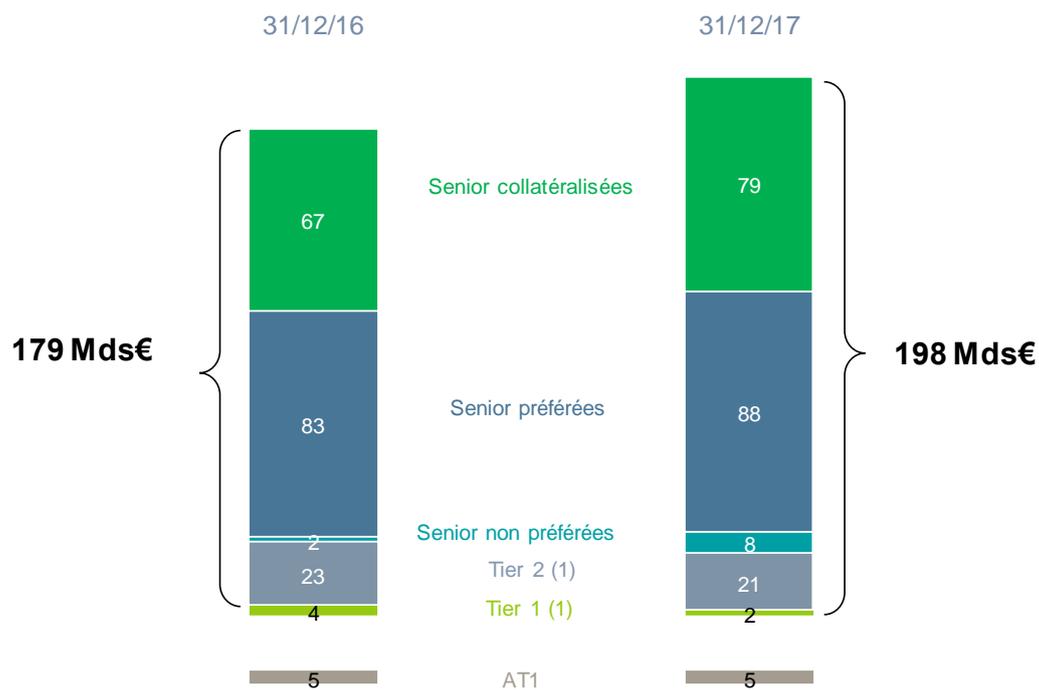
**Table 60. Bilan cash bancaire au 31/12/2017 – Groupe Crédit Agricole**



Les encours de ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 198 milliards d'euros au 31 décembre 2017. Elles comprennent les dettes senior préférées collatéralisées à hauteur de 79 milliards d'euros, les dettes senior préférées (non collatéralisées) à hauteur de 88 milliards d'euros, les dettes senior non préférées pour 8 milliards d'euros, des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2) s'élevant à 21 milliards d'euros et des fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) pour 2 milliards d'euros.

Les ressources de marché à moyen-long terme ont augmenté de 2 milliard d'euros sur le dernier trimestre de 2017 et de 19 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2017. Le stock de dette senior non préférée augmenté de 2 milliards d'euros sur le trimestre et de 6 milliards d'euros sur l'année à 8 milliards d'euros équivalents.

**Table 61. Répartition des encours de ressources de marché MLT – Groupe Crédit Agricole**

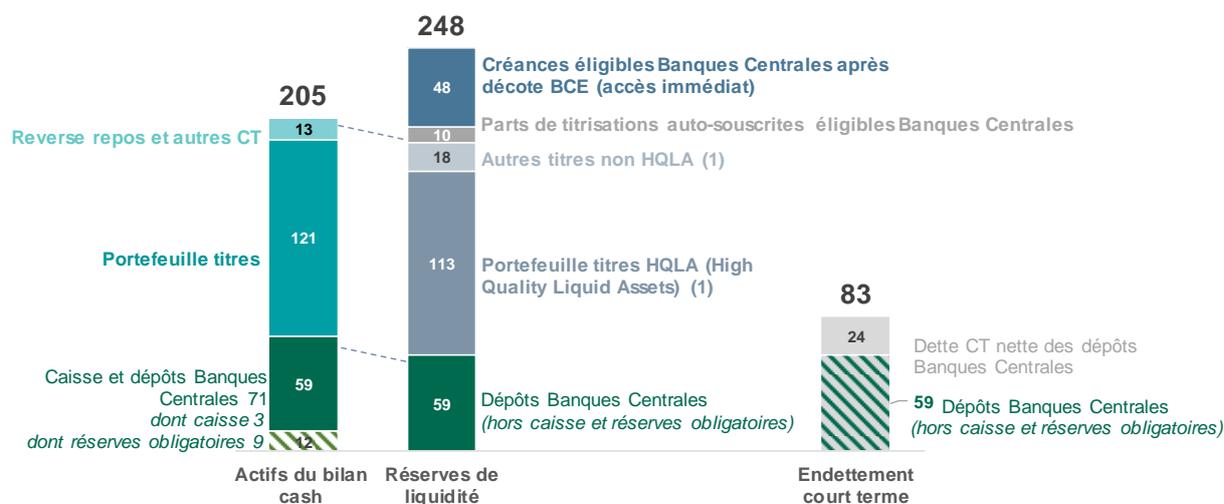


(1) Montant notionnel

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 248 milliards d'euros au 31 décembre 2017, en baisse de -6 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2017 et en hausse de 1 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2016. Elles couvrent trois fois l'endettement court terme et les titres HQLA couvrent plus de quatre fois l'endettement court terme net des dépôts Banques Centrales.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 133% et 137%. Ils sont supérieurs à 110%, conformément à l'objectif du Plan à Moyen Terme. Les établissements de crédit sont assujettis à une limite sur ce ratio depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015 avec un seuil minimal à respecter qui était de 60% fin 2015, de 70% au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et qui est passé à 80% au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Ce seuil minimal est fixé à 100% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le groupe Crédit Agricole, comme la plupart des groupes bancaires européens, pilote déjà son ratio LCR avec une cible supérieure à 100%.

**Table 62. Réserves de liquidité au 31/12/2017 – Groupe Crédit Agricole**

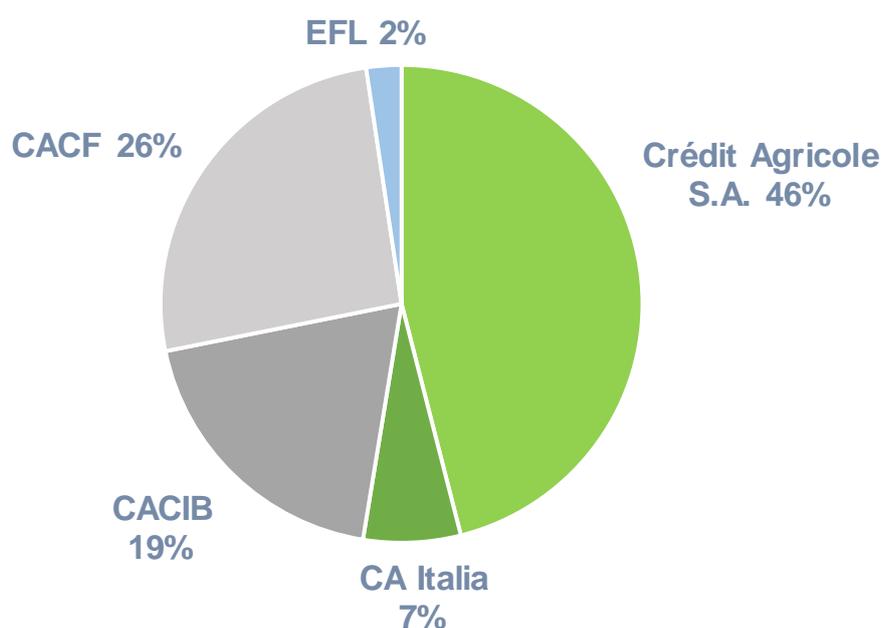


(1) Titres disponibles, liquéfiables sur le marché, en valeur de marché et après décotes

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

**Les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 36,1 milliards d'euros de dette à moyen long terme** au cours de l'exercice 2017, dont 46% émis par Crédit Agricole S.A. (16,6 milliards d'euros équivalents), contre 33,1 milliards d'euros équivalents sur l'ensemble de 2016. Par ailleurs, 3,4 milliards d'euros ont également été placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe Crédit Agricole (Caisses régionales, LCL, CA Italia) au cours de l'exercice 2017.

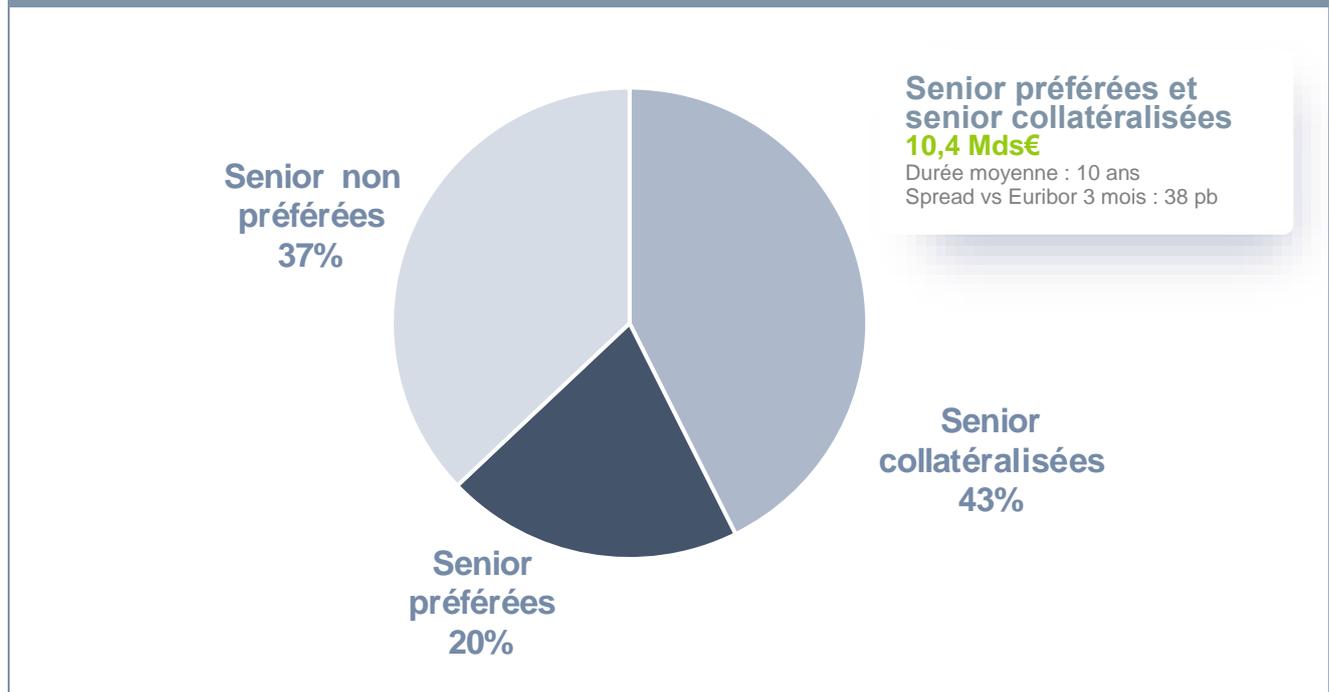
**Table 63. Levées à moyen et long terme de marché – Groupe Crédit Agricole**  
Ventilation par émetteur : 36,1 Mds€ au 31/12/2017



Crédit Agricole S.A., en tant qu'émetteur principal du Groupe, a levé l'équivalent de 16,6 milliards d'euros de dette à moyen long terme sur les marchés sur l'exercice 2017, soit 10,4 milliards d'euros équivalents de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée, ainsi que 6,2 milliards d'euros équivalents de dette senior non préférée. Son programme 2017 de financement à moyen long terme de marché a ainsi été réalisé à hauteur de 104%.

Le programme de financement de dettes à moyen long terme de Crédit Agricole S.A. sur les marchés s'élève à 12 milliards d'euros pour l'exercice 2018, incluant 4 à 5 milliards d'euros de dette Tier 2 ou de dette senior non préférée. A fin janvier 2018, 20% du programme de 2018 était déjà réalisé.

**Table 64. Levées à moyen et long terme de marché – Crédit Agricole S.A.**  
Ventilation par segment : 16,6 Mds€ au 31/12/2017



# Bilan

**Table 65. Groupe Crédit Agricole – Bilan consolidé au 31/12/2017 (Mds€)**

<i>En Mds€</i>					
Actif	31/12/17	31/12/16	Passif	31/12/17	31/12/16
Caisse, banques centrales	54,1	31,3	Banques centrales	3,4	4,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	338,9	348,9	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	242,8	266,1
Actifs financiers disponibles à la vente	330,5	339,8	Dettes envers les établissements de crédit	88,4	78,8
Prêts et créances sur les établissements de crédit	92,1	96,1	Dettes envers la clientèle	732,4	693,3
Prêts et créances sur la clientèle	814,8	773,9	Dettes représentées par un titre	177,5	168,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	39,1	30,2	Comptes de régularisation et passifs divers	56,5	64,9
Comptes de régularisation et actifs divers	55,5	66,2	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,4	0,4
Actifs non courant destinés à être cédés	0,5	0,6	Provisions techniques des contrats d'assurance	322,1	308,0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	5,1	7,0	Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées	31,9	36,1
Valeurs immobilisées	16,7	15,0	Capitaux propres part du Groupe	102,3	98,6
Ecart d'acquisition	16,0	13,8	Participations ne donnant pas le contrôle	5,4	4,5
<b>Total actif</b>	<b>1 763,2</b>	<b>1 722,8</b>	<b>Total passif</b>	<b>1 763,2</b>	<b>1 722,8</b>

**Table 66. Crédit Agricole S.A. – bilan consolidé au 31/12/2017 (Mds€)**

Actif	31/12/17	31/12/16	Passif	31/12/17	31/12/16
Caisse, banques centrales	50,8	28,2	Banques centrales	3,2	3,9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	337,8	348,2	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	241,2	261,9
Actifs financiers disponibles à la vente	307,1	315,9	Dettes envers les établissements de crédit	125,6	112,3
Prêts et créances sur les établissements de crédit	394,1	382,8	Dettes envers la clientèle	550,7	521,8
Prêts et créances sur la clientèle	360,1	346,3	Dettes représentées par un titre	163,7	159,3
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	20,2	14,4	Comptes de régularisation et passifs divers	50,6	60,5
Comptes de régularisation et actifs divers	46,6	56,6	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,4	0,4
Actifs non courants destinés à être cédés	0,5	0,6	Provisions techniques des contrats d'assurance	320,4	306,7
Participations dans les entreprises mises en équivalence	5,2	7,1	Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées	29,8	33,6
Valeurs immobilisées	12,6	11,0	Capitaux propres part du Groupe	58,1	58,3
Ecart d'acquisition	15,4	13,2	Participations ne donnant pas le contrôle	6,7	5,7
<b>Total actif</b>	<b>1 550,3</b>	<b>1 524,2</b>	<b>Total passif</b>	<b>1 550,3</b>	<b>1 524,2</b>

# Crédit Agricole S.A.

## Répartition du capital

Table 67. Crédit Agricole S.A. – répartition du capital

Répartition du capital	31/12/2017		30/09/2017		31/12/2016	
	Nombre d'actions	%	Nombre d'actions	%	Nombre d'actions	%
SAS Rue La Boétie	1 611 969 963	56,6%	1 611 969 963	56,6%	1 611 969 963	56,7%
Titres d'auto-contrôle	2 146 133	0,1%	1 761 133	0,1%	2 765 736	0,1%
Employés (FCPE, PEE)	114 039 868	4,0%	93 467 160	3,3%	130 088 666	4,5%
Public	1 117 948 562	39,3%	1 138 906 270	40,0%	1 101 280 161	38,7%
<b>Nombre d'actions (fin de période)</b>	<b>2 846 104 526</b>		<b>2 846 104 526</b>		<b>2 846 104 526</b>	
<i>Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période)</i>	<i>2 843 958 393</i>		<i>2 844 343 393</i>		<i>2 843 338 790</i>	
<i>Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle</i>	<i>2 844 067 904</i>		<i>2 843 421 686</i>		<i>2 736 877 451</i>	

## Données par action

Table 68. Crédit Agricole S.A. – données par action

(en m€)		2017	2016	T4-17	T4-16	2017/2016	T4/T4
Résultat net part du Groupe - publié		3 649	3 541	387	291	+3,1%	+32,9%
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(454)	(474)	(125)	(136)	-4,1%	-7,8%
<b>RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié</b>	<b>[A]</b>	<b>3 194</b>	<b>3 067</b>	<b>262</b>	<b>155</b>	<b>+4,2%</b>	<b>+68,6%</b>
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m)	[B]	2 843,6	2 736,9	2 844,0	2 736,9	+3,9%	+3,9%
Résultat net par action - publié	[A]/[B]	1,12 €	1,12 €	0,09 €	0,06 €	+0,3%	+62,2%
<b>Dividende ordinaire par action</b>		<b>0,63 €</b>	<b>0,60 €</b>	-	-		
<b>RNPG sous-jacent</b>		<b>3 925</b>	<b>3 190</b>	<b>878</b>	<b>958</b>	<b>+23,0%</b>	<b>-8,4%</b>
<b>RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires</b>	<b>[C]</b>	<b>3 471</b>	<b>2 716</b>	<b>752</b>	<b>822</b>	<b>+27,8%</b>	<b>-8,5%</b>
<b>Résultat net par action - sous-jacent</b>	<b>[C]/[B]</b>	<b>1,22 €</b>	<b>0,99 €</b>	<b>0,26 €</b>	<b>0,30 €</b>	<b>+23,0%</b>	<b>-12,0%</b>

(en m€)		31/12/2017	31/12/2016
Capitaux propres - part du Groupe		58 361	58 277
- Emissions AT1		(5 011)	(5 011)
- Réserves latentes AFS - part du Groupe		(3 500)	(3 779)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*		(1 792)	(1 716)
<b>Actif net comptable non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.</b>	<b>[D]</b>	<b>48 059</b>	<b>47 771</b>
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe		(17 672)	(15 479)
<b>ANC tangible non réévalué (ANT) attribuable aux actions ordinaires</b>	<b>[E]</b>	<b>30 387</b>	<b>32 292</b>
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	[F]	2 844,0	2 843,3
<b>ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)</b>	<b>[D]/[F]</b>	<b>16,9 €</b>	<b>16,8 €</b>
+ Dividende à verser au titre de l'exercice (€)	[H]	0,63 €	0,60 €
<b>ANC par action, avant déduction du dividende (€)</b>		<b>17,5 €</b>	<b>17,4 €</b>
<b>ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)</b>	<b>[G]=[E]/[F]</b>	<b>10,7 €</b>	<b>11,4 €</b>
<b>ANTI par action, avant déduction du dividende à verser (€)</b>	<b>[G]+[H]</b>	<b>11,3 €</b>	<b>12,0 €</b>

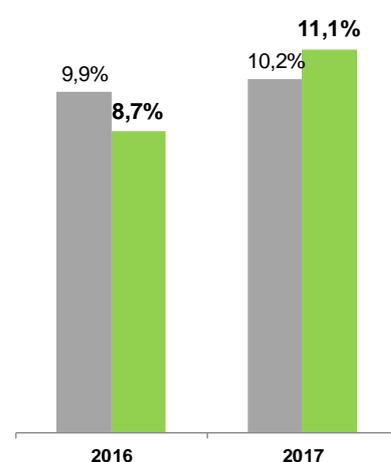
\* dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement

\*\* y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)		2017	2016
Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires	[H]	3 194	3 067
Actif net tangible moyen non réévalué attribuable aux actions ordinaires***	[J]	31 184	31 054
<b>RoTE publié</b>	<b>[H]/[J]</b>	<b>10,2%</b>	<b>9,9%</b>
RNPG sous-jacent attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	[I]	3 471	2 716
<b>ROTE sous-jacent (%)</b>	<b>[I]/[J]</b>	<b>11,1%</b>	<b>8,7%</b>

\*\*\* y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

### ROTE sous-jacent (%)



## Dividende et taux de distribution

Table 69. Crédit Agricole S.A. – dividende et taux de distribution

Calcul taux de distribution :	2017	2016
Dividende ordinaire par action	0,63	0,60
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	2 844	2 843
<b>Total versé en dividende (m€)</b>	<b>1 792</b>	<b>1 706</b>
Majoration du dividende (m€)	11	10
<b>Total versé en dividende, y compris majoration (m€)</b>	<b>1 802</b>	<b>1 716</b>
<b>Résultat net part du Groupe - publié</b>	<b>3 649</b>	<b>3 541</b>
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS	(454)	(474)
<b>RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié</b>	<b>3 194</b>	<b>3 067</b>
<b>Taux de distribution sur RNPG attribuable - publié</b>	<b>56%</b>	<b>56%</b>
<b>Taux de distribution sur RNPG attribuable - sous-jacent</b>	<b>52%</b>	<b>63%</b>

## Emplois pondérés, allocation de capital et rentabilité des métiers

Table 70. Crédit Agricole S.A. – emplois pondérés Bâle 3 non phasé par métier et allocation des fonds propres aux métiers

En Mds€	Emplois pondérés Bâle 3 non phasé par métier			Allocation des fonds propres par métier		
	Déc 17	Sept 17	Déc 16	Déc 17	Sept 17	Déc 16
<b>Banque de proximité en France (LCL)</b>	<b>44,1</b>	<b>43,4</b>	<b>41,6</b>	<b>4,2</b>	<b>4,1</b>	<b>3,9</b>
<b>Banque de proximité à l'international</b>	<b>38,7</b>	<b>34,4</b>	<b>33,2</b>	<b>3,7</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>
<b>Gestion de l'épargne et Assurances</b>	<b>27,0</b>	<b>25,0</b>	<b>21,7</b>	<b>8,7</b>	<b>8,9</b>	<b>9,7</b>
- Gestion de l'épargne	12,2	11,7	10,2	2,2	2,8	2,2
- Assurances* **	14,8	13,3	11,5	6,4	6,1	7,4
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>54,4</b>	<b>54,4</b>	<b>56,9</b>	<b>5,2</b>	<b>5,2</b>	<b>5,4</b>
<b>Grandes clientèles</b>	<b>108,2</b>	<b>110,4</b>	<b>127,6</b>	<b>10,3</b>	<b>10,5</b>	<b>12,1</b>
- Banque de financement	66,1	62,6	73,6	6,3	6,0	7,0
- Banque de marchés et d'investissement	33,6	38,7	44,1	3,2	3,7	4,2
- Services financiers aux institutionnels	8,5	9,0	10,0	0,8	0,9	0,9
<b>Activités hors métiers</b>	<b>24,0</b>	<b>25,2</b>	<b>19,8</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>296,4</b>	<b>292,7</b>	<b>300,7</b>			
dont risque de crédit	250,4	250,4	261,6			
dont risque d'ajustement de l'évaluation de crédit	2,7	2,7	3,9			
dont risque de marché	10,4	10,4	7,7			
dont risque opérationnel	29,1	29,1	27,5			

*Méthodologie :*

- 9,5% des emplois pondérés pour tous les métiers sauf les métiers Gestion d'actifs et Assurances
- Gestion d'actifs : 9,5% des RWA, augmenté des besoins en Seed Money et des participations et investissements
- Assurances : 80% des exigences de capital au titre de Solvency 2 diminuées de 9,5% des RWA transférés au titre de la garantie Switch 2 aux Caisses régionales

# Annexes

## Annexe 1 – Eléments spécifiques

### Groupe Crédit Agricole

Table 71. Groupe Crédit Agricole – Eléments spécifiques, T4-17 et T4-16, et 2017 et 2016

En m€	T4-17		T4-16		2017		2016	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
Spread émetteurs (AHM)	(104)	(62)	83	52	(249)	(153)	(160)	(103)
DVA (GC)	(5)	(4)	(3)	(2)	(66)	(43)	(38)	(25)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(4)	(2)	(1)	(1)	(57)	(37)	(25)	(16)
Provisions Epargne logement (LCL)	2	2	(17)	(11)	65	43	(17)	(11)
Provisions Epargne logement (AHM)	3	2	(66)	(43)	156	103	(66)	(43)
Provisions Epargne logement (CR)	15	10	(194)	(127)	220	144	(203)	(133)
Opération Euréka-frais (AHM)	-	-	(6)	(4)	-	-	(34)	(27)
Liability Management (BPF)	-	-	-	-	-	-	(300)	(197)
Ajustement du coût des passifs (CR)	-	-	-	-	(218)	(148)	-	-
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	39	26	(683)	(448)
Plus-value VISA EUROPE (AHM)	-	-	-	-	-	-	355	337
Amende Echange Images Chèques	(98)	(98)	-	-	(98)	(98)	-	-
<b>Total impact en PNB</b>	<b>(190)</b>	<b>(152)</b>	<b>(205)</b>	<b>(136)</b>	<b>(207)</b>	<b>(164)</b>	<b>(1 172)</b>	<b>(666)</b>
Provisions réseau LCL (BPF)	-	-	-	-	-	-	(41)	(27)
Plan d'adaptation de Groupe Cariparma (BPI)	-	-	(51)	(30)	-	-	(51)	(30)
Coûts d'intégration Pioneer (GEA)	(77)	(33)	-	-	(135)	(58)	-	-
Coût intégration 3 banques italiennes (BPI)	(41)	(24)	-	-	(41)	(24)	-	-
<b>Total impact en Charges</b>	<b>(117)</b>	<b>(57)</b>	<b>(51)</b>	<b>(30)</b>	<b>(176)</b>	<b>(83)</b>	<b>(92)</b>	<b>(56)</b>
Cession Eurazeo (AHM)	(4)	(4)	-	-	103	103	-	-
Cession BSF (GC)	(15)	(15)	-	-	102	102	-	-
<b>Total impact en Mises en équivalence</b>	<b>(19)</b>	<b>(19)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>205</b>	<b>205</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variation des écarts d'acquisition (AHM)	186	131	(540)	(540)	186	131	(540)	(540)
<b>Total impact variation des écarts d'acquisition</b>	<b>186</b>	<b>131</b>	<b>(540)</b>	<b>(540)</b>	<b>186</b>	<b>131</b>	<b>(540)</b>	<b>(540)</b>
Surtaxe IS	-	(343)	-	-	-	(343)	-	-
Remboursement taxe dividende 3%	-	79	-	-	-	79	-	-
Revalorisation impôts différés	-	(407)	-	(453)	-	(407)	-	(453)
<b>Total impact en Impôts</b>	<b>-</b>	<b>(671)</b>	<b>-</b>	<b>(453)</b>	<b>-</b>	<b>(671)</b>	<b>-</b>	<b>(453)</b>
Coûts d'acquisition CA Italie (BPI)	(3)	(2)	-	-	(11)	(6)	-	-
<b>Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>(3)</b>	<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(11)</b>	<b>(6)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impact total des retraitements</b>	<b>(143)</b>	<b>(770)</b>	<b>(796)</b>	<b>(1 159)</b>	<b>(2)</b>	<b>(587)</b>	<b>(1 804)</b>	<b>(1 715)</b>
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	(77)	(153)	-	(80)	(135)	(178)	-	(80)
<i>Banque de proximité-France</i>	(42)	(427)	(211)	(464)	8	(400)	(561)	(693)
<i>Banque de proximité-International</i>	(44)	(26)	(51)	(30)	(51)	(30)	(51)	(30)
<i>Services financiers spécialisés</i>	-	43	-	(3)	-	43	-	(3)
<i>Grandes Clientèles</i>	(24)	(111)	(4)	(4)	(21)	(68)	(63)	(42)
<i>Activités hors métiers</i>	43	(95)	(530)	(578)	198	48	(1 129)	(867)

Table 72. Crédit Agricole S.A. – Eléments spécifiques, T4-17 et T4-16, et 2017 et 2016

En m€	T4-17		T4-16		2017		2016	
	Impact brut*	Impact en RNPG						
Spread émetteurs (AHM)	(95)	(62)	103	66	(216)	(131)	(139)	(84)
DVA (GC)	(5)	(4)	(3)	(2)	(66)	(42)	(38)	(24)
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(4)	(2)	(1)	(1)	(57)	(36)	(25)	(16)
Provisions Epargne logement (LCL)	2	1	(17)	(11)	65	40	(17)	(11)
Provisions Epargne logement (AHM)	3	2	(66)	(43)	156	103	(66)	(43)
Opération Eurêka-frais (AHM)	-	-	-	-	-	-	(23)	(18)
Liability Management (BPF)	-	-	-	-	-	-	(300)	(187)
Soulte Liability management (AHM)	-	-	-	-	39	26	(683)	(448)
Plus-value VISA EUROPE (AHM)	-	-	-	-	-	-	355	327
Dividendes des CR (AHM)	-	-	-	-	-	-	286	285
Amende Echange Images Chèques(1)	(59)	(58)	-	-	(59)	(58)	-	-
<b>Total impact en PNB</b>	<b>(158)</b>	<b>(123)</b>	<b>16</b>	<b>9</b>	<b>(138)</b>	<b>(100)</b>	<b>(652)</b>	<b>(220)</b>
Provisions réseau LCL (BPF)	-	-	-	-	-	-	(41)	(26)
Plan d'adaptation de Groupe Cariparma (BPI)	-	-	(51)	(25)	-	-	(51)	(25)
Coûts d'intégration Pioneer (GEA)	(77)	(32)	-	-	(135)	(60)	-	-
Coût intégration 3 banques italiennes (BPI)	(41)	(22)	-	-	(41)	(22)	-	-
<b>Total impact en Charges</b>	<b>(117)</b>	<b>(54)</b>	<b>(51)</b>	<b>(25)</b>	<b>(176)</b>	<b>(82)</b>	<b>(92)</b>	<b>(51)</b>
Cession Eurazeo (AHM)	(4)	(4)	-	-	103	103	-	-
Cession BSF (GC)	(15)	(15)	-	-	102	99	-	-
<b>Total impact en Mises en équivalence</b>	<b>(19)</b>	<b>(19)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>205</b>	<b>203</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variation des écarts d'acquisition (AHM) (2)	186	91	(491)	(491)	186	91	(491)	(491)
<b>Total impact variation des écarts d'acquisition</b>	<b>186</b>	<b>91</b>	<b>(491)</b>	<b>(491)</b>	<b>186</b>	<b>91</b>	<b>(491)</b>	<b>(491)</b>
Surtaxe IS (3)		(326)		-		(326)		-
Remboursement taxe dividende 3% (3)		69		-		69		-
Revalorisation impôts différés (3)		(128)		(160)		(128)		(160)
<b>Total impact en Impôts</b>		<b>(384)</b>		<b>(160)</b>		<b>(384)</b>		<b>(160)</b>
Coûts d'acquisition CA Italie (BPI)	(3)	(2)	-	-	(8)	(4)	-	-
<b>Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>(3)</b>	<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(8)</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Opération Eurêka (AHM)	-	-	-	-	-	-	1 272	1 272
<b>Total impact en Activités en cours de cession</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 272</b>	<b>1 272</b>
<b>Impact total des retraitements</b>	<b>(111)</b>	<b>(490)</b>	<b>(526)</b>	<b>(667)</b>	<b>70</b>	<b>(276)</b>	<b>38</b>	<b>351</b>
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	<i>(77)</i>	<i>(147)</i>	<i>-</i>	<i>(80)</i>	<i>(135)</i>	<i>(176)</i>	<i>-</i>	<i>(80)</i>
<i>Banque de proximité-France</i>	<i>(19)</i>	<i>(118)</i>	<i>(17)</i>	<i>(35)</i>	<i>44</i>	<i>(79)</i>	<i>(358)</i>	<i>(247)</i>
<i>Banque de proximité-International</i>	<i>(44)</i>	<i>(23)</i>	<i>(51)</i>	<i>(25)</i>	<i>(49)</i>	<i>(26)</i>	<i>(51)</i>	<i>(25)</i>
<i>Services financiers spécialisés</i>	<i>-</i>	<i>43</i>	<i>-</i>	<i>(3)</i>	<i>-</i>	<i>43</i>	<i>-</i>	<i>(3)</i>
<i>Grandes Clientèles</i>	<i>(24)</i>	<i>(108)</i>	<i>(4)</i>	<i>(4)</i>	<i>(21)</i>	<i>(67)</i>	<i>(63)</i>	<i>(41)</i>
<i>Activités hors métiers</i>	<i>51</i>	<i>(136)</i>	<i>(454)</i>	<i>(520)</i>	<i>231</i>	<i>28</i>	<i>510</i>	<i>747</i>

\* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

(1) dont -38 m€ pour AHM et -21 m€ pour LCL (avant impôt et minoritaires)

(2) dont +408 m€ de badwill sur les trois banques italiennes et -222 m€ de dépréciation de la survaleur sur CA Polska (avant minoritaires, pas d'effet fiscal)

(3) voir détail dans le tableau suivant

\* Impacts avant impôts (sauf ligne "impacts en impôts") et avant intérêts minoritaires

## Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

**Table 73. Groupe Crédit Agricole – Passage du publié au sous-jacent, T4-17 et T4-16 et 2017 et 2016**

En m€	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Eléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>8 045</b>	<b>(190)</b>	<b>8 235</b>	<b>7 904</b>	<b>(205)</b>	<b>8 109</b>	+1,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 459)	(117)	(5 342)	(5 187)	(51)	(5 136)	+4,0%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 586</b>	<b>(307)</b>	<b>2 893</b>	<b>2 716</b>	<b>(256)</b>	<b>2 972</b>	<b>(2,7%)</b>
Coût du risque de crédit	(423)	-	(423)	(457)	-	(457)	(7,6%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	49	(19)	68	111	-	111	(38,4%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	186	0	(540)	(540)	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 404</b>	<b>(143)</b>	<b>2 547</b>	<b>1 824</b>	<b>(796)</b>	<b>2 620</b>	<b>(2,8%)</b>
Impôt	(1 294)	(591)	(704)	(1 091)	(366)	(724)	(2,9%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	(23)	-	(23)	20	-	20	ns
<b>Résultat net</b>	<b>1 087</b>	<b>(734)</b>	<b>1 821</b>	<b>753</b>	<b>(1 162)</b>	<b>1 915</b>	<b>(4,9%)</b>
Intérêts minoritaires	(165)	(36)	(129)	(82)	4	(85)	+51,5%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>922</b>	<b>(770)</b>	<b>1 692</b>	<b>671</b>	<b>(1 159)</b>	<b>1 830</b>	<b>(7,5%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>67,9%</b>		<b>64,9%</b>	<b>65,6%</b>		<b>63,3%</b>	<b>+1,5 pp</b>

En m€	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	2016 publié	Eléments spécifiques	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>32 108</b>	<b>(207)</b>	<b>32 315</b>	<b>30 428</b>	<b>(1 172)</b>	<b>31 600</b>	+2,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(20 626)	(176)	(20 450)	(19 944)	(92)	(19 852)	+3,0%
FRU	(285)	-	(285)	(282)	-	(282)	+1,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>11 197</b>	<b>(383)</b>	<b>11 580</b>	<b>10 201</b>	<b>(1 264)</b>	<b>11 465</b>	<b>+1,0%</b>
Coût du risque de crédit	(1 536)	-	(1 536)	(2 312)	-	(2 312)	(33,6%)
Coût du risque juridique	(115)	-	(115)	(100)	-	(100)	+15,0%
Sociétés mises en équivalence	732	205	527	499	-	499	+5,7%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	186	0	(540)	(540)	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>10 470</b>	<b>(2)</b>	<b>10 472</b>	<b>7 723</b>	<b>(1 804)</b>	<b>9 527</b>	<b>+9,9%</b>
Impôt	(3 479)	(567)	(2 912)	(2 582)	80	(2 662)	+9,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	20	-	20	31	-	31	(34,9%)
<b>Résultat net</b>	<b>7 010</b>	<b>(569)</b>	<b>7 580</b>	<b>5 172</b>	<b>(1 724)</b>	<b>6 896</b>	<b>+9,9%</b>
Intérêts minoritaires	(474)	(18)	(457)	(347)	9	(355)	+28,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>6 536</b>	<b>(587)</b>	<b>7 123</b>	<b>4 825</b>	<b>(1 715)</b>	<b>6 541</b>	<b>+8,9%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>64,2%</b>		<b>63,3%</b>	<b>65,5%</b>		<b>62,8%</b>	<b>+0,5 pp</b>

## Annexe 3 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Table 74. Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, T4-17 et T4-16								
En m€	T4-17 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 341</b>	<b>827</b>	<b>1 560</b>	<b>647</b>	<b>671</b>	<b>1 302</b>	<b>(303)</b>	<b>8 045</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 153)	(613)	(830)	(470)	(372)	(816)	(206)	(5 459)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 188</b>	<b>215</b>	<b>730</b>	<b>177</b>	<b>299</b>	<b>486</b>	<b>(509)</b>	<b>2 586</b>
Coût du risque de crédit	(86)	(55)	(24)	(104)	(102)	(37)	(14)	(423)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	2	-	9	-	58	(15)	(4)	49
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(8)	6	4	(4)	(0)	10	(2)	5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	0	-	-	186	186
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 095</b>	<b>165</b>	<b>719</b>	<b>69</b>	<b>255</b>	<b>444</b>	<b>(343)</b>	<b>2 404</b>
Impôts	(635)	(145)	(242)	(21)	(25)	(262)	36	(1 294)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(8)	(0)	(15)	-	-	(23)
<b>Résultat net</b>	<b>460</b>	<b>20</b>	<b>468</b>	<b>48</b>	<b>216</b>	<b>182</b>	<b>(307)</b>	<b>1 087</b>
Intérêts minoritaires	0	(0)	(63)	(12)	(30)	(6)	(54)	(165)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>460</b>	<b>20</b>	<b>405</b>	<b>36</b>	<b>186</b>	<b>176</b>	<b>(361)</b>	<b>922</b>
En m€	T4-16 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 271</b>	<b>863</b>	<b>1 293</b>	<b>639</b>	<b>683</b>	<b>1 249</b>	<b>(95)</b>	<b>7 904</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 160)	(604)	(555)	(469)	(365)	(786)	(250)	(5 187)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 112</b>	<b>260</b>	<b>739</b>	<b>170</b>	<b>318</b>	<b>463</b>	<b>(345)</b>	<b>2 716</b>
Coût du risque de crédit	(61)	(52)	(1)	(107)	(124)	(103)	(10)	(457)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	1	-	8	-	56	29	18	111
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(0)	1	1	(1)	(0)	0	(7)	(6)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	(540)	(540)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 051</b>	<b>209</b>	<b>747</b>	<b>62</b>	<b>249</b>	<b>389</b>	<b>(884)</b>	<b>1 824</b>
Impôts	(646)	(66)	(272)	(16)	(56)	(109)	75	(1 091)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	22	(3)	-	0	0	20
<b>Résultat net</b>	<b>405</b>	<b>143</b>	<b>497</b>	<b>44</b>	<b>193</b>	<b>280</b>	<b>(809)</b>	<b>753</b>
Intérêts minoritaires	(0)	0	(44)	(11)	(23)	(3)	(1)	(82)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>405</b>	<b>143</b>	<b>453</b>	<b>33</b>	<b>170</b>	<b>277</b>	<b>(810)</b>	<b>671</b>

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

**Table 75. Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, 2017 et 2016**

En m€	2017 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>13 277</b>	<b>3 491</b>	<b>5 255</b>	<b>2 594</b>	<b>2 721</b>	<b>5 328</b>	<b>(558)</b>	<b>32 108</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(8 487)	(2 427)	(2 706)	(1 624)	(1 393)	(3 099)	(890)	(20 626)
FRU	(43)	(15)	(3)	(10)	(14)	(139)	(61)	(285)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>4 746</b>	<b>1 049</b>	<b>2 546</b>	<b>960</b>	<b>1 314</b>	<b>2 089</b>	<b>(1 509)</b>	<b>11 197</b>
Coût du risque de crédit	(218)	(204)	(25)	(433)	(440)	(203)	(12)	(1 536)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	(115)	-	(115)
Sociétés mises en équivalence	6	-	33	-	241	277	175	732
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(5)	6	4	(7)	(1)	13	(4)	5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	0	-	-	186	186
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>4 529</b>	<b>851</b>	<b>2 559</b>	<b>520</b>	<b>1 114</b>	<b>2 060</b>	<b>(1 164)</b>	<b>10 470</b>
Impôts	(1 772)	(338)	(647)	(159)	(230)	(709)	375	(3 479)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	21	0	(1)	-	-	20
<b>Résultat net</b>	<b>2 758</b>	<b>513</b>	<b>1 933</b>	<b>361</b>	<b>883</b>	<b>1 352</b>	<b>(788)</b>	<b>7 010</b>
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(209)	(80)	(118)	(21)	(47)	(474)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 757</b>	<b>513</b>	<b>1 724</b>	<b>281</b>	<b>766</b>	<b>1 331</b>	<b>(835)</b>	<b>6 536</b>

En m€	2016 (publié)							
	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>13 627</b>	<b>3 118</b>	<b>4 740</b>	<b>2 610</b>	<b>2 646</b>	<b>5 195</b>	<b>(1 509)</b>	<b>30 428</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(8 337)	(2 520)	(2 153)	(1 612)	(1 371)	(3 039)	(911)	(19 944)
FRU	(38)	(19)	(2)	(10)	(13)	(148)	(52)	(282)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>5 252</b>	<b>578</b>	<b>2 585</b>	<b>988</b>	<b>1 262</b>	<b>2 008</b>	<b>(2 472)</b>	<b>10 201</b>
Coût du risque de crédit	(619)	(182)	(9)	(458)	(558)	(457)	(28)	(2 312)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	(100)	-	(100)
Sociétés mises en équivalence	6	-	28	-	207	211	46	499
Gains ou pertes nets sur autres actifs	27	1	2	(0)	(2)	1	(54)	(25)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	(540)	(540)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>4 666</b>	<b>397</b>	<b>2 606</b>	<b>529</b>	<b>910</b>	<b>1 663</b>	<b>(3 048)</b>	<b>7 723</b>
Impôts	(1 877)	(110)	(772)	(165)	(210)	(372)	923	(2 582)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	23	(3)	-	11	0	31
<b>Résultat net</b>	<b>2 789</b>	<b>287</b>	<b>1 857</b>	<b>361</b>	<b>701</b>	<b>1 302</b>	<b>(2 125)</b>	<b>5 172</b>
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(157)	(83)	(91)	(18)	3	(347)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 789</b>	<b>287</b>	<b>1 700</b>	<b>278</b>	<b>610</b>	<b>1 284</b>	<b>(2 122)</b>	<b>4 825</b>

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

## Annexe 4 – Crédit Agricole S.A. : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

Table 76. Crédit Agricole S.A. – Passage du publié au sous-jacent, T4-17 et T4-16

En m€	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Eléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>4 651</b>	<b>(158)</b>	<b>4 810</b>	<b>4 579</b>	<b>16</b>	<b>4 563</b>	<b>+5,4%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(3 268)	(117)	(3 150)	(2 981)	(51)	(2 930)	+7,5%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 384</b>	<b>(275)</b>	<b>1 659</b>	<b>1 598</b>	<b>(35)</b>	<b>1 633</b>	<b>+1,6%</b>
Coût du risque de crédit	(335)	-	(335)	(395)	-	(395)	(15,1%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	50	(19)	69	125	-	125	(44,6%)
Gains ou pertes sur autres actifs	13	(3)	16	(6)	-	(6)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	186	0	(491)	(491)	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 299</b>	<b>(111)</b>	<b>1 410</b>	<b>832</b>	<b>(526)</b>	<b>1 358</b>	<b>+3,8%</b>
Impôt	(703)	(316)	(387)	(461)	(150)	(311)	+24,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	(23)	-	(23)	20	-	20	ns
<b>Résultat net</b>	<b>573</b>	<b>(427)</b>	<b>1 000</b>	<b>390</b>	<b>(676)</b>	<b>1 066</b>	<b>(6,2%)</b>
Intérêts minoritaires	(186)	(64)	(123)	(99)	9	(108)	+13,2%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>387</b>	<b>(490)</b>	<b>878</b>	<b>291</b>	<b>(667)</b>	<b>958</b>	<b>(8,4%)</b>
<b>Bénéfice par action (€)</b>	<b>0,09</b>	<b>(0,17)</b>	<b>0,26</b>	<b>0,06</b>	<b>(0,24)</b>	<b>0,30</b>	<b>(12,0%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>70,2%</b>		<b>65,5%</b>	<b>65,1%</b>		<b>64,2%</b>	<b>+1,3 pp</b>

Table 77. Crédit Agricole S.A. – Passage du publié au sous-jacent, 2017 et 2016

En m€	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	2016 publié	Eléments spécifiques	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>18 634</b>	<b>(138)</b>	<b>18 772</b>	<b>16 855</b>	<b>(652)</b>	<b>17 506</b>	<b>+7,2%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(11 961)	(176)	(11 785)	(11 454)	(92)	(11 362)	+3,7%
FRU	(242)	-	(242)	(241)	-	(241)	+0,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>6 431</b>	<b>(314)</b>	<b>6 745</b>	<b>5 160</b>	<b>(744)</b>	<b>5 904</b>	<b>+14,3%</b>
Coût du risque de crédit	(1 307)	-	(1 307)	(1 687)	-	(1 687)	(22,5%)
Coût du risque juridique	(115)	-	(115)	(100)	-	(100)	+15,0%
Sociétés mises en équivalence	728	205	523	518	-	518	+0,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	6	(8)	14	(52)	-	(52)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	186	0	(491)	(491)	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>5 929</b>	<b>70</b>	<b>5 859</b>	<b>3 348</b>	<b>(1 235)</b>	<b>4 583</b>	<b>+27,9%</b>
Impôt	(1 733)	(300)	(1 433)	(695)	294	(989)	+44,8%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	20	-	20	1 303	1 272	31	ns
<b>Résultat net</b>	<b>4 216</b>	<b>(230)</b>	<b>4 447</b>	<b>3 956</b>	<b>332</b>	<b>3 624</b>	<b>+22,7%</b>
Intérêts minoritaires	(568)	(46)	(521)	(415)	19	(434)	+20,0%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>3 649</b>	<b>(276)</b>	<b>3 925</b>	<b>3 541</b>	<b>351</b>	<b>3 190</b>	<b>+23,0%</b>
<b>Résultat net part du Groupe par action (€)</b>	<b>1,12</b>	<b>(0,10)</b>	<b>1,22</b>	<b>1,12</b>	<b>0,13</b>	<b>0,99</b>	<b>+23,0%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>64,2%</b>		<b>62,8%</b>	<b>68,0%</b>		<b>64,9%</b>	<b>-2,1 pp</b>

## Annexe 5 – Crédit Agricole S.A. : résultats par pôle

Table 78. Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T4-17 et T4-16							
En m€	T4-17 (publié)						
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 560</b>	<b>827</b>	<b>617</b>	<b>671</b>	<b>1 305</b>	<b>(329)</b>	<b>4 651</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(830)	(613)	(449)	(372)	(816)	(188)	(3 268)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>730</b>	<b>215</b>	<b>168</b>	<b>299</b>	<b>489</b>	<b>(517)</b>	<b>1 384</b>
Coût du risque de crédit	(24)	(55)	(104)	(102)	(37)	(13)	(335)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	9	-	-	58	(15)	(1)	50
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	6	(4)	(0)	10	(3)	13
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	0	-	-	186	186
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>719</b>	<b>165</b>	<b>60</b>	<b>255</b>	<b>447</b>	<b>(347)</b>	<b>1 299</b>
Impôts	(242)	(144)	(19)	(25)	(263)	(9)	(703)
Rés. net des activités abandonnées	(8)	-	(0)	(15)	-	-	(23)
<b>Résultat net</b>	<b>468</b>	<b>21</b>	<b>41</b>	<b>216</b>	<b>184</b>	<b>(356)</b>	<b>573</b>
Intérêts minoritaires	(67)	(1)	(12)	(30)	(9)	(67)	(186)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>401</b>	<b>20</b>	<b>28</b>	<b>186</b>	<b>174</b>	<b>(423)</b>	<b>387</b>
En m€	T4-16 (publié)						
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 293</b>	<b>863</b>	<b>611</b>	<b>683</b>	<b>1 248</b>	<b>(120)</b>	<b>4 579</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(555)	(604)	(452)	(365)	(786)	(220)	(2 981)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>739</b>	<b>260</b>	<b>160</b>	<b>318</b>	<b>462</b>	<b>(340)</b>	<b>1 598</b>
Coût du risque de crédit	(1)	(52)	(106)	(124)	(103)	(9)	(395)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	8	-	(0)	56	29	33	125
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	1	(1)	(0)	0	(7)	(6)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	(491)	(491)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>747</b>	<b>209</b>	<b>53</b>	<b>249</b>	<b>388</b>	<b>(815)</b>	<b>832</b>
Impôts	(274)	(66)	(14)	(56)	(109)	58	(461)
Rés. net des activités abandonnées	22	-	(3)	-	0	0	20
<b>Résultat net</b>	<b>496</b>	<b>143</b>	<b>36</b>	<b>193</b>	<b>279</b>	<b>(756)</b>	<b>390</b>
Intérêts minoritaires	(48)	(7)	(13)	(23)	(8)	(1)	(99)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>448</b>	<b>136</b>	<b>24</b>	<b>170</b>	<b>271</b>	<b>(757)</b>	<b>291</b>

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

**Table 79. Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 2017 et 2016**

En m€	2017 (publié)						
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 263</b>	<b>3 492</b>	<b>2 482</b>	<b>2 721</b>	<b>5 332</b>	<b>(656)</b>	<b>18 634</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 706)	(2 427)	(1 547)	(1 393)	(3 099)	(789)	(11 961)
FRU	(3)	(15)	(10)	(14)	(139)	(61)	(242)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 555</b>	<b>1 050</b>	<b>924</b>	<b>1 314</b>	<b>2 094</b>	<b>(1 505)</b>	<b>6 431</b>
Coût du risque de crédit	(25)	(204)	(429)	(440)	(203)	(6)	(1 307)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	(115)	-	(115)
Sociétés mises en équivalence	33	-	-	241	277	177	728
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4	6	(12)	(1)	13	(4)	6
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	0	-	-	186	186
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 567</b>	<b>851</b>	<b>483</b>	<b>1 114</b>	<b>2 065</b>	<b>(1 152)</b>	<b>5 929</b>
Impôts	(647)	(338)	(152)	(230)	(710)	344	(1 733)
Rés. net des activités abandonnées	21	-	0	(1)	-	-	20
<b>Résultat net</b>	<b>1 942</b>	<b>513</b>	<b>331</b>	<b>883</b>	<b>1 355</b>	<b>(808)</b>	<b>4 216</b>
Intérêts minoritaires	(222)	(25)	(97)	(118)	(48)	(58)	(568)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 720</b>	<b>488</b>	<b>234</b>	<b>766</b>	<b>1 307</b>	<b>(865)</b>	<b>3 649</b>

En m€	2016 (publié)						
	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
<b>Produit net bancaire</b>	<b>4 744</b>	<b>3 118</b>	<b>2 505</b>	<b>2 646</b>	<b>5 190</b>	<b>(1 348)</b>	<b>16 855</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 153)	(2 520)	(1 546)	(1 371)	(3 038)	(825)	(11 454)
FRU	(2)	(19)	(10)	(13)	(149)	(47)	(241)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 588</b>	<b>578</b>	<b>949</b>	<b>1 262</b>	<b>2 003</b>	<b>(2 220)</b>	<b>5 160</b>
Coût du risque de crédit	(9)	(182)	(454)	(558)	(457)	(27)	(1 687)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	(100)	-	(100)
Sociétés mises en équivalence	28	-	-	207	211	71	518
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	1	(0)	(2)	1	(54)	(52)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	(491)	(491)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 609</b>	<b>397</b>	<b>494</b>	<b>910</b>	<b>1 658</b>	<b>(2 721)</b>	<b>3 348</b>
Impôts	(773)	(110)	(157)	(210)	(370)	925	(695)
Rés. net des activités abandonnées	23	-	(3)	-	11	1 272	1 303
<b>Résultat net</b>	<b>1 858</b>	<b>287</b>	<b>335</b>	<b>701</b>	<b>1 299</b>	<b>(523)</b>	<b>3 956</b>
Intérêts minoritaires	(169)	(14)	(102)	(91)	(44)	4	(415)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 690</b>	<b>273</b>	<b>233</b>	<b>610</b>	<b>1 255</b>	<b>(520)</b>	<b>3 541</b>

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

## Annexe 6 – Par métier : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

Au quatrième trimestre et sur l'exercice 2017 ainsi qu'au quatrième trimestre et sur l'exercice 2016, les métiers Gestion d'actifs, Banques de proximité en France (LCL et Caisses régionales), Banques de proximité à l'international (Italie) et Grandes clientèles incluent des éléments spécifiques.

Table 80. Assurances – passage du publié au sous-jacent

En m€	T4-17 publié	Éléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Éléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>629</b>	-	<b>629</b>	<b>652</b>	-	<b>652</b>	<b>(3,4%)</b>	<b>(3,4%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(197)	-	(197)	(163)	-	(163)	+20,4%	+20,4%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>433</b>	-	<b>433</b>	<b>488</b>	-	<b>488</b>	<b>(11,4%)</b>	<b>(11,4%)</b>
Coût du risque de crédit	(0)	-	(0)	0	-	0	ns	ns
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	-	0	(0)	-	(0)	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	0	-	0	(2)	-	(2)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>433</b>	-	<b>433</b>	<b>486</b>	-	<b>486</b>	<b>(11,0%)</b>	<b>(11,0%)</b>
Impôts	(180)	(119)	(61)	(194)	(80)	(114)	(7,2%)	(46,3%)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	(8)	-	(8)	22	-	22	ns	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>244</b>	<b>(119)</b>	<b>363</b>	<b>314</b>	<b>(80)</b>	<b>395</b>	<b>(22,3%)</b>	<b>(8,0%)</b>
Intérêts minoritaires	(1)	-	(1)	(3)	0	(3)	(80,7%)	(81,4%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>244</b>	<b>(119)</b>	<b>363</b>	<b>311</b>	<b>(80)</b>	<b>391</b>	<b>(21,7%)</b>	<b>(7,4%)</b>

En m€	2017 publié	Éléments spécifiques	2017 sous-jacent	2016 publié	Éléments spécifiques	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 publié	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 243</b>	-	<b>2 243</b>	<b>2 337</b>	-	<b>2 337</b>	<b>(4,0%)</b>	<b>(4,0%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(197)	-	(743)	(693)	-	(693)	(71,7%)	+7,2%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>433</b>	-	<b>1 500</b>	<b>1 644</b>	-	<b>1 644</b>	<b>(73,7%)</b>	<b>(8,8%)</b>
Coût du risque de crédit	(0)	-	(0)	0	-	0	ns	ns
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0	-	(0)	(0)	-	(0)	ns	(35,5%)
Gains ou pertes sur autres actifs	0	-	0	(2)	-	(2)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>433</b>	-	<b>1 500</b>	<b>1 642</b>	-	<b>1 642</b>	<b>(73,7%)</b>	<b>(8,6%)</b>
Impôts	(180)	(119)	(238)	(483)	(80)	(403)	(62,7%)	(40,9%)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	(8)	-	21	23	-	23	ns	-5,6%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>244</b>	<b>(119)</b>	<b>1 283</b>	<b>1 182</b>	<b>(80)</b>	<b>1 262</b>	<b>(79,3%)</b>	<b>+1,7%</b>
Intérêts minoritaires	(1)	-	(3)	(5)	0	(5)	(87,7%)	(38,7%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>244</b>	<b>(119)</b>	<b>1 280</b>	<b>1 176</b>	<b>(80)</b>	<b>1 257</b>	<b>(79,3%)</b>	<b>+1,9%</b>

**Table 81. Gestion d'actifs (Amundi) – passage du publié au sous-jacent**

En m€	T4-17 publié	Éléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Éléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>734</b>	-	<b>734</b>	<b>443</b>	-	<b>443</b>	<b>+65,6%</b>	<b>+65,6%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(462)	(77)	(386)	(240)	-	(240)	+92,7%	+60,7%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>271</b>	<b>(77)</b>	<b>348</b>	<b>203</b>	-	<b>203</b>	<b>+33,6%</b>	<b>+71,3%</b>
Coût du risque	(8)	-	(8)	(0)	-	(0)	ns	ns
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	9	-	9	8	-	8	+12,2%	+12,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	-	(0)	(0)	-	(0)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>272</b>	<b>(77)</b>	<b>348</b>	<b>211</b>	-	<b>211</b>	<b>+29,0%</b>	<b>+65,4%</b>
Impôts	(65)	35	(100)	(60)	-	(60)	+7,6%	+65,9%
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>207</b>	<b>(41)</b>	<b>248</b>	<b>150</b>	-	<b>150</b>	<b>+37,6%</b>	<b>+65,2%</b>
Intérêts minoritaires	(66)	13	(79)	(40)	-	(40)	+64,4%	+97,0%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>141</b>	<b>(28)</b>	<b>169</b>	<b>110</b>	-	<b>110</b>	<b>+27,9%</b>	<b>+53,7%</b>

En m€	2017 publié	Éléments spécifiques	2017 sous-jacent	2016 publié	Éléments spécifiques	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 publié	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 255</b>	-	<b>2 255</b>	<b>1 677</b>	-	<b>1 677</b>	<b>+34,4%</b>	<b>+34,4%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(1 328)	(135)	(1 192)	(893)	-	(893)	+48,7%	+33,5%
FRU	(1)	-	(1)	(2)	-	(2)	(20,1%)	(20,1%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>926</b>	<b>(135)</b>	<b>1 061</b>	<b>783</b>	-	<b>783</b>	<b>+18,3%</b>	<b>+35,6%</b>
Coût du risque	(13)	-	(13)	(1)	-	(1)	ns	ns
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	33	-	33	28	-	28	+16,0%	+16,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	-	(1)	0	-	0	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>944</b>	<b>(135)</b>	<b>1 080</b>	<b>810</b>	-	<b>810</b>	<b>+16,5%</b>	<b>+33,2%</b>
Impôts	(279)	53	(332)	(253)	-	(253)	+10,4%	+31,3%
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>666</b>	<b>(83)</b>	<b>748</b>	<b>558</b>	-	<b>558</b>	<b>+19,3%</b>	<b>+34,1%</b>
Intérêts minoritaires	(205)	26	(231)	(147)	-	(147)	+39,5%	+57,0%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>460</b>	<b>(57)</b>	<b>517</b>	<b>411</b>	-	<b>411</b>	<b>+12,0%</b>	<b>+25,9%</b>

**Table 82. Banque de proximité en France (LCL) – passage du publié au sous-jacent**

En m€	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Eléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>827</b>	<b>(19)</b>	<b>846</b>	<b>863</b>	<b>(17)</b>	<b>880</b>	<b>(4,2%)</b>	<b>(3,9%)</b>
Charges d'exploitation	(613)	-	(613)	(604)	-	(604)	+1,5%	+1,5%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>215</b>	<b>(19)</b>	<b>233</b>	<b>260</b>	<b>(17)</b>	<b>277</b>	<b>(17,4%)</b>	<b>(15,7%)</b>
Coût du Risque	(55)	-	(55)	(52)	-	(52)	6,4%	6,4%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	6	-	6	1	-	1	x 5,3	x 5,3
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>165</b>	<b>(19)</b>	<b>184</b>	<b>209</b>	<b>(17)</b>	<b>226</b>	<b>(20,9%)</b>	<b>(18,7%)</b>
Impôts	(144)	(105)	(39)	(66)	(19)	(48)	x 2,2	(17,8%)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>21</b>	<b>(124)</b>	<b>145</b>	<b>143</b>	<b>(36)</b>	<b>179</b>	<b>(85,4%)</b>	<b>(18,9%)</b>
Intérêts minoritaires	(1)	6	(7)	(7)	1	(8)	(84,8%)	(10,7%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>20</b>	<b>(118)</b>	<b>138</b>	<b>136</b>	<b>(35)</b>	<b>171</b>	<b>(85,4%)</b>	<b>(19,3%)</b>

En m€	2017 publié	2017 Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	2016 publié	2016 Eléments spécifiques	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 publié	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 492</b>	<b>44</b>	<b>3 447</b>	<b>3 118</b>	<b>(317)</b>	<b>3 435</b>	<b>+12,0%</b>	<b>+0,4%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 427)	-	(2 427)	(2 520)	(41)	(2 479)	(3,7%)	(2,1%)
FRU	(15)	-	(15)	(19)	-	(19)	(21,7%)	(21,7%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 050</b>	<b>44</b>	<b>1 005</b>	<b>578</b>	<b>(358)</b>	<b>936</b>	<b>+81,5%</b>	<b>+7,4%</b>
Coût du Risque	(204)	-	(204)	(182)	-	(182)	12,1%	12,1%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	6	-	6	1	-	1	x 5	x 5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>851</b>	<b>44</b>	<b>807</b>	<b>397</b>	<b>(358)</b>	<b>755</b>	<b>x 2,1</b>	<b>+6,8%</b>
Impôts	(338)	(127)	(211)	(110)	99	(209)	x 3,1	+0,9%
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>513</b>	<b>(83)</b>	<b>596</b>	<b>287</b>	<b>(259)</b>	<b>546</b>	<b>+78,8%</b>	<b>+9,1%</b>
Intérêts minoritaires	(25)	4	(29)	(14)	12	(26)	+82,1%	+11,6%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>488</b>	<b>(79)</b>	<b>567</b>	<b>273</b>	<b>(247)</b>	<b>520</b>	<b>+78,7%</b>	<b>+9,0%</b>

**Table 83. Banque de proximité à l'international (Italie) – passage du publié au sous-jacent**

En m€	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Eléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>412</b>	<b>-</b>	<b>412</b>	<b>409</b>	<b>-</b>	<b>409</b>	<b>+0,9%</b>	<b>+0,9%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(315)	(41)	(275)	(323)	(51)	(272)	(2,5%)	+0,9%
FRU	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>97</b>	<b>(41)</b>	<b>138</b>	<b>86</b>	<b>(51)</b>	<b>137</b>	<b>+13,4%</b>	<b>+0,7%</b>
Coût du Risque	(75)	-	(75)	(65)	-	(65)	+15,9%	+15,9%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalen	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	(3)	(0)	(0)	-	(0)	x 9,3	-85,1%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>19</b>	<b>(44)</b>	<b>63</b>	<b>21</b>	<b>(51)</b>	<b>72</b>	<b>(7,3%)</b>	<b>(12,6%)</b>
Impôt sur les bénéfices	(9)	12	(21)	(3)	17	(20)	x 2,7	+4,7%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>10</b>	<b>(31)</b>	<b>42</b>	<b>18</b>	<b>(34)</b>	<b>52</b>	<b>(40,9%)</b>	<b>(19,3%)</b>
Intérêts minoritaires	(4)	8	(12)	(6)	9	(15)	(31,4%)	(16,7%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>7</b>	<b>(23)</b>	<b>30</b>	<b>12</b>	<b>(25)</b>	<b>37</b>	<b>(45,2%)</b>	<b>(20,3%)</b>

En m€	2017p publié	Eléments spécifiques	2017p sous-jacent	2016 publié	Eléments spécifiques	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 publié	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 662</b>	<b>-</b>	<b>1 662</b>	<b>1 626</b>	<b>-</b>	<b>1 626</b>	<b>+2,2%</b>	<b>+2,2%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(1 039)	(41)	(998)	(1 016)	(51)	(965)	+2,2%	+3,5%
FRU	(10)	-	(10)	(10)	-	(10)	+2,8%	+2,8%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>612</b>	<b>(41)</b>	<b>653</b>	<b>600</b>	<b>(51)</b>	<b>651</b>	<b>+2,1%</b>	<b>+0,3%</b>
Coût du Risque	(314)	-	(314)	(303)	-	(303)	+3,7%	+3,7%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalen	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
Gains ou pertes sur autres actifs	(11)	(8)	(3)	(0)	-	(0)	x 40	x 10
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>288</b>	<b>(49)</b>	<b>336</b>	<b>297</b>	<b>(51)</b>	<b>348</b>	<b>(3,0%)</b>	<b>(3,3%)</b>
Impôt sur les bénéfices	(99)	14	(113)	(103)	17	(119)	(3,2%)	(5,3%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>188</b>	<b>(35)</b>	<b>223</b>	<b>194</b>	<b>(34)</b>	<b>228</b>	<b>(2,9%)</b>	<b>(2,2%)</b>
Intérêts minoritaires	(53)	9	(62)	(53)	9	(62)	+0,7%	+0,8%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>135</b>	<b>(26)</b>	<b>161</b>	<b>141</b>	<b>(25)</b>	<b>166</b>	<b>(4,3%)</b>	<b>(3,3%)</b>

**Table 84. Services financiers spécialisés – passage du publié au sous-jacent**

En m€	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Eléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>671</b>	-	<b>671</b>	<b>683</b>	-	<b>683</b>	<b>(1,8%)</b>	<b>(1,8%)</b>
dont CACF	539	-	539	541	-	541	(0,4%)	(0,4%)
dont CAL&F	132	-	132	142	-	142	(7,0%)	(7,0%)
Charges d'exploitation	(372)	-	(372)	(365)	-	(365)	+1,7%	+1,7%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>299</b>	-	<b>299</b>	<b>318</b>	-	<b>318</b>	<b>(5,8%)</b>	<b>(5,8%)</b>
Coût du Risque	(102)	-	(102)	(124)	-	(124)	(17,8%)	(17,8%)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	58	-	58	56	-	56	+4,6%	+4,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	-	(0)	(0)	-	(0)	-86,1%	-86,1%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>255</b>	-	<b>255</b>	<b>249</b>	-	<b>249</b>	<b>+2,6%</b>	<b>+2,6%</b>
Impôt sur les bénéfices	(25)	43	(67)	(53)	(3)	(53)	(53,2%)	+26,9%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	(15)	-	(15)	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>216</b>	<b>43</b>	<b>174</b>	<b>196</b>	<b>(3)</b>	<b>196</b>	<b>+10,2%</b>	<b>(11,4%)</b>
Intérêts minoritaires	(30)	-	(30)	(23)	-	(23)	+31,9%	+31,9%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>186</b>	<b>43</b>	<b>144</b>	<b>173</b>	<b>(3)</b>	<b>173</b>	<b>+7,4%</b>	<b>(17,1%)</b>
<i>dont CACF</i>	<i>115</i>	<i>5</i>	<i>110</i>	<i>136</i>	<i>(3)</i>	<i>136</i>	<i>(15,5%)</i>	<i>(19,1%)</i>
<i>dont CAL&amp;F</i>	<i>71</i>	<i>38</i>	<i>33</i>	<i>37</i>	-	<i>37</i>	<i>+91,6%</i>	<i>(9,7%)</i>

En m€	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	2016 publié	Eléments spécifiques	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 publié	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 721</b>	-	<b>2 721</b>	<b>2 646</b>	-	<b>2 646</b>	<b>+2,8%</b>	<b>+2,8%</b>
dont CACF	2 187	-	2 187	2 107	-	2 107	+3,8%	+3,8%
dont CAL&F	534	-	534	540	-	540	(1,0%)	(1,0%)
Charges d'exploitation hors FRU	(1 393)	-	(1 393)	(1 371)	-	(1 371)	+1,6%	+1,6%
FRU	(14)	-	(14)	(13)	-	(13)	+9,3%	+9,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 314</b>	-	<b>1 314</b>	<b>1 262</b>	-	<b>1 262</b>	<b>+4,1%</b>	<b>+4,1%</b>
Coût du Risque	(440)	-	(440)	(558)	-	(558)	(21,1%)	(21,1%)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	241	-	241	207	-	207	+16,2%	+16,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	-	(1)	(2)	-	(2)	(18,6%)	(18,6%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 114</b>	-	<b>1 114</b>	<b>910</b>	-	<b>910</b>	<b>+22,4%</b>	<b>+22,4%</b>
Impôt sur les bénéfices	(230)	43	(272)	(206)	(3)	(206)	+11,3%	+31,9%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	(1)	-	(1)	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>883</b>	<b>43</b>	<b>841</b>	<b>704</b>	<b>(3)</b>	<b>704</b>	<b>+25,4%</b>	<b>+19,4%</b>
Intérêts minoritaires	(118)	-	(118)	(91)	-	(91)	+29,2%	+29,2%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>766</b>	<b>43</b>	<b>723</b>	<b>613</b>	<b>(3)</b>	<b>613</b>	<b>+24,9%</b>	<b>+17,9%</b>
<i>dont CACF</i>	<i>590</i>	<i>5</i>	<i>585</i>	<i>483</i>	<i>(3)</i>	<i>483</i>	<i>+22,1%</i>	<i>+21,0%</i>
<i>dont CAL&amp;F</i>	<i>176</i>	<i>38</i>	<i>139</i>	<i>130</i>	-	<i>130</i>	<i>+35,3%</i>	<i>+6,5%</i>

**Table 85. Grandes clientèles – passage du publié au sous-jacent**

En m€	T4-17 publié	Éléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Éléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 305</b>	<b>(9)</b>	<b>1 313</b>	<b>1 248</b>	<b>(4)</b>	<b>1 252</b>	<b>+4,6%</b>	<b>+4,9%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(816)	-	(816)	(786)	-	(786)	+3,8%	+3,8%
FRU	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>489</b>	<b>(9)</b>	<b>498</b>	<b>462</b>	<b>(4)</b>	<b>467</b>	<b>+5,8%</b>	<b>+6,6%</b>
Coût du risque de crédit	(37)	-	(37)	(103)	-	(103)	(64,1%)	(64,1%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(15)	(15)	(0)	29	-	29	n.m.	n.m.
Gains ou pertes sur autres actifs	10	-	10	0	-	0	x 128,6	x 128,6
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>447</b>	<b>(24)</b>	<b>471</b>	<b>388</b>	<b>(4)</b>	<b>392</b>	<b>+15,1%</b>	<b>+19,9%</b>
Impôt sur les bénéfices	(263)	(87)	(176)	(109)	1	(110)	x 2,4	+60,4%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	-	-	0	-	0	-100,0%	-100,0%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>184</b>	<b>(111)</b>	<b>294</b>	<b>279</b>	<b>(4)</b>	<b>283</b>	<b>(34,2%)</b>	<b>+4,1%</b>
Intérêts minoritaires	(9)	3	(12)	(8)	(0)	(8)	+9,8%	+42,3%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>174</b>	<b>(108)</b>	<b>283</b>	<b>271</b>	<b>(4)</b>	<b>274</b>	<b>(35,5%)</b>	<b>+3,0%</b>
dont BFI	141	(112)	253	247	(4)	251	(42,9%)	+0,9%
dont SFI	34	4	30	24	-	24	+40,6%	+25,4%

En m€	2017 publié	Éléments spécifiques	2017 sous-jacent	2016 publié	Éléments spécifiques	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 publié	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 332</b>	<b>(123)</b>	<b>5 455</b>	<b>5 190</b>	<b>(63)</b>	<b>5 253</b>	<b>+2,7%</b>	<b>+3,8%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(3 099)	-	(3 099)	(3 038)	-	(3 038)	+2,0%	+2,0%
FRU	(139)	-	(139)	(149)	-	(149)	(6,6%)	(6,6%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 094</b>	<b>(123)</b>	<b>2 217</b>	<b>2 003</b>	<b>(63)</b>	<b>2 066</b>	<b>+4,5%</b>	<b>+7,3%</b>
Coût du risque de crédit	(203)	-	(203)	(457)	-	(457)	(55,5%)	(55,5%)
Coût du risque juridique	(115)	-	(115)	(100)	-	(100)	+15,0%	+15,0%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	277	102	175	211	-	211	+30,9%	(17,2%)
Gains ou pertes sur autres actifs	13	-	13	1	-	1	x 15,5	x 15,5
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 065</b>	<b>(21)</b>	<b>2 086</b>	<b>1 658</b>	<b>(63)</b>	<b>1 721</b>	<b>+24,5%</b>	<b>+21,2%</b>
Impôt sur les bénéfices	(710)	(47)	(663)	(370)	21	(392)	+91,8%	+69,4%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	-	-	11	-	11	-100,0%	-100,0%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>1 355</b>	<b>(68)</b>	<b>1 423</b>	<b>1 299</b>	<b>(42)</b>	<b>1 341</b>	<b>+4,3%</b>	<b>+6,1%</b>
Intérêts minoritaires	(48)	1	(49)	(44)	1	(45)	+8,9%	+9,4%
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>1 307</b>	<b>(67)</b>	<b>1 374</b>	<b>1 255</b>	<b>(41)</b>	<b>1 296</b>	<b>+4,2%</b>	<b>+6,0%</b>
dont BFI	1 184	(70)	1 254	1 161	(41)	1 202	+1,9%	+4,3%
dont SFI	123	4	120	93	-	93	+32,0%	+28,1%

**Table 86. AHM – passage du publié au sous-jacent**

En m€	T4-17 publié	Éléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Éléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(329)</b>	<b>(131)</b>	<b>(198)</b>	<b>(120)</b>	<b>37</b>	<b>(157)</b>	<b>x 2,8</b>	<b>+26,3%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(188)	-	(188)	(220)	-	(220)	(14,9%)	(14,9%)
FRU	-	-	-	-	-	-	+52,0%	+2,3%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(517)</b>	<b>(131)</b>	<b>(386)</b>	<b>(340)</b>	<b>37</b>	<b>(377)</b>	<b>+52,0%</b>	<b>+2,3%</b>
Coût du Risque	(13)	-	(13)	(9)	-	(9)	37,5%	37,5%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(1)	(4)	3	33	-	33	ns	-91,7%
Gains ou pertes sur autres actifs	(3)	-	(3)	(7)	-	(7)	(60,0%)	(60,0%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	186	-	(491)	(491)	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(347)</b>	<b>51</b>	<b>(399)</b>	<b>(814)</b>	<b>(454)</b>	<b>(361)</b>	<b>(57,3%)</b>	<b>+10,6%</b>
Impôt sur les bénéfices	(9)	(94)	85	58	(65)	123	ns	(30,7%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>(356)</b>	<b>(43)</b>	<b>(313)</b>	<b>(756)</b>	<b>(519)</b>	<b>(237)</b>	<b>(52,9%)</b>	<b>+32,0%</b>
Intérêts minoritaires	(67)	(94)	27	(1)	(1)	0	x 55,6	x 301,7
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(423)</b>	<b>(136)</b>	<b>(287)</b>	<b>(757)</b>	<b>(520)</b>	<b>(237)</b>	<b>(44,2%)</b>	<b>+20,7%</b>

En m€	2017 publié	Éléments spécifiques	2017 sous-jacent	2016 publié	Éléments spécifiques	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 publié	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(656)</b>	<b>(59)</b>	<b>(597)</b>	<b>(1 348)</b>	<b>(271)</b>	<b>(1 077)</b>	<b>(51,4%)</b>	<b>(44,6%)</b>
Charges d'exploitation	(789)	-	(789)	(825)	-	(825)	(9,4%)	(4,3%)
FRU	(61)	-	(61)	(47)	-	(47)	(77,4%)	(77,4%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(1 505)</b>	<b>(59)</b>	<b>(1 446)</b>	<b>(2 220)</b>	<b>(271)</b>	<b>(1 949)</b>	<b>(32,2%)</b>	<b>(25,8%)</b>
Coût du Risque	(6)	-	(6)	(27)	-	(27)	-77,4%	-77,4%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	177	103	74	71	-	71	x 2,5	3,9%
Gains ou pertes sur autres actifs	(4)	-	(4)	(54)	-	(54)	-92,7%	-92,7%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	186	186	-	(491)	(491)	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(1 152)</b>	<b>231</b>	<b>(1 383)</b>	<b>(2 721)</b>	<b>(762)</b>	<b>(1 958)</b>	<b>(57,6%)</b>	<b>(29,4%)</b>
Impôt sur les bénéfices	344	(116)	460	925	241	684	(62,8%)	(32,7%)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	-	-	1 272	1 272	0	-100,0%	-100,0%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>(808)</b>	<b>115</b>	<b>(922)</b>	<b>(523)</b>	<b>751</b>	<b>(1 274)</b>	<b>+54,4%</b>	<b>(27,6%)</b>
Intérêts minoritaires	(58)	(86)	29	4	(4)	7	ns	x 3,9
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(865)</b>	<b>28</b>	<b>(894)</b>	<b>(520)</b>	<b>747</b>	<b>(1 267)</b>	<b>+66,7%</b>	<b>(29,5%)</b>

**Table 87. Caisses régionales – passage du publié au sous-jacent**

En m€	T4-17 publié	Eléments spécifiques	T4-17 sous-jacent	T4-16 publié	Eléments spécifiques	T4-16 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 341</b>	<b>(23)</b>	<b>3 364</b>	<b>3 271</b>	<b>(194)</b>	<b>3 465</b>	<b>+2,1%</b>	<b>(2,9%)</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(2 153)	-	(2 153)	(2 159)	-	(2 159)	(0,3%)	(0,3%)
FRU	-	-	-	(0)	-	(0)	(100,0%)	(100,0%)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1 188</b>	<b>(23)</b>	<b>1 211</b>	<b>1 112</b>	<b>(194)</b>	<b>1 306</b>	<b>+6,9%</b>	<b>(7,2%)</b>
Coût du risque	(86)	-	(86)	(61)	-	(61)	+42,1%	+42,1%
Sociétés mises en équivalence	2	-	2	1	-	1	x 2,2	x 2,2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(8)	-	(8)	(0)	-	(0)	x 23,6	x 23,6
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 095</b>	<b>(23)</b>	<b>1 119</b>	<b>1 051</b>	<b>(194)</b>	<b>1 245</b>	<b>+4,2%</b>	<b>(10,2%)</b>
Impôts	(635)	(280)	(355)	(646)	(234)	(412)	(1,7%)	(13,8%)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>460</b>	<b>(303)</b>	<b>764</b>	<b>405</b>	<b>(428)</b>	<b>834</b>	<b>+13,5%</b>	<b>(8,4%)</b>
Intérêts minoritaires	0	-	0	(0)	-	(0)	ns	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>460</b>	<b>(303)</b>	<b>764</b>	<b>405</b>	<b>(428)</b>	<b>833</b>	<b>+13,6%</b>	<b>(8,3%)</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>64,4%</b>		<b>64,0%</b>	<b>66,0%</b>		<b>62,3%</b>		

En m€	2017 publié	Eléments spécifiques	2017 sous-jacent	2016 publié	Eléments spécifiques	2016 sous-jacent	Δ 2017/2016 publié	Δ 2017/2016 sous-jacent
<b>Produit net bancaire</b>	<b>13 277</b>	<b>(37)</b>	<b>13 313</b>	<b>13 627</b>	<b>(9)</b>	<b>10 365</b>	<b>(2,6%)</b>	<b>+28,5%</b>
Charges d'exploitation hors FRU	(8 487)	-	(8 487)	(8 337)	-	(6 177)	+1,8%	+37,4%
FRU	(43)	-	(43)	(38)	-	(38)	+14,0%	+14,0%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>4 746</b>	<b>(37)</b>	<b>4 783</b>	<b>5 252</b>	<b>(9)</b>	<b>4 150</b>	<b>(9,6%)</b>	<b>+15,3%</b>
Coût du risque de crédit	(218)	-	(218)	(619)	-	(559)	(64,8%)	(60,9%)
Sociétés mises en équivalence	6	-	6	6	-	5	+8,9%	+28,5%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(5)	-	(5)	27	-	28	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>4 529</b>	<b>(37)</b>	<b>4 566</b>	<b>4 666</b>	<b>(9)</b>	<b>3 623</b>	<b>(2,9%)</b>	<b>+26,0%</b>
Impôts	(1 772)	(281)	(1 491)	(1 877)	3	(1 234)	(5,6%)	+20,8%
Rés. net des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	ns	ns
<b>Résultat net</b>	<b>2 758</b>	<b>(317)</b>	<b>3 075</b>	<b>2 789</b>	<b>(6)</b>	<b>2 389</b>	<b>(1,1%)</b>	<b>+28,7%</b>
Intérêts minoritaires	(0)	-	(0)	(1)	-	(0)	(54,7%)	(37,6%)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>2 757</b>	<b>(317)</b>	<b>3 075</b>	<b>2 789</b>	<b>(6)</b>	<b>2 389</b>	<b>(1,1%)</b>	<b>+28,7%</b>
<b>Coefficient d'exploitation hors FRU (%)</b>	<b>63,9%</b>		<b>63,7%</b>	<b>61,2%</b>		<b>59,6%</b>		

## Annexe 7 – Evolution des encours de risque de crédit

**Table 88. Groupe Crédit Agricole – évolution des encours de risque de crédit**

Groupe Crédit Agricole			
En m€	Déc. 16	Sept 17	Déc 17
Encours bruts de créances clientèle	873 383	891 583	908 490
dont créances dépréciées	25 783	24 466	24 335
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	20 760	19 757	19 463
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	3,0%	2,7%	2,7%
Taux de couverture des créances dépréciées* (hors provisions collectives)	56,3%	58,0%	57,9%
Taux de couverture des créances dépréciées* (y compris provisions collectives)	80,5%	80,8%	80,0%

\* Calculé sur la base d'encours sans prise en compte des garanties et sûretés disponibles

Encours de créances en principal, hors opérations de location financement avec la clientèle

**Table 89. Caisses régionales – évolution des encours de risque de crédit**

Caisses régionales (données sociales cumulées – normes françaises)			
En m€	Déc. 16	Sept 2017	Déc 2017
Encours bruts de créances clientèle	417 941	436 751	444 333
dont créances dépréciées	9 960	9 933	9 583
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	10 129	9 805	9 609
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	2,4%	2,2%	2,2%
Taux de couverture des créances dépréciées* (hors provisions collectives)	63,4%	63,4%	64,5%
Taux de couverture des créances dépréciées* (y compris provisions collectives)	101,7%	98,7%	100,3%

**Table 90. Crédit Agricole S.A. – évolution des encours de risque de crédit**

Crédit Agricole S.A.			
En m€	Déc. 16	Sept 17	Déc 17
Encours bruts de créances clientèle et établissements de crédit	439 781	438 447	448 465
dont créances dépréciées	15 591	14 296	14 508
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	10 564	9 919	9 763
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	3,5%	3,3%	3,2%
Taux de couverture des créances dépréciées* (hors provisions collectives)	52,1%	54,5%	53,9%
Taux de couverture des créances dépréciées* (y compris provisions collectives)	67,7%	69,4%	67,3%

\* Calculé sur la base d'encours sans prise en compte des garanties et sûretés disponibles

Encours de créances en principal, hors opérations de location financement avec la clientèle, hors opérations internes au Crédit Agricole et créances rattachées

**Table 91. Crédit Agricole S.A. – répartition des risques**

Par zone géographique	Déc. 17	Par secteur d'activité	Déc. 17	Déc.16
France (hors banque de détail)	33%	Clientèle de banque de détail	28%	28%
France (banque de détail)	17%	Services non marchands / secteur public / collectivités	17%	13%
Europe de l'Ouest hors Italie	14%	Energie	7%	8%
Italie	13%	Autres activités financières non bancaires	7%	7%
Amérique du Nord	8%	Banques	6%	6%
Asie et Océanie hors Japon	5%	Immobilier	4%	4%
Afrique et Moyen-Orient	4%	Aéronautique / aérospatial	4%	3%
Japon	3%	Divers	3%	4%
Europe de l'Est	2%	Automobile	3%	4%
Amérique centrale et du Sud	1%	Industrie lourde	2%	3%
Autre	-	Distribution / Biens de consommation	2%	2%
<b>Total</b>	<b>100,00%</b>	BTP	2%	3%
		Agriculture / Agroalimentaire	2%	3%
		Maritime	2%	3%
		Autres transports	2%	2%
		Autres industries	2%	2%
		Telecom	2%	2%
		Santé / Pharmacie	1%	2%
		Assurance	1%	1%
		Tourisme / hôtels / restauration	1%	1%
		Informatique / Technologie	1%	1%
		<b>Total</b>	<b>99%</b>	<b>100%</b>

**Table 92. Crédit Agricole S.A. – exposition aux risques de marché**

En m€	VAR (99% -1 jour)				
	Minimum	Maximum	Moyenne	29/12/2017	31/12/2016
Taux	3	6	5	3	6
Crédit	3	7	5	5	4
Change	2	8	4	2	4
Actions	1	3	2	2	1
Matières premières	0	0	0	0	0
<b>VaR mutualisée de Crédit Agricole S.A.</b>	<b>5</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>10</b>

La VaR (99%, 1 jour) du groupe Crédit Agricole S.A. est mesurée en prenant en compte les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe.

## Annexe 8– Détail des capitaux propres et dettes subordonnées

En m€	Part du Groupe	Part des Minoritaires	Total	Dettes subordonnées
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>58 276</b>	<b>5 661</b>	<b>63 937</b>	<b>29 327</b>
Augmentation de capital	-	-	-	
Dividendes versés en 2017	(1 716)	(298)	(2 014)	
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	
Émissions de titres super subordonnés <i>Additional Tier 1</i> à durée indéterminée net des frais d'émission	(12)	-	(12)	
Rémunération des titres super subordonnés <i>Additional Tier 1</i> à durée indéterminée	(454)	(12)	(466)	
Effets des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	(54)	672	618	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(1 211)	(51)	(1 262)	
Variation de la quote-part de réserve des sociétés mises en équivalence	(423)	(7)	(430)	
Résultat de la période	3 649	568	4 217	
Autres	1	117	118	
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>58 056</b>	<b>6 650</b>	<b>64 706</b>	<b>25 421</b>

# Evolution des risques juridiques

*Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole SA et de ses filiales consolidées par intégration globale seront mises à jour dans le document de référence 2017*

# Autres informations récentes

## Communiqués de presse

Les communiqués ci-dessous sont disponibles à l'adresse internet suivante :

<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/communiqués-de-presse-financiers>

### **Communiqué de presse du 24 novembre 2017**

Exercice de transparence ABE 2017

### **Communiqué de presse du 20 décembre 2017**

Suppression du dividende majoré

### **Communiqué de presse du 21 décembre 2017**

Finalisation de l'acquisition de trois Caisses d'épargne italiennes

### **Communiqué de presse du 22 décembre 2017**

Niveau de capital requis par la BCE inchangés pour le Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

### **Communiqué de presse du 26 décembre 2017**

Crédit Agricole annonce l'acquisition de la participation de 15% de Natixis dans sa filiale de services aux investisseurs CACEIS dont il détient désormais 100% du capital

## Notations

Notation	Contrepartie LT / CT	Émetteur / Dette senior préférée LT	Perspective / surveillance	Dette senior préférée CT	Dernière décision de notation	Décision de notation
S&P Global Ratings	N/A	A	Perspective positive	A-1	25/10/2017	Perspective révisée à positive de stable ; affirmation des notes LT / CT
Moody's	Aa3(cr)/P-1(cr)	A1	Perspective stable	Prime-1	19/07/2016	Relèvement des notes LT (1 cran) ; perspective révisée à stable de positive ; notes CT affirmées
Fitch Ratings	A+(dcr)	A+	Perspective stable	F1	14/12/2017	Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée
DBRS	AA (high) / R-1 (high) (COR)	AA (low)	Perspective stable	R-1 (middle)	29/09/2017	Relèvement des notes LT (1 cran); perspective révisée à stable de positive ; notes CT confirmées

# Glossaire

## TERMES

### **ANPA** *Actif Net Par Action* - **ANTPA** *Actif net tangible par action* \*

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond aux capitaux propres part du groupe rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

L'actif net tangible par action correspond aux capitaux propres tangibles part du Groupe, c'est-à-dire retraités des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

### **ANC Actif net comptable**

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes AFS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel

### **BNPA** *Bénéfice Net Par Action* \*

C'est le bénéfice net de l'entreprise, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente (voir Dilution).

### **Coefficient d'exploitation**

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le PNB ; il indique la part de PNB nécessaire pour couvrir les charges.

### **Coût du risque sur encours**

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période).

### **Coût du risque**

Le coût du risque enregistre les dotations et les reprises de provisions sur l'ensemble des risques bancaires dont notamment les risques de crédit, de contrepartie (créances, titres, engagements hors bilan) et les risques opérationnels (litiges), ainsi que les pertes correspondantes non provisionnées

### **Couverture de portefeuille de prêt**

L'impact des couvertures de prêts valorise les variations de marché de la couverture du risque de crédit et le niveau des réserves qui en découlent.

### **CVA** *Credit Valuation Adjustment*

Le *Credit Valuation Adjustment* (ou ajustement de valeur de crédit) correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que la totalité de la valeur de marché d'un instrument ne puisse pas être recouvrée. La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché.

### **DVA** *Debit Valuation Adjustment*

Le *Debit Valuation Adjustment* (DVA) est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit propre de l'entité sur la valorisation de ces instruments.

### **Écart d'acquisition - survaleur**

Un écart d'acquisition ou survaleur est la différence entre le prix d'acquisition d'une entreprise et son actif net réévalué au moment de l'acquisition. Chaque année un test de dépréciation devra être fait, son éventuel impact étant porté au compte de résultat.

### **PNB** *Produit net bancaire*

Le PNB correspond à la différence entre les produits d'exploitation bancaire (intérêts perçus, commissions reçues, plus-values provenant des activités de marchés et autres produits d'exploitation bancaire) et les charges d'exploitation bancaire (intérêts versés par la banque sur ses ressources de refinancement, commissions versées moins-values provenant des activités de marchés et les autres charges d'exploitation bancaire).

### **Provision Epargne-Logement (PEL)°**

La provision Epargne Logement représente la provision constituée pour servir la rémunération aux plans épargne logement bénéficiant d'un taux attractif et susceptibles d'être clôturés à court terme par leurs détenteurs.

### **RBE** *Résultat brut d'exploitation*

Le RBE est égal au produit net bancaire diminué des charges d'exploitation (charges générales d'exploitation dont notamment les frais de personnel et autres frais administratifs, dotations aux amortissements).

### **Résultat d'exploitation**

Le résultat d'exploitation s'obtient à partir du Résultat brut d'exploitation duquel on déduit le coût du risque.

**RNPG** *Résultat net part du Groupe*

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat part du groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

**RNPG attribuable aux actions ordinaires – publié**

Le Résultat net part du groupe attribuable aux actions ordinaires correspondant au résultat part du groupe duquel a été déduit les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

**RNPG sous-jacent**

Le résultat net part du groupe sous-jacent correspond au résultat net part du groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels)

**ROE** *Retour sur fonds propres - Return On Equity*

Le RoE est un indicateur permettant de mesurer la rentabilité des fonds propres en rapportant le bénéfice net réalisé par une entreprise à ses fonds propres.

**RoTE** *Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity*

Le RoTE (Return on Tangible Equity) détermine la rentabilité sur capitaux propres tangibles (actif net de la banque retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition).

**Spread émetteur**

Marge actuarielle représentant l'écart entre le taux de rentabilité actuariel auquel le groupe peut emprunter et celui d'un emprunt sans risque de durée identique.

**TLAC** *ratio TLAC - Total Loss Absorbing Capacity*

Le ratio TLAC a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière. Il vise à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de perte et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB) (Voir Chapitre 5 Facteurs de risque et Pilier 3/ Indicateurs et ratios prudentiels).

# Evolution des instances de Gouvernance

*La composition des instances de gouvernance sera mise à jour dans le document de référence 2017.*

# Agenda financier & Contacts

## Agenda financier

- 4 avril 2018 Assemblée spéciale
- 15 mai 2018 Publication des résultats du premier trimestre 2018
- 16 mai 2018 Assemblée générale à Paris
- 3 août 2018 Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2018
- 7 novembre 2018 Publication des résultats du troisième trimestre 2018

## Contacts

### CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

---

Charlotte de Chavagnac	+ 33 1 57 72 11 17	<a href="mailto:charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr">charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr</a>
Olivier Tassin	+ 33 1 43 23 25 41	<a href="mailto:olivier.tassin@credit-agricole-sa.fr">olivier.tassin@credit-agricole-sa.fr</a>
Caroline de Cassagne	+ 33 1 49 53 39 72	<a href="mailto:caroline.decassagne@ca-fnca.fr">caroline.decassagne@ca-fnca.fr</a>

### CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

---

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	<a href="mailto:investor.relations@credit-agricole-sa.fr">investor.relations@credit-agricole-sa.fr</a>
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	<a href="mailto:credit-agricole-sa@relations-actionnaires.com">credit-agricole-sa@relations-actionnaires.com</a>

<b>Cyril Meilland, CFA</b>	<b>+ 33 1 43 23 53 82</b>	<b><a href="mailto:cyril.meilland@credit-agricole-sa.fr">cyril.meilland@credit-agricole-sa.fr</a></b>
Letteria Barbaro-Bour	+ 33 1 43 23 48 33	<a href="mailto:letteria.barbaro-bour@credit-agricole-sa.fr">letteria.barbaro-bour@credit-agricole-sa.fr</a>
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	<a href="mailto:oriane.cante@credit-agricole-sa.fr">oriane.cante@credit-agricole-sa.fr</a>
Emilie Gasnier	+ 33 1 43 23 15 67	<a href="mailto:emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr">emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr</a>
Fabienne Heueux	+ 33 1 43 23 06 38	<a href="mailto:fabienne.heueux@credit-agricole-sa.fr">fabienne.heueux@credit-agricole-sa.fr</a>
Vincent Liscia	+ 33 1 57 72 38 48	<a href="mailto:vincent.liscia@credit-agricole-sa.fr">vincent.liscia@credit-agricole-sa.fr</a>
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	<a href="mailto:annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr">annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr</a>

Tous nos communiqués de presse sur : [www.credit-agricole.com](http://www.credit-agricole.com) - [www.creditagricole.info](http://www.creditagricole.info)

 Crédit\_Agricole  Groupe Crédit Agricole  créditagricole\_sa